

Jean-Paul Damaggio

Cinquante jours avec les gilets jaunes  
en Tarn-et-Garonne  
Tome 2

Je reprends ici les textes du blog sans les illustrations vu la limite de mémoire de mes pièces jointes.

Sommaire,

3 janvier, Sur la fin des chaudières à mazout  
4 janvier, Lettre à Paul Ariès sur les gilets jaunes  
5 janvier, Blocages à Castelsarrasin  
5 janvier, J-M Apathie venu de Politis  
6 janvier, Gilets jaunes, double pensée et Michéa  
6 janvier, *Gilets jaunes le mouvement*, le pire départ !  
6 janvier, Indignés espagnols et gilets jaunes français  
7 janvier, Gilets jaunes et médias (encore)  
7 janvier, LFI et gilets jaunes  
8 janvier, Structuration à Toulouse  
8 janvier, Les gilets jaunes et la violence  
9 janvier, L'inédit et le traditionnel  
10 janvier, Gilets jaunes, jamais d'accord mais tous ensemble  
11 janvier, Gilets jaunes, déçus et toujours là  
12 janvier, Manifs Tarn et Garonne  
13 janvier, Midi Pyrénées contre l'Eminent Monarque  
14 janvier, Gilets jaunes, mouvement phénoménal  
14 janvier, Le grand débat : participer ou pas ?  
14 janvier, Priscillia et Eric  
15 janvier, Brigitte Barèges et les gilets jaunes  
15 janvier, La CGT 82, s'adresse aux gilets jaunes  
16 janvier, Les gilets jaunes et les pouvoirs  
16 janvier, Le NPA et les gilets jaunes, acte III  
18 janvier, Macron à Souillac pour le Grand débat  
18 janvier, Barèges à Souillac  
18 janvier, Réunion à Montech  
18 janvier, Réunion Gilets jaunes Valence  
19 janvier, Gilets jaunes et répression  
19 janvier, Barèges, le drapeau et la Marseillaise  
19 janvier, Manif Montauban et les Européennes  
19 janvier, 20 000 à Toulouse  
20 janvier, La mobilisation en Midi-Pyrénées  
21 janvier, Sur Radio Totem : suis-je toujours gilet jaune ?  
21 janvier, Gilets jaunes à Tarbes

21 janvier, Gérard Vallès à la rencontre des Gilets Jaunes !  
22 janvier, Gilets jaunes et Christophe Guilluy  
22 janvier, Les syndicats et les gilets jaunes  
23 janvier, Gilets jaunes, la répression par le PV  
23 janvier, Gilets jaunes, l'heure des assemblées générales  
24 janvier, Gilets jaunes à Revel  
24 janvier, La Conf et les gilets jaunes  
25 janvier, Gilets jaunes 2019 face à ceux de 2018  
25 janvier, Gilets jaunes et Christophe Guilluy  
25 janvier, Le Progrès de Lyon et Shahinyan  
25 janvier, Lettre ouverte à Hayk Shahinyan  
26 janvier, Gilets jaunes : un historique à Lyon  
26 janvier, Toulouse, en jaune et en grève ?  
26 janvier, Les gilets jaunes et Kamel Daoud  
27 janvier, Gilets jaunes du Tarn  
27 janvier, La liste Ingrid Levavasseur  
2 février, Gilets jaunes une semaine après  
2 février, Et la FSU pour le 5 février ?  
2 février, Solidaires plus mobilisés ?  
2 février, La CGT à l'offensive ?  
2 février, le 5 février à Montauban  
2 février 2019, Gilets jaunes à Caussade  
2 février, La prochaine manif de Toulouse  
3 février, Gilets jaunes, Quatre assemblées à Montauban  
3 février, Gilets jaunes : Baisse de participation dans la région  
3 février, Gilets jaunes, la revendication et l'action  
4 février, Reporterre était à l'assemblée de Commercy  
5 février, Les contradictions des gilets jaunes : facebook  
5 février, Le 5 février à Montauban et ailleurs  
6 février, Grand débat : Informer et critiquer  
6 février, le tract de la CNT  
7 février, 5 février tout le monde est content...  
7 février, Encore Hayk Shahinyan  
8 février, Macron : contesté mais heureux  
9 février, Toni Negri et les gilets jaunes  
10 février, La normalisation des gilets jaunes  
11 février, Gilets jaunes, LGV et Toulouse  
12 février, Gilets jaunes et banlieues  
13 février, Lettre à de anti gilets jaunes  
13 février, Gilets jaunes et contrôle technique  
15 février, Du grand mouvement de 2003 à celui des gilets jaunes  
15 février, Gilets jaunes : l'appel qui me laisse sans voix !  
15 février, Gilets jaunes à Chartres  
18 février, Violence et gilets jaunes  
19 février, Gilets jaunes : conclusion finale livre la grève

### 3 janvier, Sur la fin des chaudières à mazout

Des amis sont venus manger et ils me rappellent un épisode déjà oublié et qui confirme les limites de mon livre précédent qui ne contenait que sept fois le mot misère, et une fois le mot pauvreté.

Il s'agit de la déclaration d'E. Philippe sur les chaudières à mazout du 14 novembre, 3 jours avant les manifestations du 17 novembre 2018. Date idéale pour lancer son scoop ? Reconnaissons-le, l'idée circulait depuis quelques temps, mais là, subitement, Edouard Philippe annonce qu'en dix ans les chaudières au fioul auront disparu ! Il précise cependant : un "objectif ambitieux" ! Il a fait un calcul : 5% de la population est concernée mais il n'a pas noté que c'est 25% dans les zones rurales !

Ce qui cause la colère des gilets jaunes – la hausse du prix des carburants – devient un argument pour une mesure de nature à aggraver la dite colère !

Comme on ne peut pas supposer que le premier ministre a désiré encourager la révolte, est-on en droit de comprendre qu'il n'a rien vu venir ?

Si on s'en tient à la logique ministérielle la démarche est cohérente : le fioul augmente donc les gens vont vouloir se débarrasser d'une chaudière qui leur coûte cher, il suffit de les encourager par des aides appropriées !

Si on s'en tient à la logique «gilets jaunes» la démarche proposée est incohérente: le fioul augmente donc comment vais-je en plus, devoir changer le système de chauffage ?

Si on s'en tient à la logique ministérielle la démarche est cohérente : le gaz, est nettement moins coûteux, donc les gens vont être contents de passer au gaz grâce à l'aide appropriée !

Si on s'en tient à la logique «gilets jaunes» la démarche proposée est incohérente: le plus souvent les Français qui utilisent le fioul pour se chauffer sont justement ceux qui n'ont pas accès au gaz et qui ont fait un gros investissement pour éviter l'électricité !

"Nous allons développer la prime à la conversion des chaudières pour faire en sorte que les Français puissent se libérer de cette contrainte extraordinaire d'utiliser le fioul pour se chauffer", a déclaré sur RTL le premier ministre en promettant de prendre en charge "un tiers du coût global de transformation".

Cette déclaration du premier ministre est emblématique de toute une politique : le gouvernement agit pour le bien des citoyens... qu'il étouffe ! Qui a les moyens d'assumer les deux tiers des investissements requis ?

Et voyons la prétexte écolo : selon les chiffres de l'Ademe, le fioul émet 300g CO<sub>2</sub>/kWh, contre 274g CO<sub>2</sub>/kWh pour le gaz propane et 234 g CO<sub>2</sub>/kWh pour le gaz naturel. Le fioul est donc plus polluant mais dans des proportions en fait minimes quand on compare avec le gaz.

Le dispositif promis par Edouard Philippe devait être connu d'ici à la fin du mois de novembre au moment de la publication de la feuille de route énergétique. Voilà une des promesses que le mouvement des gilets jaunes a effacé. Comme une météorite, la proposition d'en finir avec les chaudières au fioul est arrivée, aussi vite qu'elle a disparue ! N'est-ce pas génial ?

## 4 janvier, Lettre à Paul Ariès sur les gilets jaunes

Les Zindigné.e.s, la revue chère à Paul Ariès a mis en *Une* la photo d'un rond point où une banderole indique : Vive la révolution, et le titre : « Gilets jaunes : les raisons de la colère ». Un dénommé Olivier Vilain propose sur deux pages, un article avec le titre de *Une*, puis un article sur «Le gouvernement face aux gilets jaunes en trois pages. Paul Ariès va de manière détournée évoquer ensuite le conflit dans un article intitulé : « Défendons le droit à l'énergie élémentaire via sa gratuité ! »

Olivier Vilain est un journaliste écolo qu'on peut lire occasionnellement sur *Politis*, auteur de deux livres, et qui a produit sur les gilets jaunes une présentation insignifiante. Première référence : «Les gilets jaunes «veulent la justice» déclare ainsi dimanche 2 décembre le sociologue Jean Viard sur le plateau de BFMTV.» En fait pour l'essentiel le premier article parle de... Macron !

Dans le second article on apprend qu'il y avait 250 000 personnes le 17 novembre, chiffre du gouvernement dont la fiabilité est plus que douteuse. Et à nouveau Macron, Darmanin sont largement cités, puis arrive l'article des quatre syndicalistes critiques du Monde : « Le caractère néopoujadiste et antifiscaliste qui semblait dominer, il y a quelques semaines, et les tentatives d'instrumentalisation de l'extrême-droite et de la droite extrême ont été relativisés par la dynamique propre du mouvement, qui s'est considérablement élargi, et la conscience que les taxes sur l'essence étaient « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ».» Le texte était plus utile que cette citation inutile.

Une citation de Gérard Noiriel viendra apporter son analyse puis enfin le nom d'un gilet jaune : Benjamin Cauchy ! L'homme qui par excellence ne représente que lui-même et occasionnellement *Debout la France* !

Quant à LFI et PCF ils « tentent de dialoguer avec les gilets jaunes ». Cependant l'auteur de l'article préfère une fois de plus s'attarder sur les déclarations des soutiens du gouvernement comme Alain Duhamel !

Mais voyons l'éclairage de Paul Ariès :

*« Je dis aux gauches et aux milieux de l'écologie, attention, le principal danger ce n'est pas de nous couper du peuple des automobilistes, mais de rouler pour l'extrême-droite, car l'anti-fiscalisme a toujours été son fonds de commerce. »*

L'anti-fiscalisme est devenu depuis longtemps le fonds de commerce de tous les politiques, et d'abord par la confusion entre impôts directs et indirects.

L'anti-fiscalisme est le double de la chute de la dépense publique.

Sauf que tout le monde a bien compris qu'il y a dépense publique (destruction des services publics) et dépense publique (aide aux riches et aux puissants !).

Pour se distinguer de l'extrême-droite il suffit de demander le rétablissement de l'ISF qui n'était pourtant pas une mesure géniale !

*«Faire de la politique du point de vue des gens ordinaires ce n'est pas courir après l'air du temps, surtout lorsque celui-ci devient de plus en plus brun et bleu marine, ce n'est même pas donner d'autres réponses aux questions imposées par la pensée dominante, c'est parvenir à changer de paradigme.»*

Les révoltes populaires des gilets jaunes, c'est l'air du temps ? Je pensais que l'air du temps c'était plus l'esprit de soumission !

Un air qui devient de plus en plus brun ? Faut-il observer que les sondages pour les prochaines européennes donnent au FN moins qu'en 2009 ? Et un soutien au FN qui ne devait rien aux gilets jaunes en 2009 !

«Changer de paradigme» c'est imposer la gratuité pour les plus démunis ? Mais les «esprits simplistes» sur les ronds-points vont répondre aussitôt : la gratuité ça n'existe pas ! Donc on en revient à leurs revendications majeures : une autre politique fiscale !

Je partage depuis longtemps l'argumentation de Paul Ariès pour faire de la gratuité un instrument capable de modifier la pensée sociale mais la mise en avant du terme «gratuité» empêche sa compréhension ! Car instinctivement il renvoie à la question : qui paie ? Je sais la réponse est simple : les gros consommateurs. Par exemple, les gros consommateurs d'électricité vont au-delà d'un seuil, payer plus cher que les consommateurs de base. Voilà pourquoi si le projet s'appelait «Vers une civilisation de la justice» plutôt que «Cers une civilisation de la gratuité » il serait plus compréhensible aux gilets jaunes et inversement Paul Ariès pourrait mieux comprendre leurs revendications.

Sauf cette note : «Le coût croissant de l'énergie devrait se poursuivre en raison de sa raréfaction». Il y a là une fatalité qui subitement conteste tout l'échafaudage sur l'aspect marchand de l'énergie selon les règles capitalistes. Depuis cinquante ans j'entends la référence à la raréfaction du pétrole qui est toujours reportée à plus tard et de toute façon cette raréfaction n'est pas incompatible avec de nouvelles formes d'énergie.

## 5 janvier, Blocages à Castelsarrasin

En ce samedi ensoleillé ce fut un peu le bazar en matière d'appel à manifester pour le Tarn-et-Garonne. Peut-être pas plus qu'auparavant mais un peu plus tout de même ! Les journalistes locaux auront eu du mal à suivre la diversité d'actions. La classique manif de Montauban n'a pas donné lieu à un appel habituel mais à une proposition confuse. Un appel plus clair a organisé un covoiturage pour aller à Toulouse. Une action a été annoncée à Caussade. Il y a eu un appel à se rassembler à Castelsarrasin et c'est finalement le rendez-vous que nous avons rejoint.

Une bonne centaine de personnes ont bloqué le rond-point devant l'autoroute.

Les forces de l'ordre empêchaient toute action en matière de péage.

Les manifestants ont négocié pour empêcher l'entrée, vu que la sortie était intouchable. Il y aurait pu y avoir affrontement physique et ensuite on aurait évoqué la répression mais finalement, sagement, c'est seulement autour du rond point que l'action s'est déroulée sans interférence des forces de l'ordre.

La vie des gilets jaunes est pleine de contradictions. Les uns voulant bloquer ici, d'autres là ! Bloquer l'entrée de l'autoroute me paraissait le plus original car il existe toujours une alternative routière à l'autoroute. Ce fut l'opération mise en place un moment et il est fabuleux de constater rapidement le nombre important de véhicules que ça concerne.

On a pu remarquer les petits malins prenant la tangente même en utilisant des sens interdits devant les gendarmes. Comme toujours, la hantise des gilets jaunes ce sont les automobilistes hargneux. Un paradoxe quand certains les présentent comme des défenseurs de l'automobile. Puis, dans un rond-point il y a tellement de routes (là il y en a cinq) d'autres options ont été retenues. Quelques banderoles ont été plantées. Les gilets jaunes ont vu passer les fêtes sans disparaître. Pour continuer un peu de clarté permettrait de sortir de l'entre-soi car je crains que peu de personnes aient eue vent de la manif de Castelsarrasin. Non je ne dis pas « je crains » mais je suis sûr. Mais tel est le mouvement.

## 5 janvier, J-M Apathie venu de Politis

**DIRECTEUR DE LA REDACTION ET  
DE LA PUBLICATION** Bernard Langlois  
**ASSISTANTE DE DIRECTION** Maryse Pradines  
**REDACTEUR EN CHEF** Jean-Paul Bessot  
**ASSISTANTE** Sylvie Cottin  
**DIRECTION ARTISTIQUE**  
Michel Chanaud, Patrick Morin  
**POLITIQUE** Jean-Michel Apathie, Thierry Moreau  
**SOCIAL-SOCIETE** Fabrice Nicolino, Paul Moreira,  
Philippe Haumont, Brigitte Bègue, André Spiga  
**ETRANGER** Laurent Carpentier, Marie-Jeanne  
Berna, Gérard Viratelle  
**CULTURE** Jean-Claude Demari

«Eric #Drouet s'est fait connaître par sa volonté d'entrer à l'Elysée, c'est à dire de faire un putsch, pour parler clairement. Comment en faire la référence d'une lutte sociale? @JLMelenchon se vit-Il en Lénine devant le Palais d'Hiver? Il semble bien que oui.»

Apathie est devenu un farceur et la crise des gilets jaunes en révèle l'ampleur. C'est clair, on peut faire un putsch avec pour seule arme un gilet jaune ! Et il n'est pas le seul, mais le symbole du phénomène !

Pour en remettre une couche il révèle le lendemain qu'Eric Drouet a voté Marine Le Pen puis il passe un jour à retrouver en vain sa source !

Face au démenti de l'intéressé il a fini par admettre : "Il semblerait que mon tweet hier a intoxiqué la presse entière, les hommes politiques aussi, et peut être le Vatican. Avant que Donald Trump fasse un tweet je rectifie : le fascinant Eric Drouet assure ne pas avoir voté pour Marine Le Pen. Voilà...". Pour un peu, l'éditorialiste star d'une des radios les plus écoutées de France s'étonnerait d'avoir été pris au sérieux ! C'est de l'humour gascon ? Un peu con alors !

Dans la foulée de son tweet ils ont été nombreux à le reprendre y compris des personnes habituées à se méfier des bobards comme Benoît Hamon. Conforté dans son erreur sur le compte d'Eric Drouet par Yves Calvi, le fondateur de Génération.s a donc expliqué ne pas être "fasciné par quelqu'un qui assume d'avoir voté aux deux tours pour Marine Le Pen". Et de conclure en prononçant la mise au ban de Jean-Luc Mélenchon, qui "n'est plus un acteur central du débat à gauche."

Cette péripétie sera oubliée aussi vite qu'elle est arrivée mais je n'oublie pas les premiers pas d'Apathie à *Politis*. Il faudra que je fasse un reportage là-dessus !

P.S. Sur l'image *l'Ours* de *Politis* en janvier 1989.

## 6 janvier, Gilets jaunes, double pensée et Michéa

Comme toujours chez Michéa la référence de départ s'appelle Orwell : « La double pensée est le pouvoir de garder à l'esprit simultanément deux croyances contradictoires, et de les accepter toutes les deux. »

La double pensée est ce qui va perdre la gauche et dans la foulée l'extrême-gauche. Michéa a ainsi pu répondre à cette question que je me suis posée si longtemps : pourquoi après cette généalogie qui a vu la « gauche » passer des républicains aux radicaux puis aux socialistes et enfin aux communistes et aux trotskistes s'est-elle arrêtée là ? Longtemps les trotskistes ont répondu : parce que la bureaucratie stalinienne a empêché le peuple de venir à elle ! Sauf que la chute de l'URSS n'a rien changé à l'affaire. C'est vrai, après la participation du PCF au gouvernement Jospin (celui qui a le plus privatisé), la LCR a pu récupérer un électorat et se dire un temps qu'enfin son temps était venu avec la création du NPA. Mais non, le PCF a continué de s'effondrer et le NPA n'a pas récupéré les miettes !

Alors pourquoi cette rupture généalogique ? Car dès le départ il y avait deux gauches, la républicaine et la socialiste-communiste et la double pensée a commencé quand la socialiste-communiste s'est mis sous la coupe du radicalisme. Comme là n'est pas mon sujet du jour j'en arrive à cette conclusion simplifiée : la société libérale-libertaire devenue, conformément au développement du capitalisme plus « révolutionnaire » que la gauche l'a contraint à cette double pensée : je dis que je suis la gauche et je fais la politique de la droite et si l'extrême-gauche n'a pas de son côté assumé une part du pouvoir, elle a repris les thèmes conduisant à une fausse opposition aux pouvoirs.

Voilà pourquoi la révolte des gilets jaunes a indisposé la gauche dans toutes ses variantes : elle a rompu avec cette double pensée et de ce fait a aussitôt été accusée d'être d'extrême droite ! Logique ! Mais est-elle pour autant immunisée par la dite double pensée ? Non où ça serait croire que les gilets jaunes sont extérieurs à la société dans laquelle ils se battent ! La double pensée n'est pas la tricherie que les dirigeants de la gauche utiliseraient pour masquer leurs dérives car dans ce cas l'extrême-gauche en serait à l'abri, mais l'effet assumé du fonctionnement social ! Elle est l'effet d'une société libérale-libertaire, les uns appuyant un peu plus sur le côté libéral et les autres sur le côté libertaire (ici le mot libertaire n'a rien à voir avec le mot anarchiste).

Les gilets jaunes existent en tant que mouvement collectif matérialisé par le gilet mais en même temps il est traversé par la prédominance de l'individu issu des « réseaux sociaux » qui le font exister ! D'un côté c'est le refus des grands chefs mais aussi à la base le produit de la guerre entre les petits chefs, et le mouvement se heurte nécessairement à la difficile émergence d'un fonctionnement plus démocratique. Pour éviter et même contrer le fonctionnement social qu'ils combattent, ils ne veulent pas tomber dans les travers de la démocratie représentative, mais que faire d'autre ? La révolution russe avait trouvé la solution : les soviets partout. Puis les soviets sont devenus sous une autre forme la marque d'une double pensée : le mot s'est retrouvé dans URSS mais pas dans la vie locale ! Pour ma part je penche pour la proposition qu'on entend ici ou là, qui se met en place ici ou là d'assemblée citoyenne. Toute structuration n'est pas, par nature, contraire à la démocratie, tout dépend de la forme prise. Entre la notion d'avant-garde « l'organisation est à la base de tout » et la notion sans avant-garde « l'organisation tue l'énergie du peuple », les gilets jaunes sont contraints pour durer (et c'est leur objectif) d'inventer un moyen terme. Par exemple, pas question de produire des cahiers de doléances sans la garantie de leur prise en compte !



## 6 janvier, *Gilets jaunes le mouvement*, le pire départ !

Depuis le 4 décembre j'étudie la mise en place de cette organisation née à ce moment là avec un blog au point mort : Gilets jaunes le mouvement.

Les deux initiateurs ont depuis fait des progrès en matière d'organisation mais pas en matière de soutiens. Le petit groupe qui le constitue s'est retrouvé sur les plateaux télévisés !

Que leur première réunion d'organisation ait eu lieu dans des locaux proposés et prêtés par Bernard Tapie, sous protection de la police, est le symbole le plus «génial» que je connaisse ! Une décision dénoncée par des journalistes de La Provence mais pas par son directeur Franz-Olivier Giesbert ! N'était-il pas possible de trouver une salle de 100 places dans un lieu public ?

### Bernard Tapie et les Européennes

Peut-être certains ont oublié que Bernard Tapie est devenu ministre de Mitterrand pour ensuite conduire une liste aux Européennes afin de marginaliser Michel Rocard ! Pour ce faire il a utilisé, le temps d'une opération sans lendemain, les services du PRG que nous connaissons bien en Tarn-et-Garonne. Voici les 13 élus : Michel Dary, Christine Mustin-Mayer, Bernard Castagnède, Antoinette Fouque, Bernard Tapie, Jean-François Hory, Catherine Lalumière, Christine Taubira, Noël Mamère, André Sainjon, Odile Leperre-Verrier, Pierre Pradier, Dominique Saint-Pierre. Christine Taubira et Noël Mamère trouveront là le point de départ d'une carrière politique connue.

### Gilets jaunes et Européennes

Je ne doute pas que la préparation d'une liste aux européennes fasse remonter chez Bernard Tapie des souvenirs heureux ! Et je ne doute pas non plus que ce soit chez lui une opération sincère tellement il a le souci du peuple... et du soutien à Emmanuel Macron !

Oui mais j'entends bien ceux qui disent : mais pour qui voter aux Européennes sans liste GJ? De LO au RN c'est l'élection où le choix est le plus vaste avec l'éventualité d'une liste Jean Lassalle ! Ajouter le choix GJ dans le nombre des douze listes éventuelles c'est non seulement contre-productif pour le mouvement, mais à contre-sens du mouvement, et la très grande majorité des commentaires l'indiquent sur facebook. Je ne doute pas que parmi eux il y a ceux qui ont déjà leur préférence (droite, extrême-droite, Debout la France, LFI etc.) mais aussi ceux qui, se souciant peu des Européennes, veulent continuer la bataille engagée. Parce qu'entre nous, même dix députés GJ à Strasbourg ça va changer quoi ? Alors pourquoi cette tentation ?

Les gilets jaunes ne sont pas extérieurs à la société qu'ils combattent et certains peuvent donc reprendre les maux qui la traversent comme celui de se servir... en disant qu'on veut servir la France !

Hayk Shahinyan est l'homme en vedette passé des Socialistes aux Républicains, Christophe Chalençon candidat aux législatives de 2017 était alors un soutien de Macron et la sympathique Ingrid Levavasseur qu'à ce jour je ne connais pas a été la troisième à évoquer ce mouvement.

Shahinyan a affirmé : "Nous n'avons pas parlé des élections européennes ou validé une quelconque liste". Or depuis le début tel est l'objectif affirmé mais il passe mal, et il faut voir s'il n'y a pas possibilité de discuter avec d'autres auparavant, pour éviter la présence de trois listes Gilets Jaunes : Francis Lalanne, Citoyens Gilets Jaunes et Gilets Jaunes le Mouvement.

Pour repérer les «faux» gilets jaunes il suffit d'écouter ceux qui prétendent servir la France, pour se servir eux. Telle est une des formes de la double pensée analysée par Michéa.

## 6 janvier, Indignés espagnols et gilets jaunes français

Je m'étonne qu'à ma connaissance aucune comparaison n'ait été faite entre les deux mouvements. Bien sûr les contextes sont différents déjà par le fait qu'en 2011 l'Espagne n'avait pas une extrême-droite pesant globalement 20% de l'électorat.

Il existe cependant beaucoup de similitudes. Rappelons que le mouvement a donné lieu à une occupation des places (en guise de ronds-points) à partir d'un très vaste mouvement spontané né de facebook.

Les manifestations du 15 mai rassemblent des centaines de milliers de manifestants, dans une centaine de villes. Le 19 juin ce sont un million de personnes dans soixante villes. Le mouvement a continué d'avoir son site internet actif jusqu'en 2016 avec un appel international à occuper les places le 15 mai 2016.

Les points communs : le côté global des participants (jeunes, vieux, chômeurs, travailleurs, retraités, hommes, femmes etc.) ; et les revendications : réformer le système économique et financier, lutter contre l'austérité, lutter contre la corruption, réformer les systèmes politiques, faire une révolution citoyenne, donner une place médiatique aux citoyens, exiger et créer de véritables démocraties.

L'appui de facebook, twitter, et youtube a été à la base de l'organisation. Pour rappel j'indique que c'est un appel lancé le 1er mai qui a mis le feu aux poudres. Le mouvement a eu des répercussions dans le monde entier et Nuit debout en France, qui viendra plus tard, s'est situé dans la foulée. La répercussion fut telle que le 3 août 2011, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad déclare que l'existence de mouvements tels que celui des « indignados », en Grèce, en Espagne et dans beaucoup de pays occidentaux et la répression que ces mouvements subissent, montre le manque de démocratie en Europe ! Comme aujourd'hui quand le président de l'Égypte explique que ce sont les frères musulmans qui sont à l'origine des Gilets jaunes !

Les points de différence : C'est une plateforme internet qui a pu coordonner l'action globale et locale. Mieux que facebook ? Oui car la coordination a pu se faire par exemple par l'organisation de marches à travers le pays, par la confrontation entre ce qui se faisait à Madrid, Barcelone, Séville et ailleurs, une confrontation nécessaire dans un pays aux fortes autonomies régionales. En France, pays communal, chaque coin s'active sans se soucier du voisin ! Bien sûr à Montauban on réfléchit à ce qui se fait à Toulouse mais pas à Carmaux ou à Auch et presque pas à ce qui se passe à Valence d'Agen... La contestation de toute forme de violences a été plus ferme. Le mouvement était clairement de gauche contre la droite au pouvoir quand en France il mêle tous les courants. Enfin, en Espagne il est né au cœur de la crise économique financière qui est nettement moins à l'ordre du jour.

En France, Jean-Luc Mélenchon a encouragé le mouvement, et a déclaré que le Front de gauche était la solution que les Indignés recherchent, alors que ces derniers critiquaient justement les partis politiques et se prémunissaient contre la récupération.

Le mouvement des Indignés a finalement contribué à la réélection de la droite (le 20 novembre 2011 Rajoy obtient 44,6%) et c'est suite à ce fait qu'une partie du mouvement est entré en politique avec Podemos à partir de 2014 quand les Indignés n'avaient plus d'existence réelle. Les dirigeants sont issus des médias mais de médias alternatifs qui d'ailleurs sont un peu à l'origine, pour les contrer, de chaînes en continu. Un autre parti avait tenté de naître auparavant le Parti du futur.

## 7 janvier, Gilets jaunes et médias (encore)

Un gilet jaune découvre cette affiche sur 68 que je ne connaissais pas et il constate que ça n'a pas beaucoup changé. Une affiche ne peut pas tout dire mais en l'occurrence j'en fait une lecture inverse : elle confirme la révolution que nous avons connue. Hier une télé et une radio nous intoxiquait or la répression la plus considérable qui s'est produite en 68 a concerné... l'ORTF où la grève fut dure !

La télé pouvait interdire «Les jolies colonies de vacances» de Pierre Perret mais pouvait aussi produire Cinq colonnes à la Une. Dans les deux cas de Gaulle tenait les rênes.

La première révolution a été la mise en place des «radios libres» une belle mesure qui, en 1981, a ouvert une ère Mitterrand, qui s'est achevée en 1985 avec la première chaîne télé privatisée confiée à ... Berlusconi.

Cette mutation n'est pas seulement financière. Hier la télé et la radio étaient aux ordres directs des pouvoirs politiques, et aujourd'hui les pouvoirs sont aux ordres indirects des médias et donc des lobbies. Tout élu a besoin d'un porte-parole, d'un conseiller en communication, et l'essentiel c'est de produire des sondages qui vont servir, non pas à dicter la politique, mais la présentation des politiques. L'industrie de la communication est devenue aussi considérable que celle du tourisme !

Je ne sacrifie pas au discours classique - c'était mieux avant - mais je tente de mesurer la révolution qui a mis en haut du pouvoir, l'irresponsabilité. Et ceux là même qui alimentent l'irresponsabilité (les rois des médias) vont ensuite s'étonner des bouleversements de la classe politique ! Ne l'oublions pas le livre de Macron pour la présidentielle, sous les conseils de la com, s'est appelé Révolution, pour mieux tromper l'électorat. Imaginons de Gaulle prônant la révolution !

Déjà en 68 les gens n'étaient pas tous des moutons et la révolte des gilets jaunes le confirme pour aujourd'hui. Cette affiche est un peu méprisante envers le peuple et envers ceux qui au sein de la télé et de la radio se battaient pour informer vraiment (et ils furent licenciés en juillet 68).

En Tarn-et-Garonne beaucoup pensaient que le pouvoir de La Dépêche était tel qu'il assurait à jamais le pouvoir de Baylet or il a été deux fois battu. Les médias veulent contrôler le pouvoir, on peut leur échapper, mais pour quel résultat ? Toutes les analyses vont porter sur « l'image » et pendant ce temps rien ne change dans le fond. L'image d'une ville, d'un département, d'un homme etc.

Cette mutation-privatisation est accompagnée par la révolution numérique. Qu'on ne s'y trompe pas : la disparition de ce qu'on appelle «les corps intermédiaires» sous l'effet du virtuel, si elle est logique vu l'incapacité des dits corps à se restructurer face à la révolution en cours, n'est pas qu'une bonne nouvelle tant que d'autres institutions ne seront pas en place. C'est bien beau de faire disparaître d'abord les fédérations associatives (par exemple la Ligue de l'enseignement), puis les partis politiques, les syndicats, mais l'état gazeux qui en résulte porte en lui pas mal de dangers.

En matière de médias, il ne suffit donc plus de dire qu'ils nous intoxiquent, il ne suffit pas de tenter la mise en place de médias alternatifs, il devient indispensable de mettre en place dès règles nouvelles. Transparence sur le système financier, obligation d'accès des associations aux dits grands médias, et protection assurée de la classe politique. Ce que j'appelle des médias laïques car si hier les religions cherchaient à contrôler la politique, c'est à présent les médias... que des religieux savent user comme intermédiaires !

## 7 janvier, LFI et gilets jaunes

Au soir du premier tour de l'élection présidentielle J-L Mélenchon a déclaré que sa position serait celle exprimée par les membres de LFI qui allaient être consultés par internet. Des dizaines de commentateurs ont levé les bras au ciel (quoi ! Il ne donne pas de consigne !), jouant les étonnés alors que sur ce point J-L Mélenchon tenait une promesse de campagne. Résultat du vote, les membres de LFI se sont divisés en trois tiers presque équivalents : le vote Macron, le vote blanc, l'abstention.

Ensuite, les dirigeants de LFI, considérant mineure cette diversité de réponses, ont tout fait pour que le mouvement ne soit qu'un seul bloc : les votes demandés ensuite aux membres, étant conçus pour aboutir à des résultats à la soviétique. Par exemple : êtes-vous pour ou contre la liste proposée pour les élections européennes ?

Or cette division en trois tiers n'était pas anecdotique et en refusant de donner sa position personnelle J-L Mélenchon confirmait que tout le monde pouvait vivre ensemble, car chacun était respecté.

En novembre 2018, avec l'arrivée des «gilets jaunes», un questionnaire pouvait être adressé aux membres de LFI : êtes-vous pour un soutien, contre un soutien, ou pour une position d'observateur ?

Je pense que nous aurions retrouvé trois tiers, et chaque position se serait sentie respectée. Mais cette diversité ne devant pas apparaître, la parole de J-L Mélenchon est devenue la parole à suivre, de LFI. Un peu comme si le soir du premier tour de la présidentielle le candidat avait déclaré : je vote blanc et je vous invite à voter blanc !

Résultat : des membres de LFI qui ne soutiennent pas les gilets jaunes se mettent sur la touche, et attendent la fin de l'orage, les observateurs ont du mal à observer, et les acteurs du conflit avec les gilets jaunes craignent que J-L Mélenchon n'en fasse trop ! Les votants de Macron au second tour l'on fait pour arrêter le FN et cet impératif correspond à une analyse de ce parti. Si le FN est un parti fasciste alors vive le moindre mal, et pas question de prendre de risque. Si le FN est un parti fasciste pas question de se retrouver aux côtés de gilets jaunes membres de ce parti !

Ceux qui se sont abstenus sont les plus critiques vis-à-vis du système électoral : ils se sont déplacés pour soutenir Mélenchon mais le reste leur importe peu. Ils sont plutôt proches d'abstentionnistes permanents nombreux parmi les gilets jaunes.

Ceux qui ont voté blanc ont considéré que même s'ils ne choisissaient pas, il fallait être présent devant les urnes (11,5%) pour le jour où, le risque devenant majeur, il faudrait voter pour le moins pire.

La crise des gilets jaunes aurait dû induire dans LFI un riche débat politique, social, économique mais il n'en a rien été et cet échec va peser à l'avenir. Qu'on s'entende bien, la crise des gilets jaunes a suscité des crises au sein du PCF, du NPA, d'Ensemble !, de EELV (partout le débat a été contourné) mais les conséquences sont moindres car il s'agit de vieilles structures où les hésitations stratégiques sont monnaie courante depuis longtemps! Pour LFI c'est un peu différent et on assiste à une contradiction. Alors que la liste aux européennes lançait des signes vers le retour à «l'union de la gauche» en incluant des dissidents récents du PS, voilà que les déclarations de J-L Mélenchon sur les «gilets jaunes» préfèrent en revenir à «la révolution citoyenne».

La contradiction devient plus grande encore autour du cas de François Cocq. Ce militant du PG défend depuis toujours une ligne opposée à tout retour à l'union de la gauche, et de fait il a été écarté de ce parti au dernier congrès de juillet.

Conséquence expliquée par François Cocq sur son compte facebook le 5 janvier 2019 : «Fin novembre, j'ai donc été exclu de la liste des européennes. Sans scandale, j'ai accepté la décision, confirmant immédiatement que je continuerai à agir au sein de la France insoumise, étant viscéralement attaché à son programme, L'avenir en commun, à sa stratégie, à laquelle je n'ai jamais dérogé, la révolution citoyenne, et même à l'usage de la fonction tribunitienne et à celui qui l'incarne Jean-Luc Mélenchon lui-même.»

Il vient d'écrire un livre et à ce titre il est invité dans les médias. J'ai eu la surprise de le découvrir sur CNews avec comme bandeau : «orateur de la France Insoumise». Je me suis douté que Mélenchon allait réagir fortement : «Inacceptable. @CNEWS déclare porte parole insoumis un nationaliste qui a été banni du mouvement comme François Cocq ! Assez de manipulations !»

Voilà que ce vieux complice de tant de luttes est déclaré «banni» ! On ne sait par qui, on ne sait comment, mais c'est ainsi. Et «banni» pour cause de nationalisme ! Mélenchon a décrété qu'il appartient à la mouvance de Djordje Kuzmanovic.

Or jusqu'à ce moment si avec son livre François Cocq propose une autre stratégie que celle mise en place par LFI depuis septembre, il a toujours défendu L'avenir en commun et n'a jamais attaqué Mélenchon.

Depuis, il a eu ce mot sur la position pro-Drouet de Mélenchon :

«Il ne faudrait pas que la référence à Eric Drouet envoie un mauvais signal, il faut préserver toute la diversité des gilets jaunes et ne pas se focaliser sur une figure». Bien sûr, les médias relaient et amplifient toute divergence au sein de LFI, divergences qui pourraient être discutées paisiblement si débat il pouvait y avoir.

## **8 janvier, Structuration à Toulouse**

Je découvre aujourd'hui deux articles sur la suite des efforts de structuration à Toulouse. Le site révolution permanente indique : «Près de 200 personnes se sont réunies cette après-midi sur le parking de Sesquières pour la troisième Assemblée Générale des Gilets Jaunes du "Grand Toulouse". Après un acte VIII particulièrement réussi dans la ville rose, il s'agissait sans doute du rendez-vous le plus important pour organiser la suite de la mobilisation en ce début d'année 2019. La détermination et la colère, loin d'avoir faibli ces vacances, semblent être toujours au rendez-vous, bien que les effectifs de l'Assemblée Générale soient significativement inférieurs à ceux de l'AG précédente. Une baisse numérique qui s'explique en partie par la température de cette journée, mais aussi parce que certains gilets jaunes avaient trouvé l'assemblée générale précédente mal organisée.»

Ce premier élément me semble important car nous avons eu une personne de Toulouse qui dans une réunion à Montauban avait fait le même constat : il ne suffit pas d'organiser une AG faut-il encore bien la préparer. Que sur Toulouse on soit passé de 1000 puis 400 et à présent 200 participants alors que la mobilisation est plus forte démontre la difficulté connue de la structuration. Quand on est 200 peut-on prendre des décisions représentatives ?

Première décision : bloquer l'économie

Actions de blocage, le 13 janvier en empêchant le trafic routier des camions au niveau régional et national. Le mode d'action précis n'est pas encore connu.

Deuxième décision : rassemblement devant la Bourse du Travail

Jeudi 10 janvier, un rassemblement est appelé à 18h30 devant la Bourse du Travail, à Toulouse mais également dans d'autres villes (Nîmes, Bordeaux, Narbonne, Marseille, Lyon, Grenoble au moins pour l'instant), pour interpeller les directions des syndicats et construire tous ensemble une grève générale interprofessionnelle et reconductible pour en finir avec Macron. Un appel a été voté, issu d'un groupe de travail de la commission action pour être lu le jour J, et pour être relayé le plus largement.

### Structuration du mouvement

Sur France 3 on a cet élément en plus : « Les "gilets jaunes" poursuivent leurs efforts pour se structurer. Il a été décidé, ce dimanche, qu'un ou plusieurs représentants du mouvement, à Toulouse, allaient participer à une assemblée générale nationale avec des participants issus de toutes les régions. La date de cette rencontre n'est pas encore fixée [en lien avec Commercy].

Toujours dans leur recherche de structuration, une "plateforme participative des gilets jaunes de Toulouse" va être expérimentée. Des sondages y sont postés pour y voir plus clair sur les revendications et les délibérations à mettre à l'ordre du jour.

De cette manière, ceux qui ne participent pas aux assemblées générales disposeraient malgré tout d'un pouvoir de décision. Les "gilets jaunes" devront décider s'ils conservent ce site d'ici deux semaines.

Certains représentants du mouvement ont proposé, par ailleurs, de lancer le hashtag #17h11. L'objectif : l'alimenter avec de petites actions menées tous les jours à 17h11 (comme son nom l'indique) pour "donner une meilleure image du mouvement dans les médias".

Commentaire : Je doute totalement de l'appel classique à une grève générale (ça donne une tonalité des personnes présentes à l'AG) car la CGT a déjà tenté mollement cette opération mais sans succès. La CGT 82 a même été en pointe, mais allez sur son site ou facebook et les gilets jaunes n'existent pas !

Quant à la plateforme elle est indispensable pour sortir de l'univers facebook qui a eu ses mérites mais qui parcellise l'action.

## **8 janvier, Les gilets jaunes et la violence**

Parmi les moments émouvants que j'ai vécu avec les gilets jaunes il y a cette réunion tenue à Montauban en un lieu improbable et avec des moyens improbables quand un motard est monté sur l'estrade improbable pour inviter l'assistance à plaider en faveur du pacifisme. Il a bien sûr soulevé quelques murmures de désapprobation mais il a aggravé son cas en précisant qu'il avait des amis CRS et qu'il savait que dans le face à face avec eux il était impossible de gagner. Les CRS sont équipés, organisés et l'arme que nous avons c'est le seulement le nombre.

J'ai déjà écrit sur le sujet dans le même sens mais j'y reviens car la question devient chaque jour plus cruciale.

Depuis longtemps les grands médias ne retiennent d'une manifestation que les actes de violence et les actions gilets jaunes ne font pas abstraction du phénomène. Sur facebook on a des films qui montrent longuement des cortèges pacifiques mais ils ne représentent rien pour les grands médias et la double pensée se retrouve ici aussi : ceux qui condamnent les dits médias le plus fortement ne sont pas les derniers à subir leur influence ! La violence reprise en boucle sur les écrans c'est pour inciter à la violence, pour la valider, pour

signifier : « voyez seule la violence paie ! ». Comme si les dits médias pouvaient être de bons conseils !

Bien sûr, ralentir la circulation est une violence mais si les CRS viennent vider les lieux alors il faut aller ailleurs ! Mais pourquoi au départ les CRS n'ont pas vidé les ronds-points et ils le font aujourd'hui ? Car aujourd'hui il y a cinq fois moins de monde en gilets jaunes ! Les chiffres donnés par le pouvoir sont divisés par quatre ce qui fait qu'en passant de 300 000 à 50 000 ça signifie qu'on est passé d'un million à 250 000 !

Cette chute provient de trois phénomènes : les quelques concessions, les images de violence et la fatigue. Il reste les irréductibles et pour eux le premier ministre vient de trouver la solution : plus de répression, plus de répression !

Ce choix risque pourtant de relancer le mouvement d'autant que le gouvernement s'arrache les cheveux pour remettre en cause les concessions obtenues.

Pour diviser le mouvement, les médias utilisent l'autre arme : inciter à la création de partis politiques gilets jaunes. Jamais aucune information sur les réunions locales, départementales qui existent pour structurer réellement le mouvement mais tout sur des appels dits «nationaux» pour créer des partis.

Tout comme il est vital pour le mouvement d'inventer une forme nouvelle de structuration, il est vital de mettre en avant une forme de violence capable d'unifier et de mobiliser. L'invention de l'occupation des ronds-points a été un coup de génie qui a surpris le pouvoir à cause de son ampleur. A présent cette forme est épuisée et le mouvement doit donc rester visible par des moyens nouveaux.

## **9 janvier, L'inédit et le traditionnel**

Je prétends depuis le début que le mouvement de gilets jaunes est inédit, qu'à ce titre il bouscule TOUS les cadres établis, ce qui ne signifie pas toute absence de traits traditionnels. Les gilets jaunes veulent révolutionner une société... qu'ils expriment pleinement. Ils ne sont pas des révolutionnaires apportant de l'extérieur la révolution, en cela ils confirment Marx pour qui la révolution serait l'œuvre des contradictions mêmes du capitalisme, contradictions que les acteurs se devaient de saisir.

Parmi les traits traditionnels je retiens celui de l'exagération, renforcée par le phénomène des messages facebook ou les tweets.

Pour les révolutionnaires classiques l'exagération est signe de radicalité. Dans une campagne électorale celui qui demande une augmentation de 30% du SMIC est plus révolutionnaire que celui qui ne demande que 20% mais il a nettement moins de voix ! Pourquoi ? Car le corps électoral est intoxiqué... disent les radicaux.

J'écris cette note après avoir découvert sur un message facebook, cote à cote, la photo de Macron avec une petite moustache et celle d'Hitler, et le commentaire sur l'étrange ressemblance. Comme en 68 avec CRS=SS je considère cette exagération très déplaisante. En terme historien elle ressemble à du négationnisme.

Il existe des exagérations utiles et l'univers méridional sait souvent en user, utiles souvent par l'humour véhiculé. Mais d'autres exagérations sont dangereuses. Non la France n'est pas une dictature sauf à oublier ce que fut la dictature de Pinochet ou Franco par exemple.

Mais dans l'inédit de notre monde n'y-a-t-il pas place pour une nouvelle forme de dictature que j'ai appelé moi-même avec Vazquez Montalban : «dictature démocratique» ? Ce n'est

pas pour dire que la loi majoritaire risque d'imposer sa dictature à la minorité, puisque s'il y a reconnaissance d'une majorité et d'une minorité c'est le contraire d'une dictature !

Dictature démocratique pour dire une démocratie qui réduit l'alternative à l'alternance ! La minorité est reconnue (ce qui reste important) mais comme l'autre face de la majorité ! Et cette minorité accepte cet état de fait en attendant d'être majoritaire. Or le but n'est pas seulement d'être majoritaire, mais majoritaire pour faire quoi ?

Il est d'ailleurs surprenant de constater que ceux qui voient le fascisme partout, et le dénaturent en le banalisant, font de cette «clairvoyance» la preuve de leur radicalité ! Franchement si Macron c'est Hitler, les poules ont beaucoup de dents !

Cette exagération se veut une réplique à l'exagération de l'adversaire qui a toujours nié le droit à l'existence de sans pouvoirs se prenant à présent pour des sans-culottes. Pour ne plus dire clochard, vagabond, on a inventé le SDF (sans domicile fixe) comme on a le sans papiers. Au peuple il manque toujours quelque chose, plutôt que de reconnaître qu'il a quelque chose !

Contre les exagérations je prône le sens de la nuance indispensable pour l'analyse Concrète de la situation Concrète. Le sens de la nuance n'est pas une démission en rase campagne mais l'effort pour saisir les failles du système dans lequel on est et que pourtant on combat!

P.S. Je n'ai pas mis la photo comparative pour ne pas m'associer à ce que je dénonce.

## **9 janvier, le retour du politique**

C'est un point qui peut faire consensus. L'action des gilets jaunes a remis le politique au centre du débat même quand c'est pour le dénaturer. Et, pour l'épuiser, voilà que le pouvoir veut le contrôler. Et pour le contrôler il fait appel à un organisme champion en la matière, la CNDP, la Commission nationale du débat public. En tant que défenseur d'une alternative à la LGV nous avons eu à faire à cette commission pour vérifier que sa fonction consistait le plus souvent à faire en sorte que le pouvoir puisse mieux tromper les citoyens.

Cet organisme paisible vient d'être placé sous les feux de l'actualité à travers sa présidente, Chantal Jouano. Parce que les gilets jaunes secouent le pays un journal La Lettre A, (il est bien de rendre à César ce qui appartient à César) a eu l'idée d'aller voir son salaire et là, surprise totale, il dépasse l'entendement !

En 2017 Chantal Jouano a abandonné la politique pour être depuis mars 2018 la présidente de la CNDP. Anciennement collaboratrice de Nicolas Sarkozy, de 2008 à 2009 elle préside l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. Elle intègre le gouvernement Fillon III, successivement comme secrétaire d'État chargée de l'Écologie (2009-2010), puis comme ministre des Sports (2010-2011). Elle est ensuite élue sénatrice à Paris et vice-présidente du conseil régional d'Île-de-France.

Son salaire s'élève donc à 14 666 euros brut mensuels soit un revenu quasi équivalent à celui du président de la République ou du premier ministre, qui touchent chacun 15 140 euros brut par mois !

*Le Monde* reprendra l'info publiée par La Lettre A mais sans citer ce journal et sans dire que ce salaire mirobolant a augmenté de 13% depuis mars 2018 !

Un débat suscité par les gilets jaunes conduit par une personne au salaire indécent ! Car tout le monde ne l'a pas compris, ce salaire n'est pas pour la fonction d'animatrice du



Grande débat, mais pour sa fonction de présidente de la CNDP. Il est prête à le voir baisser si le gouvernement le décide mais difficile car à ma connaissance on ne peut baisser un salaire de fonctionnaire que s'il y a faute professionnelle !

Etienne Girard qu'il m'est arrivé de critiquer, a produit sur Marianne un article complet dont voici la conclusion : « Les vice-présidents de la CNDP gagnent eux aussi bien leurs vies. Le même document budgétaire fait état d'une rémunération globale de 186.000 euros annuels pour les deux vice-présidents, soit une moyenne de 7.780 euros brut par mois chacun. Pourtant, cette commission n'a pas toujours fait l'unanimité. En octobre 2015, un rapport sénatorial rédigé par Jacques Mézard, ex-ministre... macroniste, préconisait de lui retirer le statut d'autorité administrative indépendante. Et si le grand débat était l'occasion d'en débattre ? »

Les vice-présidents sont Floran Augagneur, auteur avec Dominique Rousset de « Révolutions invisibles : 40 récits pour comprendre le monde qui vient » Les Liens qui Libèrent, 2015 (presque un révolutionnaire) et Ilaria Casillo (elle nous vient d'Italie).

J'ai pris cet exemple parmi des centaines pour bien expliquer le regain d'intérêt pour la politique et je peux le vérifier sur les consultations de mon modeste blog où le nombre de visiteurs habituels change très peu mais où la consultation des occasionnels explose depuis novembre et décembre. Le tableau ci-dessous montre comment d'une consultation mensuelle de 6000 articles lus on passe en décembre à 14 000 (plus de 500 par jour en moyenne). Ce regain d'intérêt global est un acquis très important des gilets jaunes car plus rien ne reviendra comme avant même si la victoire n'est pas totale.

## **10 janvier, Gilets jaunes, jamais d'accord mais tous ensemble**

Aujourd'hui, en faisant la queue à la boucherie j'ai lu *Le Canard enchaîné* et j'y ai trouvé le dessin ci-dessus. Je ne lis qu'occasionnellement cet hebdomadaire que j'admire pour sa persévérance rendue possible par ses abonnés et ses lecteurs. Je veux parler de ce choix permanent du noir et blanc, du même format, de la même pagination, de l'absence de pub, des mêmes rubriques et loin de l'univers numérique. *Le Canard* ne soutient personne et pas plus les gilets jaunes que d'autres, mais il prouve à mes yeux l'existence des gilets jaunes. Il témoigne de la même France.

Le hasard a voulu que le soir même je participe à une réunion qui a confirmé le dessin. Une cinquantaine de GJ autour d'un feu réunis pour discuter, organiser, réfléchir. Les propositions partent dans tous les sens et le courageux organisateur à l'origine du rendez-vous n'a pu que constater l'envie de chacun de discuter en petits groupes. A côté de moi, au mot kérosène non taxé, un retraité sort son téléphone portable et me montre une application où il suit en direct les vols de tous les avions sur la terre ! Là où les couloirs sont remplis, là où on contraire ils sont rares. Cliquez sur un avion et le type d'avion apparaît avec sa destination. Peut-être que bientôt on saura le nombre de voyageurs... Moi qui n'ai pas de téléphone portable je suis un peu ébahi. Et l'homme me dit : c'est pareil pour les bateaux, qui, moins que les avions, se soucient de la nuit et du jour. Oui les avions ont des heures où ils ne peuvent atterrir.

Dans d'autres groupes il est question de la venue de Macron à Souillac, de la prochaine manif ici ou là. J'imagine le représentant des renseignements généraux qui j'en suis sûr était parmi les cinquante présents, faisant d'une phrase son compte-rendu au supérieur : ils ne sont d'accord sur rien mais ils sont encore tous ensemble !

## 11 janvier, Gilets jaunes, déçus et toujours là

Le 17 novembre beaucoup de gilets jaunes ont pensé que le soutien des routiers serait là. Déception.

Ensuite l'espoir s'est porté, surtout en Tarn-et-Garonne sur les agriculteurs. Déception.

Pour d'autres le soutien allait venir des étudiants et lycéens. Déception.

Déceptions et pourtant ils sont toujours là même si certains du début on rangé le gilet et d'autres qui l'avaient oublié ont décidé de s'en emparer.

Le gilet est toujours là mais masque des mutations du mouvement issues du mouvement lui-même. Preuve qu'il s'agit non pas d'une simple explosion mais d'une quête d'un autre avenir.

A présent j'ai vu naître l'espoir en une grève générale. Je prends le risque de l'écrire : la déception sera aussi au bout. Elle se manifeste fortement à Toulouse où dans le dernier défilé un mouvement politique a enfreint la tradition gilets jaunes, en défilant avec son drapeau : Lutte ouvrière.

Toulouse est toujours un cas à part et la CGT a fait quelques efforts pour coopérer avec les gilets jaunes. A Montauban la dirigeante du syndicat a même lancé la grève générale et reconductible en novembre ! Mais attention, il ne s'agissait pas de se montrer solidaire des gilets jaunes, mais plus fort que les gilets jaunes ! Sur le site internet du syndicat pas la moindre évocation des actions quotidiennes des gilets jaunes.

Sur le site CGT 31, c'est pas mieux. Si vous demandez « gilet jaune » sur leur moteur de recherche voici le message : « Désolé, mais rien ne correspond à votre recherche. Veuillez réessayer avec des mots différents. »

Que hier des gilets jaunes aient obtenu une rencontre, ce n'est pas d'actualité !

Pourtant j'en conviens, si Airbus se mettait en grève ça serait peut-être le début d'une autre forme du mouvement mais comme je l'ai écrit j'en doute.

En fait les gilets jaunes doivent l'admettre : ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes à condition qu'ils ne se déçoivent pas eux-mêmes. Et pour ça la structuration devient l'élément le plus urgent ! Mais il peut m'arriver, à mon tour, d'être déçu et de voir le mouvement l'effilocheur pour se réduire petit à petit à une poignée de noyauteurs.

Un appel pour le 19 novembre proposant une journée nationale d'assemblées populaires avec l'objectif de désigner non pas deux chefs mais deux représentants pour arriver par exemple à la mise au point d'une plateforme départementale internet, et à une coordination ne se substituant en rien aux décisions des uns et des autres mais faisant circuler l'info. Sur les facebook il est frappant de constater que les gilets jaunes s'intéressent plus à Macron et sa police, qu'à ce que fait le groupe gilet jaune de la ville voisine !

Quand à cet autre espoir qui germe ici ou là, une rencontre entre les gilets jaunes et le «peuple» des banlieues là aussi c'est peine perdue.

Ailleurs j'ai déjà expliqué les raisons des diverses déceptions mais à l'occasion j'y reviendrais.

## **12 janvier, Manifs Tarn et Garonne**

En cet instant je ne sais ce qui s'est passé ailleurs. Mais le mouvement étant national je suis sûr que comme en Tarn-et-Garonne la mobilisation aura repris alors que tous les indicateurs gouvernementaux parlent d'un affaiblissement.

Ce matin la mobilisation de Valence d'Agen est allé au-delà des espérances des organisateurs. Une manifestation à travers les rues de la ville a réuni environ 150 personnes. A quand remonte dans les rues de la ville un tel rassemblement ?

Observons que comme les autres actions de la journée, elle avait été annoncée à l'avance permettant à chacun de prendre ses dispositions.

Comme c'était une marche blanche elle était silencieuse avec cependant la Marseillaise plusieurs fois entonnée et de belle manière.

En passant devant la maison de Jean-Michel Baylet une dame à la fenêtre du premier étage filmait le défilé. Elle a ouvert la fenêtre pour répondre aux salutations des manifestants.

Comme à Montauban la règle a été claire : manifestation pacifique.

Vendredi le groupe de Valence annonce une réunion publique (nous y reviendrons).

A Montauban la manifestation a suivi un tracé traditionnel avec passage sur la Place Nationale et grande marche jusqu'au rond-point d'Aussonne.

Une manifestation pas aussi nombreuse que l'historique du 24 novembre mais importante cependant avec un dynamisme plus fort dans les slogans. « Macron t'es foutu le peuple est dans la rue » « Le pouvoir au peuple » et les inévitables « Macron démission ».

Une banderole imposante et résumant bien le combat des gilets jaunes contre l'injustice.

A ces actes annoncés il faut ajouter un blocage à Castelsarrasin.

On peut sans nul doute compter environ 1500 manifestants sur le Tarn-et-Garonne.

## **13 janvier, Midi Pyrénées contre l'Eminent Monarque**

Voici à partir des notes de La Dépêche une vision régionale de l'action du 12 janvier dans la Haute-Garonne. En réponse à un ami qui sur un rond-point me disait qu'il ne se passe rien en Aveyron.

« TARN.-Très tôt ce matin, un bus, avec 53 personnes à son bord, est parti de Graulhet, en direction de Bourges afin de participer au rassemblement qui avait lieu dans la préfecture du Cher. À Castres, dans la matinée, un groupe a pour sa part installé des mannequins et croix en bois, sur le rond-point à proximité du Géant Casino. À Albi, près de 250 Gilets jaunes se sont d'abord réunis sur la place du Vigan en début d'après-midi, avant d'entamer une marche, qui s'est déroulée dans le calme, à travers la ville. Enfin, une autre délégation tarnaise s'est quant à elle rendue à Millau, où les Gilets jaunes ont participé au blocage du Viaduc. »

On constate sans peine la diversité des actions.

« AUDE.- Environ un millier de personnes a participé à l'acte 9 des Gilets jaunes à Narbonne. Parti de l'Espace Liberté à la périphérie de la ville en début d'après-midi, le cortège s'est déplacé jusqu'à l'Hôtel de ville, où a eu lieu une brève rencontre avec Didier Mouly, maire de Narbonne. »

« GERS.- En rangs clairsemés à Auch où ils ont provoqué quelques ralentissements de la circulation, les Gilets Jaunes gersois beaucoup moins nombreux notamment qu'à leur AG de jeudi soir, ont battu le pavé en ville en bon ordre, de manière pacifique, sans perturber un samedi de soldes. » Il y a donc eue une AG ?

« LOT-ET-GARONNE.- 300 gilets jaunes se sont mobilisés, dont un gros dispositif de 200 manifestants au péage de Samazan dans le Marmandais. Une trentaine de véhicules se sont déplacés en «opération escargot» à Villeneuve-sur-Lot pour défiler et klaxonner en ville. Et une trentaine de gilets jaunes faisaient le siège cet après-midi de la mairie. A Agen, seuls le rond-point du péage de l'A62 et les abords de la station-service AS24 au passage d'Agen étaient occupés, mais pas de manifestation en ville. »

« AVEYRON.- Ce samedi matin vers 10 heures, le point de convergence de la coordination des Gilets jaunes de l'Aveyron était à Millau, au rond-point de Saint-Germain à proximité de l'entrée de l'A75. Vers 11 heures quelque 250 manifestants avaient réussi à bloquer l'accès à l'autoroute, avant d'arriver à proximité du péage. Là, les services de gendarmerie les attendaient en leur refusant l'accès au site sur fond de tension palpable. Jusqu'à ce que les services de la préfecture de l'Aveyron demandent aux forces de l'ordre de les laisser passer, mais en les encadrant. Certains ont pique-niqué sur le viaduc. Et deux faux Gilets jaunes, mais vrais base jumpers (sauteurs de l'extrême, pratique qui est interdite), profitant de la confusion, franchirent les protections et sautèrent dans le vide, jusqu'à ce que leurs parachutes s'ouvrent... »

« HAUTES-PYRENEES.- À Tarbes, la mobilisation des gilets jaunes ne s'essouffle pas. Bien au contraire même : après la trêve des fêtes, elle est repartie de plus belle. Environ 1 700 personnes ont participé à l'acte 9 dans les rues de la ville-préfecture des Hautes-Pyrénées. Pour la première fois depuis le début du mouvement, les gilets ont organisé une opération nettoyage devant le centre commercial du Méridien pour sensibiliser au problème des suremballages et au fait que «les pollueurs soient les payeurs» ».

« TARN-ET-GARONNE. – Une nouvelle fois, le cortège parti de l'esplanade des Fontaines en début d'après-midi a plus que doublé avant d'atteindre son terminus au rond-point d'Aussonne au Nord de la ville. Face aux forces de l'ordre postées à l'échangeur 60 de l'A20, ils étaient près de 700 Gilets jaunes. Un défilé et un face-à-face pacifique où les manifestants n'ont pas cette fois-ci cherché à jouer au chat avec la souris pour pénétrer les voies de l'A20. Pas de blocage à signaler sur les routes du Tarn-et-Garonne pour cet acte IX. »

Rien sur la manifestation de Valence d'Agen et le blocage filtrant de Castelsarrasin.

« ARIEGE.- Un millier de Gilets jaunes se sont retrouvés à Foix, ce samedi matin. Après un passage au commissariat de police, les manifestants se sont rendus vers la préfecture de l'Ariège où ils sont restés un long moment. Le défilé s'est ensuite poursuivi jusque sur le pont de l'Hippodrome où, en raison de la fermeture du tunnel de la RN 20, la circulation, déjà compliquée, a été très perturbée. L'après-midi, environ 70 personnes ont levé les barrières du péage de Pamiers sur l'autoroute A66. Là encore, le mouvement s'est dispersé dans le calme. »

L'Ariège fortement à gauche et fortement mobilisé...

« LOT.- Dans le Lot, ils étaient un peu plus d'une centaine à se rassembler. À Cahors, ils ont mis l'accent sur le référendum d'initiative populaire. Des conférences de deux heures se tiendront ce mois-ci sur le sujet à Figeac, Lacapelle-Marival et Gramat. À Martel, une marche aux flambeaux en hommage aux victimes du mouvement a réuni 80 gilets jaunes. »  
Difficile sans doute d'organiser quelque chose pour la venue de Macron à Souillac ?

13 janvier, l'ordre du jour d'une AG

## 14 janvier, Gilets jaunes, mouvement phénoménal

J'hésite à employer le mot révolution vu que Macron en a fait un argument de campagne électorale donc je dis seulement phénoménal. Pourquoi ce terme ? Car le mouvement transforme les acteurs du mouvement ! Depuis des années, les manifestations syndicales se terminent comme elles avaient commencées. Avec les gilets jaunes, les médias qui dessinent la carte du monde ont construit des cases où il est impératif de toujours se retrouver. Depuis le 17 novembre les lignes de partage sont devenues très différentes et vont sans doute l'être encore plus au cours de l'année 2019.

Après la révolution de février 1848 il y a eu les républicains de la veille et ceux du lendemain qui ont eu le culot de se montrer les plus favorables au suffrage universel masculin dont finalement ils tirèrent tout le profit possible.

Avec les gilets jaunes quelques-uns du premier jour sont rentrés à la maison contents des miettes obtenues, et vu les espoirs déçus (ils comptaient sur un blocage des routiers), ou l'évolution du mouvement. Y compris quelques figures du départ ont beaucoup appris et les revendications ont évolué de manière à la fois logique et surprenante. Car personne n'imaginait au départ la persévérance des gilets jaunes et en marchant certains ont repris espoir dans la lutte sociale.

Depuis janvier les insultes médiatiques n'ont pas cessé et en même temps les vendeurs de pommade se sont mis à l'œuvre. Là aussi c'est logique : pour soigner les plaies comment refuser un peu de pommade. En Tarn-et-Garonne nous avons des personnalités marquantes comme la présidente du groupe PS qui s'active pour un référendum sur l'ISF, la dirigeante nationale du Parti radical qui comprend les gilets jaunes tout en refusant la violence, des figures des Républicains (sénateur et maire) qui proposent leurs services, une dirigeante locale du PCF devenue gilet jaune après avoir expliqué, avec tant d'autres, le 17 novembre : «Le mouvement est récupéré par l'extrême-droite. Moi, je n'ai pas vocation de me retrouver aux côtés de l'extrême-droite sur des revendications». Mais peut-être l'extrême-droite a-t-elle quitté le mouvement ? En fait le mouvement a bousculé les clivages classiques et ce phénomène mérite toute notre attention car il a valeur générale.

Si vous avez deux citoyens totalement favorables à une autre répartition des richesses, l'un qui vote LR et l'autre qui vote EELV (deux étiquettes parmi d'autres) ils découvrent que leur position politique devient secondaire par rapport à leur solidarité de base !

En partie c'est la question des rouges-bruns que je combats fermement car il s'agit là non de citoyens confrontés à leur vie, mais d'idéologues qui construisent des chimères sur cette solidarité de base. Oui un électeur FN et un électeur LFI ou PCF peuvent se retrouver d'accord mais pas pour en arriver à désigner comme solution la confusion à la Soral !

Oui, mais que va-t-il se passer au moment des Européennes ? A mes yeux, pour le moment les gilets jaunes doivent continuer à se vivre comme contre-pouvoir, à s'organiser sur cette base, organisation que je trouve lente à se mettre en place car la forme est à inventer, donc aux Européennes chacun va de son côté, mais le mouvement suit son tracé.

Globalement il s'oppose aux tentatives diverses de création d'une liste gilets jaunes qui ont le mérite de distinguer ceux qui sont gilets jaunes pour s'en servir et ceux pour les servir. On a eu par exemple «l'opération gilets jaunes libres» lancée par le JDD afin de fabriquer des interlocuteurs au gouvernement. Elle a duré une semaine puis chacun de membres a repris sa propre course aux places. Dans ma région Benjamin Cauchy hésite entre la liste Debout la France ! et celle des Républicains. Il lui suffit de négocier un poste éligible.

Le mouvement gilets jaunes libère des énergies car il libère les esprits des carcans que chacun s'imposait et cette liberté nouvelle peut s'investir dans l'inconnu à construire. Bien sûr comme tout phénomène il comporte ses dangers et ses exploits.

Le grand débat lancé par Macron peut se retourner contre lui à condition de sortir des fameuses cases mises au point par les médias : vous participez ou vous ne participez pas ? Il peut permettre de sortir de l'entre soi qui guette parfois le mouvement pour se retourner vers la société toute entière. Depuis le début le mouvement indispose les gens établis car il brise des barrières mais il ne faut pas qu'au bout d'un moment le gilet jaune devienne à son tour une barrière entre les bons qui le portent et les mauvais qui le vomissent. C'est là l'objet d'une autre réflexion. Jean-Paul Damaggio

### **14 janvier, Le grand débat : participer ou pas ?**

Les médias veulent toujours enfermer les gilets jaunes dans des cases et face au grand débat la seule question qui vient c'est : vous participez ou pas ? Mais avant la lettre de Macron qu'on fait les gilets jaunes si ce n'est lancer ce grand débat ? Sur la nature de la France, sur sa crise sociale, sur les perspectives de vie sociale etc.

Ce grand débat doit être saisi comme une suite et donc une chance pour convaincre tant de personnes à convaincre. Sur le type de revendication, sur le type d'action vu que quant au débouché, tout le monde est conscient qu'il n'y a rien à attendre de Macron.

Mais l'essentiel n'est pas d'annoncer par avance un bavardage sans lendemain sous peine de dévaloriser le mouvement lui-même.

En tant qu'acteur d'un mouvement pour une alternative à une LGV nous avons pu vérifier que le travail du CNDP (commission nationale du débat public) n'avait pour fonction que d'établir un consensus entre les notables, un peu comme une grande messe. Par la suite il y a eu l'enquête d'utilité publique, un moment plus sérieux car elle se base sur des dossiers plus concrets. Certains ont refusé de participer car la commission d'enquête était un produit gouvernemental. Nous avons participé et sur un dossier énorme nous avons obtenu un avis défavorable de la commission. Peine perdue vu qu'ensuite le gouvernement est passé outre ? Non car il est plus clairement apparu que le gouvernement se servait des enquêtes qui lui étaient favorables et crachait sur les autres.

Les gilets jaunes qui s'organisent fonctionnent sur ces trois commissions : communication, action, revendication. Où se situe le grand débat ? Sur les trois plans : la loi anticasseur pour briser l'action est-elle dans le débat ? La loi sur les retraites en préparation, est-elle dans le débat ? La loi pour des médias plus démocratiques, est-elle dans le débat ? Les gilets jaunes doivent continuer de briser les cases où les pouvoirs les enferment tout en admettant que les propositions doivent se construire et pas seulement celle sur le RIC.

En conclusion, les gilets jaunes ne sont ni hors ni dans le grand débat mais sont le grand débat.

### **15 janvier, Priscillia et Eric**

Ce n'est pas la première ni la dernière polémique entre des figures du mouvement des gilets jaunes, mouvement qui n'a jamais été marqué par de telles péripéties. Elles témoignent surtout des dégâts organisés de la répression. Peut-être quelqu'un fera à un moment le bilan de cette question qui va des violences policières aux jugements expéditifs et amendes inconsidérées. C'est clair Eric Drouet est sous pression et peut-être que

Prescillia Ludovsky aurait pu choisir un autre moment pour le mettre en cause. Je relaie la polémique avec les documents à l'appui, en retenant le propos d'Eric Drouet : le principal c'est qu'on soit tous dans la rue. Et je suppose que sur ce point il rejoint Prescillia. J-P Damaggio

#### Le texte de Prescillia Ludovsky

« Vous avez du suivre les événements au sujet de la CNDP et du débat. J'avais il y a de ça quelques jours posté les mails reçus de la présidente de la commission que vous trouverez postées sous ce post également. Suite à l'annulation du rdv nous avons rédigé un communiqué posté comme tjrs sur la page de la France en Colère et sur fb.

Depuis des semaines je suis silencieuse et ne m'exprime pas au sujet d'Éric Drouet et de ses agissements depuis le début du mouvement ceci afin de ne pas ternir davantage l'image du mouvement avec des histoires de cours d'écoles.. Alors que ce mouvement est déjà attaqué par des opportunistes, des politiques, des individus mal intentionnés et des guerres inutiles mettant en lumière les pbm d'égos de certains. Voilà des semaines que je suis interrogée à son sujet et que je ne réponds pas car je ne suis pas pour dénoncer le comportement d'une personne publiquement si elle ne m'a pas personnellement attaquée.. Sans raison. Aujourd'hui je reçois cette capture d'écran qui montre qu'Eric a qualifié ce communiqué de "FAUX". Dans quel but ? Depuis des jours il menace les membres du groupe de travail duquel je fais partie afin que l'on modifie le nom de la page "La France en Colère" sur les conseils de son avocat qui prétend que cela serait plus protecteur pour sa famille et lui. Que le nom est le sien et que nous avons intérêt à le modifier. Depuis des semaines (témoignages à l'appui) nous subissons son comportement, nous recevons ses menaces et aujourd'hui je suis personnellement attaquée et ça je ne l'accepte pas. Ce mouvement est celui de tous. Nous avançons tous dans la même direction et il 'y a pas de place pour l'intimidation et les menaces, les mensonges et le harcèlement. Je suis enfin libre de pouvoir dire que je ne travaille plus avec Éric Drouet depuis des semaines en raison de son comportement et je compte quand tout sera terminé expliquer tout ce qu'il a pu faire pour nuire au mouvement. Aujourd'hui il faut avancer, et avec le groupe de travail de la page La France en Colère, nous sommes heureux de pouvoir enfin avancer sur le fond cette semaine. Désolée par la longueur de ce texte. Être qualifiée de menteuse n'est pas acceptable pour moi. »

#### La réaction d'Eric Drouet

Face à ces dissensions, Éric Drouet appelle néanmoins à rester unis. "Des tensions, j'en veux pas. Si un 'gilet jaune' n'est pas pour moi, on s'en fout. Le principal, c'est qu'on soit tous dans la rue pour les 'gilets jaunes'", assure-t-il. Je donne tel quel son texte très émouvant.

"A partir de ce soir nous ne parlerons plus de cette épisode !!

Car je vois même pas pourquoi tant d'importance !!

Je suis un simple gilets jaunes / J'aime pas prendre la parole

J'aime pas faire de télé / J'aime être parmi vous

J'aime être avec vous

Je ne suis certainement pas un chef ni un leader

Je ne me met pas en avant dans les manifestation

Mes meilleures moments sur les manifs c est les moments partager avec vous !!

Ce soir le moral n'est pas la !! Il sera peu être de retour demain qui c'est

Le mouvement c'est nous tous pas moi ou une autre personne !!

On est tous fait pareil !!

Je tiens à m'excuser au près de tout ceux à qui j'aurais pu faire du mal ou autre dans mes propos car ils doivent y en avoir quand je lis certains commentaires ?

Je m'excuse envers vous si il a cru avoir été écarté d'un sondage que je n'est même pas géré

Je tiens à m'excuser envers Priscillia, Fly et les autres du groupe original si mes propos ont pu choquer quand je voulais protéger moi et ma famille à cause de ce nom de groupe et cette date qui approche vers ce jugement du 15 février, on y pense pas au début mais certains d'entre nous tombe sous des peines jamais vues et j'y pense de plus en plus !!

Un nouveau samedi approche sans aucune réponse de notre président

9 actes !!! Soit 2 mois de mobilisations pour ne rien obtenir ?

Les citoyens ne demandent que de vivre mieux et de pouvoir prendre part dans l'avenir de leur pays ! Je trouve ça choquant que l'opinion publique réagisse pas plus à ce résumé qu'est le mouvement des gilets jaunes !!

Des revendications simples pour un avenir meilleur !! Tant de blessés et de morts qui restent sans réponse, sans explications, sans prise de parole par le gouvernement !! En 2019 on reprend en boucle une porte en bois briser plutôt qu'un tir de flash ball dans la tête ? Ce constat est affolant !! Sur ce je vous souhaite une bonne soirée à tous !!"

### **15 janvier, Brigitte Barèges et les gilets jaunes**

*La maire de Montauban sait être du côté des gilets jaunes. Les opposants à sa politique doivent-ils en déduire qu'ils ne peuvent soutenir les gilets jaunes ? Ou doivent-ils se montrer plus intelligents qu'elle ? A suivre.*

### **Madame le Maire, à la veille de l'acte IX des Gilets jaunes, pouvez-vous nous faire part de votre sentiment ?**

Brigitte Barèges : c'est un sentiment mêlé, à la fois d'inquiétude et d'incompréhension. En effet, incompréhension car depuis presque deux mois que ce sujet revient régulièrement tous les samedis dans la France entière, j'avoue ne pas comprendre que le Gouvernement n'ait pas encore trouvé les mesures d'apaisement, et surtout l'écoute et le dialogue absolument indispensables face au désarroi qui est manifesté aussi durablement. Un sentiment d'inquiétude aussi comme tous les maires de villes importantes, redoutant des débordements de tous ordres et des risques pour les personnes et pour les biens.

### **A ce propos, il semble que le Préfet de Tarn-et-Garonne vous reproche d'avoir mis à la disposition des Gilets jaunes une parcelle à proximité du giratoire d'Aussonne dont ils avaient été délogés par les forces de l'ordre.**

Brigitte Barèges : Il est exact que depuis l'origine de ce mouvement j'ai tenu à maintenir avec les Gilets jaunes modérés le dialogue et c'est ainsi que je les ai reçus en mairie et que nous avons déposé leur cahiers de doléances à la Vie des quartiers de l'Hôtel de Ville de façon à ce que toute personne puisse en prendre connaissance, mais puisse aussi y apporter ses propres commentaires. De la même manière, je leur ai prêté une salle au Marché-gare afin qu'ils puissent se réunir pour travailler sur le futur Grand débat et pour qu'ils puissent se structurer. C'est ma contribution à ce qu'on appelle la démocratie participative. En ce qui concerne la parcelle de terrain, une délégation des Gilets jaunes est venue me solliciter après les fêtes de fin d'année pour trouver un lieu visible et paisible. C'est dans ces



conditions que nous avons essayé de trouver un délaissé municipal de petite dimension, mais suffisamment éloigné du giratoire d'Aussonne pour garantir à la fois la sécurité des automobilistes, mais aussi celle des Gilets jaunes, suffisamment éloigné également des commerces pour ne pas pénaliser leur activité. Cette occupation a été consentie à la condition explicite qu'elle serait révoquée à tout moment par la collectivité s'il y avait le moindre débordement et si par exemple il y était entreposé des matériaux susceptibles de servir de projectiles. Je remercie les personnes qui gèrent cet espace d'avoir enlevé un stock de pneus lundi dernier, immédiatement après que nous le leur ayons demandé. Sur cette parcelle, ils ont seulement une tente pour s'abriter, et je le répète, un espace très circonscrit. Il s'agit d'une occupation extrêmement précaire et donc révoquée à tout moment dès lors que l'ordre public ne serait pas respecté. Je suis à cet égard assez surprise de la position paradoxale de l'Etat qui, d'un côté prétend vouloir initier un débat constructif, et de l'autre, s'oppose à tout signe concret d'instauration de la confiance, préalable à tout dialogue.

### **Justement à propos de ce Grand débat, quelle est votre position ?**

Brigitte Barèges : Comme tout le monde, j'ai entendu annoncer par le Président de la République que les maires seraient mis à contribution. Pour autant, nous n'avons pas été sollicités officiellement par l'Etat pour réfléchir à son organisation. Hier, le vice-président de l'AMF, l'Association des Maires de France, Monsieur André LAIGNEL, a annoncé officiellement que l'AMF se désolidarisait du Gouvernement car les maires ne voulaient pas servir de supplétifs de l'Etat après avoir été, pendant 18 mois maltraités, voire méprisés. Il est vrai que les maires n'ont pas voulu rajouter à la crise des Gilets jaunes leurs propres revendications ce qui pourtant aurait été légitime, tant les collectivités sont opprimées à la fois financièrement mais surtout règlementairement.

En tant que maire de Montauban, j'ai beaucoup de sujets d'ordre national ou régional à évoquer avec l'Etat dans l'intérêt bien compris de la ville que je dirige. C'est la raison pour laquelle j'ai accepté l'invitation qui vient de m'être faite de rencontrer le Président de la République, Monsieur MACRON lors de sa visite à Souillac la semaine prochaine.

J'espère que nous pourrions vraiment échanger et non pas seulement l'écouter. Dans tous les cas, j'ai toujours souhaité dépasser les clivages politiques dès lors qu'il s'agissait de l'intérêt général bien compris et de l'intérêt de la commune de Montauban. Je regrette que la réciprocité ne soit pas toujours au rendez-vous. Je me réserve d'endosser à mon tour le « Gilet jaune des élus en colère » si le maire de Montauban n'était pas lui aussi mieux écouté.

## **15 janvier, La CGT 82, s'adresse aux gilets jaunes**

*Ayant plusieurs fois demandé à ce que la CGT 82 s'exprime au sujet des gilets jaunes je ne peux oublier de diffuser ce texte de Lina Desanti. Il est rédigé avec style mais je n'en déduis pas pour autant qu'elle sera à la prochaine manif avec le gilet jaune. Et sans surprise elle n'appelle pas les membres de son organisation à les rejoindre. Sans le drapeau CGT elle se sent nue. Mais bon il suffit de débattre.*

### **ADRESSE AUX GILETS JAUNES ET SALARIÉS**

Toi qui luttas jour et nuit, qui prends sur tes vacances, sur ta vie de famille, qui réchauffes tes nuits autour des feux de palettes sur les ronds-points.

Toi qui revendiques de ne pas perdre ta vie à la gagner, de pouvoir vivre de ton travail, de pouvoir profiter de ta retraite.

Toi qui en a marre de te faire exploiter pour enrichir les gros qui te reprochent de faire tes courses en voiture dans un supermarché discount.

Toi qui n'acceptes plus que d'autres, que tu n'as jamais rencontrés, pensent à ta place, parlent pour toi et t'expliquent comment tu dois vivre.

Toi qui penses que pour être libres, les êtres humains doivent être égaux, peu importe leur naissance, leur origine ou leur couleur de peau.

Permetts-moi de t'appeler camarade et de te tutoyer.

Parce que c'est de cette manière que nous avons l'habitude de nous appeler.

La CGT est du côté des travailleuses et travailleurs qui luttent pour leurs droits. Elle respecte leurs choix et les modes d'organisation qu'ils ont eux-mêmes décidé. C'est de cette démarche qu'elle est née, il y a 123 ans.

Comme toi, elle est allergique aux injustices. Elle ne supporte pas qu'on la catalogue et qu'on lui dise quoi faire. Elle pense que toutes celles et tous ceux qui n'ont d'autres choix que de travailler pour vivre doivent être respectés et que leurs représentants doivent se montrer dignes de la confiance qu'on leur accorde.

Comme toi, la CGT combat les tentatives de tous ceux qui voudraient diviser le monde du travail afin d'affaiblir ses revendications. La CGT est résolument internationaliste et combat toutes les formes d'exploitations dans le monde.

Depuis le départ, la CGT observe avec beaucoup de considération la lutte que tu as engagée. De tout temps elle est au service de toutes celles et tous ceux qui sont mobilisés pour changer réellement les choses.

Lorsqu'on décide de bloquer l'économie pour rétablir la justice sociale, les formes d'action ne s'opposent pas, elles se complètent. Occuper la voie publique est indispensable, qu'on parle de ronds-points, de péages, de manifestations.

Empêcher la circulation des marchandises est nécessaire pour attirer l'attention des politiques sur nos revendications.

Mais pour imposer nos exigences, nous pensons qu'il y a une étape à franchir : arrêter la production par la grève et les occupations des lieux de travail.

Le gouvernement tremble et nous devons maintenant contraindre les vrais décideurs : les grandes entreprises, les banques et les actionnaires à renoncer à leurs profits. C'est le seul moyen pour notre classe sociale de reconquérir les Services Publics, une Sécurité Sociale et des retraites dignes de ce nom. La seule façon qui a fait ces preuves pour arracher le plein emploi et les augmentations de salaires qui nous font si cruellement défaut. La CGT ne veut

rien récupérer. Tu es fière de ton gilet jaune et tu as bien raison, comme moi je suis fière d'être militante de la CGT.

Si la CGT te propose d'être ensemble aujourd'hui pour élargir la lutte sur un terrain différent, c'est pour permettre à tes revendications, nos revendications, de s'imposer contre la volonté de tous ceux qui voudraient les voir disparaître.

C'est pour cette raison et aucune autre que la CGT appelle à porter la lutte sur les lieux de travail. Je sais que tu veux, comme elle, permettre aux travailleuses et aux travailleurs de prendre leur destin en main pour changer leurs conditions de vie et de travail.

Je te propose simplement que nous puissions le faire ensemble.

Lina DESANTI, Secrétaire Générale UD CGT 82

## **16 janvier, Les gilets jaunes et les pouvoirs**

Quand j'étais jeune j'ai découvert un lieu commun : « Vous les militants du PCF vous êtes dévoués, généreux, efficaces mais vous avez des dirigeants nuls ». Puis, devenu syndicaliste, j'ai entendu le même propos. Petit à petit, le discours s'est généralisé : le peuple d'un côté doté de toutes les qualités, et de l'autre les élites porteuses de toutes les perversions. D'où cet autre lieu commun : le pouvoir pervertit !

Je n'ai jamais été convaincu par cette distribution des rôles : le pouvoir n'est pas une question de personnes même s'il faut des personnes pour l'exercer. En ce moment le PDG de Renault est en prison et pourtant l'entreprise fonctionne normalement donc on aurait la preuve que le PDG ne sert à rien.

Cette question comme toutes les autres peuvent se lire à la lumière de la mobilisation gilets jaunes quand on vérifie aisément que le mouvement ne veut pas de chefs et a pourtant des chefs auto-proclamés... par les pouvoirs institués.

D'où la notion d'auto-organisation qui bouscule les schémas en place surtout chez tous ceux qui se méfient du spontanéisme..

Reprenons le point de départ. Le PCF a eu son heure de gloire maximale en 1945, influence gagnée dans la Résistance à un moment où la direction du PCF était totalement marginalisée et où la créativité populaire a pu s'épanouir.

En fait, il existe dans le peuple ceux qui veulent se soumettre aux pouvoirs en place, et ceux qui veulent les contester. L'auto-organisation des militants entre 1941 et 1944 a pu capter l'appui du courant contestataire. Comme aujourd'hui les gilets jaunes captent ce même courant, au désespoir des détenteurs des pouvoirs les plus divers.

Mais qui dans le peuple veut se soumettre aux pouvoirs les plus divers ? La coalition de ceux qui en profitent, de ceux qui espèrent en profiter (ils contestent le calife pour lui prendre sa place), et de ceux qui valorisent l'obéissance.

Pour reprendre le point de départ il y a toujours eue au sein du PCF comme ailleurs, ceux pour qui obéir au pouvoir est la base, et ceux qui, contestataires de la société devenaient contestataires de la société communiste. Tous très dévoués sans porter le même genre de dévouement.

Les gilets jaunes les plus motivés sont souvent ceux qui ont voté Macron en pensant que comme il le disait, il allait faire la révolution. Ils révèlent que TOUS les votes peuvent porter une part de l'esprit contestataire de la société, comme une part de l'esprit de soumission ! Et c'est vrai dans le monde des abstentionnistes dont certains ne se déplacent pas pour refuser le système, quand d'autres le font car ils acceptent globalement le système!

Sauf que jusqu'à présent, je survole seulement la question du pouvoir en le présentant sous un forme générale, ce qui est une abstraction ! Le pouvoir d'un dirigeant syndical et d'un dirigeant patronal quand ils s'assoient autour de la table de négociation n'est pas socialement de même nature !

De part leur révolte, les gilets jaunes sont hors du monde économique pour seulement dénoncer le monde politique, à un moment où les pouvoirs veut faire croire que le monde politique a très peu de pouvoir face au monde économique. D'où le mal à l'aise du monde syndical ! Sommes-nous revenus en 68 avec le célèbre slogan : TOUT est politique ?

La démocratie, terme que je n'ai pas employé jusqu'à présent, or il existe une différence considérable entre pouvoir démocratique et pouvoir non démocratique, rend le pouvoir politique beaucoup plus fragile que le pouvoir économique, donc il se défausse souvent : par exemple, le chômage n'est pas de la responsabilité du politique même si le politique peut intervenir. Et puis il y a les marchés...

Nous sommes face à une surprise : l'auto-organisation du peuple est inexistante généralement dans le monde politique vu l'encadrement par les partis, mais très fortement présente dans le monde économique ! Là, j'entends des hurlements puisque s'il y a bien un endroit sans démocratie c'est à l'entreprise.

Prenons le créateur de facebook devenu rapidement un des hommes les plus puissants du monde, il est au départ l'effet d'une auto-organisation ! Je veux dire qu'il est l'effet de la créativité populaire. Et chez les puissants d'aujourd'hui ils sont très nombreux dans ce cas, suivant la pratique du *self made man* typique des USA ! Bien sûr que l'esprit ingénieux qui invente le petit Apple contre le géant IBM va très vite avoir besoin du soutien du grand capital mais il n'est pas le fruit du grand capital ! On découvre alors que le monde de l'économie est beaucoup plus ouvert que le monde du politique corseté par les pouvoirs en place.

Mais comment les manifestants peuvent-ils crier *le pouvoir au peuple* sans le relais syndical ? Par l'effet d'une surestimation du pouvoir politique ? Les luttes de 68 ont eu une part forte dans les entreprises mais a-t-on pour autant changé le pouvoir à l'entreprise ? Nettement moins que ne le fait le capitalisme en bousculant les hiérarchies établies ! Et cerise sur le gâteau, le pouvoir politique a même été, au bout, remis en selle ! Par leur combat en direction des politiques, les gilets jaunes ne laissent pas les pouvoirs économiques en paix. Bien au contraire puisqu'ils démontrent que le politique doit faire plus et mieux pour cadrer, surveiller, contrôler les pouvoirs économiques. Dans les pays scandinaves l'écart de salaire entre le moyen inférieur et le moyen supérieur est de 1 à 20 et de 1 à 70 en France par le seul effet qu'il suffit d'un clic pour savoir les salaires des grands dirigeants. Imaginez qu'un seul clic ait permis de savoir le salaire de Chantal Jouano... Avantage qui permet aussi d'éviter les trucages fiscaux. Bref, il suffit d'une loi sociale de plus... Le système économique n'en sera pas bouleversé mais à force d'être sous surveillance il devra évoluer. Nous sommes dans une société où les lois visent surtout à surveiller les chômeurs quand il faut inverser l'ordre des choses. On a même vu un dirigeant de la CGT quitter son poste après la dénonciation dans la presse de son train de vie bien trop luxueux. Certains en ont déduit qu'il a été sous le coup d'un traître dans sa maison qui a donné l'info au *Canard*, alors qu'il suffirait d'un peu de transparence. En russe ils disaient la glasnot. Mais bon...

## 16 janvier, Le NPA et les gilets jaunes, acte III

Sur le site du NPA Antoine Larrache fait des constats plus utiles que les déclarations précédentes de ce parti. Quand il écrit que des militants hésitent à se plonger dans le mouvement il devrait pointer le fait que la direction de ce parti a beaucoup contribué à cette hésitation. Mais s'y plonger pourquoi faire ? Pour appeler à la grève générale ! Sortez le naturel par la porte il revient par la fenêtre ! Et j'ai entendu à la télé une militante NPA de Toulouse reprendre le mot d'ordre sur un blocage des camions lundi. Après une grève très longue et très dure à la SNCF et qui a échoué qui peut croire à la grève générale même d'un jour ? Oui, nettement mieux que le RIC car elle peut bloquer l'économie. Sauf que si les gilets jaunes existent c'est justement parce que les anciennes recettes échouent !

### Site du NPA

« Nous sommes touTEs des Gilets jaunes »

Beaucoup de militantEs hésitent à se plonger dans le mouvement, à rejoindre les blocages, pour de nombreuses raisons. Mais ce mouvement, qui porte des aspirations démocratiques et lutte contre la vie chère, nous qui avons du mal à boucler nos fins de mois et qui ne pesons pas sur les décisions démocratiques, nous y avons toute notre place. SalariéEs, chômeurEs, retraitéEs... cette mobilisation qui bloque pour informer et être visible est bien la nôtre.

Les militantEs expérimentéEs savent, que, dans un mouvement, pour gagner, il y a des éléments indispensables – auto-organisation, clarté des objectifs, grèves, manifestations de masse –, mais que bien rares sont les mobilisations qui les combinent toutes d'entrée. C'est dans le mouvement, dans l'action, que l'expérience amène à la prise de conscience de ces moyens incontournables, et par la parole des militantEs qui les ont expérimentés.

Il faut une grève générale pour les salaires et contre Macron

Dans le reflux de la période des fêtes, le Référendum d'initiative citoyenne est apparu comme une porte de sortie pour une partie du mouvement, sous pression des forces institutionnelles. Mais, aujourd'hui, il faut proposer une réponse politique qui corresponde aux enjeux de la mobilisation. Une grève générale qui bloque l'économie, au cœur de l'activité industrielle, économique et de la création des profits patronaux, pour une augmentation des salaires et contre Macron, permettrait de faire entrer la mobilisation sur les lieux de travail, de construire le rapport de forces maximal et de fixer un objectif politique au mouvement. Les directions syndicales ne font pas un pas dans cette direction, nous devons donc nous atteler à exercer une pression à l'intérieur de nos organisations.

La question qui reste sous-tendue par la mobilisation est, par la question du pouvoir d'achat, le rapport entre le capital et le travail et, par le rejet de Macron, la nécessité d'une démocratie pleine et entière, c'est-à-dire d'imposer les choix des classes populaires aux capitalistes, en imposant des mesures démocratiques comme la limitation du salaire des élus, la révocabilité, la proportionnelle intégrale et le contrôle de la production par celles et ceux qui la réalisent.

## **18 janvier, Macron à Souillac pour le Grand débat**

Souillac est une ville où nous nous arrêtons souvent de retour de Paris. Je ne sais pourquoi Macron a souhaité en faire le cœur de l'Occitanie aujourd'hui. Peut-être parce que la ville l'a accueilli, comme candidat, le 17 février 2017, alors qu'il était en pleine ascension dans les sondages pour la présidentielle.

Peu avant l'arrivée prévue du président, une large banderole a été déployée à l'entrée du parking du Palais des Congrès où le rendez-vous est fixé avec 600 élus ruraux: "Manu arrête tes macroneries tu ne vas pas réussir à nous endormir avec ton grand débat", signé des "gilets jaunes aveyronnais en colère". Mais la police a rapidement délogé ces contestataires, les manifestations étant interdites dans le centre par un arrêté préfectoral. Non seulement il fallait effacer ce qui fâche mais même le port du gilet jaune devenait une infraction ! Des Aveyronnais qui sont venus prêter main forte aux lotois et qui ont été très fort pour obtenir cet instant de démocratie !

Des heurts ont opposés des gilets jaunes pacifiques aux forces de l'ordre, qui les ont repoussés, parfois à coups de matraque, sur l'autoroute, et deux personnes ont été interpellées. Les manifestants ont entonné la Marseillaise et scandaient «Macron démission».

Un habitant amusé témoigne : «Ce matin j'ai été chercher des œufs et ils ont voulu me les confisquer, c'est n'importe quoi ».

Comment prétendre débattre dans une ville en état de siège !

## **18 janvier, Barèges à Souillac**

Aujourd'hui Brigitte Barèges a décidé de frapper fort. Elle annonce sa candidature aux municipales et s'exprime au grand débat devant Macron comme si elle était une élue d'extrême droite. Elle se sert des gilets jaunes pour dire ce qu'elle dit depuis longtemps : elle dénonce les étrangers cause de tous nos maux, les écoles où la langue française est minoritaire, les logements avec des aides d'abord pour les étrangers, sans oublier les aides en matière de santé qui manquent tant aux «pauvres gens» qu'elle soutient, et elle a en main le nombre de fichiers S de sa commune. Pour tenir un tel discours elle s'appuie sur l'attentat qui a eu lieu à Montauban dont elle détourne la réalité. Pour sa première élection en 2001 elle a su utiliser adroitement un fait divers, et depuis elle n'a pas changé ! Je ne doute pas qu'elle puisse avoir des témoignages de gilets jaunes qui la confortent dans son opinion mais tout démontre qu'ils sont largement minoritaires ce qui n'est pas son souci. Elle est donc en campagne électorale avec cet objectif : empêcher le FN d'être au second tour. Et si certains pensent que sa victoire est assurée, à partir en campagne si tôt, ne démontre-t-elle pas une fragilité ? N'oublions pas qu'elle a été élue en 2001 alors que Roland Garrigues était donné largement gagnant. Elle a créé la surprise. Qui peut la créer en 2020 ? Ce qui est sûr qu'à lire l'article de La Dépêche il est facile de voir de quel côté est le journal !

P.S. Certains gilets jaunes déduisent des propos de Barèges qu'à Montauban la moitié des gilets jaunes la soutiennent et qu'en conséquence ils vont manifester à Toulouse. Tant pis pour l'autre moitié... Ils sont ainsi les gilets jaunes !

## La Dépêche

La maire de Montauban Brigitte Barèges candidate à un 4<sup>e</sup> mandat

Les politiques aguerris ont l'art de choisir le bon moment pour annoncer leurs grandes décisions. On ne sera donc pas étonné d'apprendre que Brigitte Barèges, maire (LR) de Montauban, depuis mars 2001, a choisi le moment de la cérémonie des vœux aux Montalbanais et aux habitants du Grand Montauban, il y a quelques minutes à Eurythmie, pour annoncer qu'elle sera candidate à un quatrième mandat, en mars 2020 : « J'ai envie d'écrire un nouvel épisode à notre histoire », a indiqué Brigitte Barèges, à la fin de son discours. La surprise n'est que relative pour les observateurs mêmes les plus éloignés de la scène municipale montalbanaise : « J'ai la volonté de continuer pour voir aboutir certains chantiers qui ne le seront pas à la fin de ce mandat, nous a confiés Brigitte Barèges, juste avant de monter sur scène, hier soir, avec les élus municipaux. Je pense au parking Roosevelt mais aussi à la Ligne à Grande Vitesse ou à la rénovation de Sapiac. Je suis de plus en plus habitée par une vraie passion de construire. Je me régale donc je me dis pourquoi pas ! ».

« Pas d'usure »

Qu'on se le dise, la guerrière de la cité d'Ingres, qui devrait être fixé sur son sort judiciaire d'ici quelques semaines, dans l'affaire de détournements de fonds publics présumés, pour laquelle elle a été mise en examen mais est toujours présumée innocente, n'est pas frappée par un quelconque phénomène d'usure, même si elle laisse entendre que ce sera son dernier mandat : « Les Montalbanais choisiront », lâche-t-elle avec le sourire. LAURENT BENAYOUN

### **18 janvier, Réunion à Montech**

Même si je n'habite pas loin de Montech je n'ai jamais eu l'occasion de passer discuter à la cabane du rond-point installée sur un terrain prêté et aménagé par la municipalité (compteur électrique installé). Que la réunion ait pu bénéficier du prêt de la magnifique salle de la ville démontre par avance la bonne entente entre les gilets jaunes du lieu et la municipalité. Comment pouvait se dérouler la réunion ?

Première surprise : la foule au rendez-vous (sans doute 400 personnes). Et pas que des gilets jaunes mais beaucoup de citoyens qui avaient envie de comprendre le phénomène. En fait ils auront eue la possibilité d'entendre surtout les revendications et ils ont pu découvrir qu'elles n'étaient pas différentes de celles présentées au cours de diverses réunions politiques qui n'ont pas été suivies d'effets.

Revendications sociales, sur le pouvoir d'achat, sur la démocratie. Trois exposés bien construits, parfaitement argumentés et faciles à suivre. Je ne vais pas en énumérer ici la liste généralement connue des lecteurs de ce blog.

Puis ensuite diffusion d'une vidéo que j'ai trouvée assez étrange. Un discours très très affirmatif sur la base d'images qui passent en fond à grande vitesse. Résumé : depuis très très longtemps on nous a pris pour des cons mais le peuple se lève dans son unité. Peut-être quelqu'un va me signaler la vidéo pour que je puisse la re-visionner.

Enfin l'heure est venue de donner la parole à la salle,... entendez aux trois élus présents dans la salle. C'était la moindre des choses... Les trois ont pris la précaution de ne pas mentionner leur parti politique et en effet mon voisin ne la connaît pas. La Conseillère départementale a dit tout le bien qu'elle pensait des revendications entendues en précisant que des députés avaient lancé une tentative pour un référendum sur l'ISF et a tenu à préciser qu'elle n'était pas d'accord avec la diminution du nombre de parlementaires. En

Tarn et Garonne nous passerions de quatre à deux et donc nous serions moins écoutés ! Elle aurait même pu dire que sur ce point les gilets jaunes se retrouvaient d'accord avec Macron. Bon... Le maire a dit sa satisfaction de voir qu'à Montech il y avait des rencontres possibles mais il regrette qu'il n'y ait pas de représentants nationaux. Et enfin un adjoint a rappelé qu'il luttait depuis longtemps, qu'il perdait même des parts de salaires en grèves, pour les revendications évoquées.

La réunion s'est conclue autour d'un petit buffet.

### **18 janvier, Réunion Gilets jaunes Valence**

Réunion largement réussie des Gilets Jaunes de Valence. Elle s'est tenue à Espalais, elle a été parfaitement bien annoncée à l'avance et en ce vendredi soir les organisateurs peuvent être satisfaits. Trois journaux étaient présents : La Croix, France Inter et le Petit Journal. La présentation, ouverte à toutes les opinions, a permis, après une présentation du mouvement, de braquer le projecteur sur le fameux référendum d'initiative populaire.

Mais je ne vais pas en dire beaucoup plus car vu la salle archi pleine (beaucoup plus de gens debout qu'assis) et vu la réunion de Montech, j'ai décidé d'aller prendre la température dans cette autre ville majeure du département (voir compte-rendu).

En partant, j'ai vu encore beaucoup de monde qui cherchait la salle car Espalais a la chance d'avoir deux salles, et beaucoup pensaient que la réunion se tiendrait dans la grande. Peut-être donnerais-je plus d'infos sur le sujet.

### **19 janvier, Gilets jaunes et répression**

Il m'est rarement arrivé d'évoquer les questions de la violence peut-être parce qu'en Tarn-et-Garonne elle a été réduite même si elle a été présente. Elle s'est surtout produite contre les occupations de la Rocade. Sans entrer dans le détail aujourd'hui je reprends ici un entretien avec Marie Toustou qui a aussi eu les honneurs de France 3 et qui apporte des éléments concernant Toulouse. Il faudrait coupler ce travail avec une étude des décisions de justice contre les gilets jaunes suite à des comparutions immédiates. J-P Damaggio

L'Humanité

Marie Toustou « Il y a, chez les policiers, une volonté de blesser »

Mardi, 15 Janvier, 2019, Laurent Mouloud

Violences. Depuis deux mois, Marie Toustou observe avec d'autres militants les pratiques des forces de police lors des manifestations des gilets jaunes. Constat accablant. !! Leurs chasubles barrées du mot « observateur.e » dans le dos sont désormais bien connues à Toulouse. Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, chaque samedi, des militants de la Ligue des droits de l'homme (LDH), du Syndicat des avocats de France (SAF) et de la Fondation Copernic, réunis depuis deux ans au sein de l'Observatoire des pratiques policières, scrutent les interactions entre les forces de police et les manifestants lors des défilés dans la Ville rose.

Appareil photo en main, ils déambulent par groupes de trois et consignent par écrit, assorti d'images et de vidéos, tout acte jugé excessif. Après deux mois passés dans le cœur des manifs, Marie Toustou, de la LDH, ne peut que constater une disproportion des moyens et des réactions policiers. Entretien.

Pourquoi avoir créé un Observatoire des pratiques policières ? ! !

Marie Toustou Avec le SAF et la Fondation Copernic, nous travaillons depuis fin 2016 sur la problématique des manifestations. C'est pourquoi nous avons créé l'Observatoire en



2017. Cela nous est apparu comme une nécessité citoyenne après la gestion policière catastrophique de Sivens, où Rémi Fraisse a perdu la vie, et d'autres manifestations marquées par des violences disproportionnées. Daniel Welzer-Lang, sociologue au CNRS, nous a aidés à construire une méthodologie d'observation scientifique, avec la volonté d'être le plus objectif possible. Nous nous sommes rodés pendant les mobilisations contre la loi travail où Toulouse fut le lieu expérimental de la technique dite du « passage ». C'était déjà violent, mais il faut avouer que, depuis le début du mouvement des gilets jaunes, on est dans une tout autre dimension...! !

Quel constat général faites-vous ?! !

Marie Toustou Il y a, incontestablement, une violence décuplée par rapport aux mobilisations traditionnelles, avec un emploi de la force disproportionné par rapport à la gravité des actes, qui témoigne d'une volonté agressive de blesser. Cette violence n'a pas été immédiate. Elle est montée graduellement, à la fois dans l'ampleur du dispositif policier et dans ses modes d'action. Ainsi, les 1er et 8 décembre, lors des premiers actes des gilets jaunes, bien que le nombre de manifestants fût très important à Toulouse, il y eut peu d'interventions policières et de brutalités. En revanche, après la journée du 15 décembre, nous avons assisté à un surdimensionnement systématique du dispositif. On compte désormais quelque 600 policiers sur zone, contre une centaine habituellement, pour 5 000 à 6 000 manifestants au maximum, avec la présence de deux canons à eau et de deux blindés. Ce déploiement massif agit comme une violence symbolique qui crée de la tension. Mettre des blindés face à des gens qui manifestent pour des revendications sociales, c'est terrible. Ensuite, au-delà de l'ampleur du dispositif, les modes d'action se sont également durcis à partir de la mi-décembre, avec une volonté des policiers de faire dégager très tôt les manifestants du centre-ville. Dès le premier pot de peinture jeté, les CRS réagissaient immédiatement, sans sommation, à coups de canon à eau et de gaz lacrymo, visant la foule sans distinction. La violence nourrit la violence. Et, dans ces cas-là, cela dérape très vite. Enfin, dès qu'il fait nuit, vers 18 heures, ces violences redoublent. « C'est puissance dix », disent les manifestants. De fait, c'est en fin de journée que les agents des compagnies d'intervention et de la BAC (brigade anticriminalité) font leurs interpellations, souvent des jeunes et souvent dans la violence. Le 12 janvier, un observateur a vu une personne à terre se faire taper dessus par six ou sept policiers !!!

Vous faites des nuances entre les différents policiers ?

Marie Toustou : Oui. Les CRS sont relativement conformes à leur formation et à leur rôle. Je n'ai, par exemple, jamais entendu de leur part d'insultes à l'encontre des manifestants. En revanche, les compagnies d'intervention sont beaucoup plus violentes. Le 12 janvier, je les ai vues frapper dans le dos des jeunes et les injurier parce qu'ils ne quittaient pas assez vite la place du Capitole. Les agents de la BAC, c'est un peu la même chose. Ces policiers, très agressifs, sont souvent à l'origine des violences que nous constatons et nourrissent la rage plutôt que de calmer les choses.

Arrêter quelqu'un qui commet une infraction, bien sûr. Mais pourquoi le frapper ?

Y a-t-il également une utilisation disproportionnée des armes ?

Marie Toustou Tout à fait. Il y a un emploi systématique des LBD 40, les lanceurs de balles, ainsi que des grenades assourdissantes et de désencerclement, qui sont souvent utilisés sans rapport avec la gravité des actes. On ne peut pas répondre à un jet de peinture par des

tirs de LBD 40 ou une grenade ! C'est de la folie. Ce type d'arme mutile. En deux mois, on a comptabilisé entre 250 et 300 blessés, dont trois très graves au visage. Il faut interdire ces armes dans le maintien de l'ordre si on veut revenir à un rapport plus apaisé entre policiers et manifestants.

Quel impact cette gestion a-t-elle sur les manifestants ?

Marie Toustou Cela crée une ambiance délétère, de haine, de rancœur. La plupart des gens sont là pour manifester, pas pour casser. Le 5 janvier, les canons à eau ont même visé les secouristes volontaires qui soignent les passants... Cela a suscité beaucoup de colère. Au final, cette répression menace le droit de manifester. On est obligés de s'équiper et je connais de nombreuses personnes, y compris chez nos observateurs, qui ont désormais peur d'y aller. Dans le même temps, depuis la semaine dernière, il y a chez les gilets jaunes une certaine prise de conscience qu'ils doivent agir pour apaiser les choses. Certains d'entre eux ont mis des brassards jaunes et ont passé la manifestation à éviter les dérapages, à inciter à ne pas répondre à la provocation. Cela a plutôt bien fonctionné. La manif a été plus apaisée. C'est une manière de se protéger et de protéger le droit à manifester.

Marie Toustou, Membre de l'Observatoire des pratiques policières! !

Entretien réalisé par Laurent Mouloud

### **19 janvier, Barèges, le drapeau et la Marseillaise**

L'intervention de Brigitte Barèges à Souillac est relayé de tous côtés, et chaque relais est un point de plus pour elle, car ils se font sans analyses, juste au nom de l'indignation. Comme s'il y avait quelque chose de nouveau sous le soleil ! Oui, c'est un morceau d'anthologie mais un morceau ordinaire et si je délaisse sa référence aux mariages blancs, pour m'en tenir à son propos sur le drapeau tricolore et La Marseillaise c'est parce que là réside un enjeu historique et global.

D'autres plus savants que moi pourraient me dire le moment exact où l'extrême-droite a tout fait pour s'emparer du drapeau tricolore et de La Marseillaise mais je pense, en lien avec les travaux de Michéa, que c'est quand est né la rupture entre le courant républicain classique (radical) et le nouveau courant socialiste (république sociale) donc autour de la fin du XIXème siècle. Le courant socialiste ayant adopté le drapeau rouge et l'Internationale, le courant radical a pu se faire voler en partie les marques de la révolution française. D'autant que le courant socialiste, pour se distinguer du courant radical a délaissé les dites marques !

En 1935, le PCF a décidé, tout en gardant ses références, à inclure le drapeau tricolore et La Marseillaise dans le courant socialiste. A ce moment là, le jeune militant socialiste Louis Delmas s'insurgea devant cette trahison disant sa fidélité au drapeau rouge et à l'Internationale. Parmi les gilets jaunes, certains, au nom d'idées très à gauche, n'ont pas caché que cette présence du drapeau tricolore et de La Marseillaise les dérangeait, préférant sans doute les laisser à Brigitte Barèges.

Depuis toujours je répète qu'il ne faut pas se laisser faire sur ce point. Oui, le drapeau tricolore est celui de la Révolution et il a mis des décennies avant de s'imposer car toutes les forces réactionnaires ont fait des pieds et des mains pour le refuser. Depuis quand est-il le drapeau national ? Je vous laisse le chercher.

Pareil pour La Marseillaise avec l'obligation de remettre cent fois dans son contexte l'appel au «sang impur qui abreuve nos sillons» : ce sang n'est pas celui de l'ennemi que l'on veut

tuer mais du soldat français qui meurt pour défendre la République ! Comme pour le mot sans-culotte repris à l'ennemi, ce sang est impur car la pureté de la lignée est celle de la noblesse ! Et bien oui, disent les courageux soldats, notre sang est impur mais il va renvoyer hors de France le sang des purs !

## **19 janvier, Manif Montauban et les Européennes**

Après les déclarations tonitruantes de Brigitte Barèges comment allait se passer la manif de Montauban ?

1 ) Elle fut très mal annoncée et a surtout rassemblé des Montalbanais d'autant qu'à Caussade il y avait en même temps une autre manif ! A la très nombreuse réunion de la veille à Montech aucune référence n'a été faite à la manif de Montauban. Bilan, environ 200 personnes seulement.

2 ) A présent c'est devenu une évidence, les manifestations sont prises en main par l'équipe à Brigitte Barèges qui a d'ailleurs été remercié au micro, je ne sais trop pourquoi. Sous les applaudissements d'une partie des présents.

3 ) Bizarrement, quand les simples citoyens se font rares, les militants chevronnés occupent de plus en plus de place. Pour la première fois les écolos étaient là avec une belle banderole et la distribution d'autocollants. D'où la présence de têtes que nous n'avions jamais vu. Dois-je me réjouir de cette jonction entre gilets jaunes et écolos ? Sur le fond oui, sauf qu'il n'est pas sorcier de deviner que comme pour les amis de Barèges, la question majeure n'est pas les gilets jaunes, mais les élections européennes !

4 ) Il y avait d'ailleurs un manifestant doté d'un gilet jaune très particulier puisque réalisé de manière industrielle, quand la tradition populaire ne faisait apparaître que des inscriptions manuscrites, et écrit en espéranto. Le mouvement espérantiste envisage une présence... aux élections européennes !

5 ) Côté NPA il y a bien depuis le début quelques militants mais leur présence est devenue plus marquée mais là sans souci électoral, quoique, je ne sais si ce parti sera présent aux européennes. C'est par cette élection qu'Alain Krivine est devenu député avec comme attaché parlementaire un certain...Olivier Besancenot.

6 ) Le PCF est devenu plus présent que jamais, sans que pourtant, comme au NPA, le port du gilet jaune soit largement adopté.

7 ) Le courant anarchiste a toujours été présent en gilet jaune.

Qui manque-t-il à l'appel ? Le Front national bien sûr qui n'a pas besoin d'envoyer ses figures locales pour être entendu par le mouvement car le FN depuis 1984 a exactement la même politique. Le PS ?

L'effet Barèges fait que le mouvement perd sa forme citoyenne qui a fait sa force. Cette fois la manif se termine à Aussonne mais en voiture pour rejoindre le groupe de Caussade où, faut-il le rappeler, le maire est lié aux Républicains, où il a donné une salle aux Gilets jaunes (c'est la moindre démocratie), et je ne voudrais pas que cette jonction soit celle d'un courant politique.

Demain dimanche on a beau noter l'organisation d'un débat à Montauban, sans lien avec les forces politiques et syndicales, une question demeure : jusqu'à quel point ?

Que les politiques jouent leur carte est une chose, que la révolte citoyenne se retrouve à leur service en est une autre. A suivre.

## 19 janvier, 20 000 à Toulouse

Je me contente de prendre le communiqué de l'AFP mais traduisez bien le 10 000 annoncé en 20 000. L'opération avait été lancée : manif en surnombre. C'est réussi. JPD

AFP, publié le samedi 19 janvier 2019 à 18h19

Quelque 10.000 "gilets jaunes" ont été dénombrés samedi à Toulouse à 17H00 par la préfecture, soit un record de mobilisation depuis le début du mouvement pour cet acte 10, qui a dégénéré en heurts.

Dix interpellations avaient été effectuées à 17H00, a ajouté la préfecture dans un tweet.

Également la plus importante officiellement dénombrée au niveau national à 17H00, la mobilisation des "gilets jaunes" dans la Ville rose avait déjà battu un record samedi dernier, avec 6.000 manifestants officiellement recensés.

Comme la plupart des derniers samedi de mobilisation, la manifestation, entamée dans le calme, a dégénéré avec des heurts entre les forces de l'ordre et des manifestants.

Un canon à eau a été mobilisé vers 17H30 pour repousser les manifestants sur le grand boulevard entourant le centre historique, après que les forces de l'ordre ont à plusieurs reprises fait usage de gaz lacrymogènes sous divers projectiles envoyés des rangs des manifestants.

Sur la place centrale du Capitole, la façade de la mairie, un bâtiment historique du 17ème siècle, a été taguée, avec notamment le message "Macron Bolsonaro, Non" assimilant le président français à son homologue brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro.

Le cortège avait débuté dans le calme à 14H00, derrière des banderoles rejetant le grand débat lancé par l'exécutif et dénonçant des violences policières.

"Tes hauts et débats, on n'en veut pas, Macron dégage", proclamait l'une d'elles, une autre affichant une vingtaine de photos de manifestants blessés notamment au visage et aux mains, avec pour légende "Regarde et souviens-toi".

"Castaner le boucher, France mutilée", a crié la foule, visant le ministre de l'Intérieur qui a défendu vendredi l'utilisation par les forces de l'ordre du lanceur de balles de défense controversé LBD.

"Police partout, justice nulle part" ou encore l'habituel "Macron démission", ont aussi scandé les manifestants.

Depuis le lancement du mouvement, mi-novembre, le parquet de Toulouse a ouvert trois informations judiciaires pour "des pertes d'œil, ou des policiers mis en cause" et saisi "à trois ou quatre reprises" l'Inspection générale de la police nationale "pour une clarification parfaite de survenance de faits et répondre aux plaintes", a indiqué vendredi le procureur, Dominique Alzeari.

Sur 344 interpellations de manifestants, 34 peines d'emprisonnement ont été prononcées et 80 personnes interdites de "manifester ou de paraître", a-t-il ajouté.

Quelques dizaines de syndicalistes CGT ont participé au défilé, auquel s'est joint une des figures des "gilets jaunes", Maxime Nicolle, alias "Fly Rider", a constaté un photographe de l'AFP.

Avant l'acte 10, les commerçants de la ville s'étaient mobilisés pour réclamer un retour à l'ordre et des mesures de soutien, un collectif menaçant sinon de lancer une grève de la collecte des charges.

## 20 janvier, La mobilisation en Midi-Pyrénées

A suivre les éléments donnés par La Dépêche, la très forte mobilisation à Toulouse masque les difficultés de la mobilisation dans les départements à part Foix et Narbonne puisqu'au total on a 2700 personnes ce qui est nettement moins que samedi dernier. Il manque cependant le cas de Tarbes où selon la police il y avait 1400 personnes ! Il n'est peut-être pas inutile d'avoir conscience du décalage. Faut-il à l'avenir tout concentrer sur Toulouse ?  
JP Damaggio

Tarn. Près de 200 personnes se sont réunies vers 14 heures sur la place du Vigan à Albi avant de partager une galette des Rois.

Lot. Dès 10 heures, une soixantaine de Gilets jaunes se sont retrouvés devant la mairie de Labastide-Murat. Les gilets jaunes de Cahors, Gramat, Martel, Bétaille ou encore Cavagnac avaient fait le déplacement.

Gers. Les Gilets jaunes d'Auch sont restés sur leur QG en haute-ville près de la statue de D'Étigny habillée de jaune, à l'exception de ceux partis pour Toulouse.

Ariège. Hier, à Foix, quelque 700 Gilets jaunes ont donné de la voix et battu le pavé, toujours dans un bon esprit, entre les allées de Villote, l'hôtel de police et la maison d'arrêt.

Aveyron. 70 à 80 Gilets jaunes étaient réunis à Decazeville, sans gêner la circulation des véhicules. Puis ils ont marché jusqu'au centre-ville, en suivant les trottoirs pour, disaient-ils, «ne pas gêner la circulation».

Aude. Plus de 1 000 personnes ont défilé à Narbonne. Organisé par l'association des Gaulois réfractaires du Narbonnais, le cortège s'est ensuite élancé vers le Palais de justice.

Tarn-et-Garonne Environ 300 gilets jaunes ont manifesté durant deux heures dans les rues de Montauban pour ce dixième samedi de mobilisation. La mobilisation s'est déroulée sans le moindre incident.

Lot-et-Garonne. À Agen, ils étaient finalement 120 à 130 au maximum. À Villeneuve, ils étaient en tout petit comité pour aller à trois reprises s'installer en début d'après-midi aux abords de trois stations-service d'hypermarchés.

## **21 janvier, Sur Radio Totem : suis-je toujours gilet jaune ?**

Radio Totem vient de m'interroger sur les raisons qui me poussent à écrire sur les gilets jaunes, sur l'évolution du mouvement et sur les raisons qui me font toujours gilet jaune.

Je ne suis pas le même gilet jaune qu'au départ mais je le suis toujours, vu qu'être gilet jaune s'appuie encore sur un élan venue de la base, et non sur le besoin de suivre un chef.

Brigitte Barèges a le droit de se dire gilet jaune et d'engager des personnes à la suivre sur sa définition du gilet. Elle introduit une confusion dramatique mais elle n'est pas la seule.

Dans ce mouvement nait de la base, je distingue le révolté lambda dont je peux ne pas partager la révolte tout en étant à ses côtés, du révolté soucieux de se servir du mouvement plus que de le servir.

Le Front national et Debout la France ont su depuis toujours défendre les automobilistes et en conséquence des révoltés sont venus de cette mouvance mais grâce au gilet jaune la révolte a pris le dessus sur le choix électoral. Comme je l'ai écrit, je suis gilet jaune car le rapport du politique et du social a été inversé. En France, généralement, le politique est le guide du social (d'où la multiplicité des syndicats en lien même indirect avec la multiplicité des partis politiques). Avec les gilets jaunes, le social reprend le dessus (un peu comme un retour à l'anarcho-syndicalisme). Subitement des soutiens du FN, de LR, de LFI et même de Macron peuvent se parler et découvrir qu'ils ont bien des points communs. Et c'est ce qui me plaît chez les gilets jaunes, non pour moi évidemment, mais pour la force que cela donne au mouvement. Il est évident que dans une manifestation de 2500 personnes à Montauban ce trait est plus évident que dans une manif de 250 ! Plus une manifestation se restreint et plus les professionnels de la politique y occupent une place importante !

Voilà pourquoi je souhaitais que dans son organisation, le mouvement s'affiche comme un contre-pouvoir, laissant à d'autres la course au pouvoir. Mais tous les pouvoirs réunis veillent au grain et leur action est plus déterminante que la répression policière qui est seulement défensive. Nous trouvons la preuve de ce que j'avance, dans cet écart : à Toulouse la manif de dimanche a été organisée par 200 personnes pour 20000[1] participants ensuite. L'AG est de peu de poids par rapport à la mobilisation citoyenne. Bel exemple où les citoyens sont plus forts que les organisateurs.

Les gilets jaunes ne le resteront et moi avec, que si la masse reste au rendez-vous comme à Tarbes, Foix et Toulouse, pour notre région.

## 21 janvier, Gilets jaunes à Tarbes

Dans le bilan régional La Dépêche avait oublié LES Hautes-Pyrénées alors je reviens sur le sujet.

### La Nouvelle République

Acte VIII des Gilets jaunes : 1500 manifestants à Tarbes ce samedi matin

8e acte de la mobilisation des Gilets jaunes et toujours du monde sur Tarbes avec environ 1500 manifestants ce samedi matin. Signe que le mouvement perdure et que la colère demeure puisqu'on a dénombré en cette matinée ensoleillée plus de manifestants à Tarbes que dans les rues de la capitale parisienne. «On est là depuis le début, expliquent Christian et Michel, deux retraités qui ont appris à se connaître au gré des manifestations hebdomadaires et des rassemblements sur les péages. Tous les jours, on nous rajoute quelque chose. Sans parler de la répression sociale et fiscale, des niches et autres privilèges...» Ancien d'Alstom, Michel avait pourtant voté pour Emmanuel Macron. «Sa fraîcheur m'a plu. En plus, il avait des attaches ici. Depuis, j'essaie de réparer ça. La goutte d'eau, c'est la CSG. Il nous a piqués 65 € par mois avec ma femme, qu'on ne reverra pas puisque nous sommes au-dessus des nouveaux seuils de revenus. Je lui ai écrit en recommandé car ce n'est pas une allocation, mais le fruit de mon travail. »

"Comment construire un projet de vie?"

Guidé par une cinquantaine de motards, le cortège s'est dirigé vers l'entrée du 1er RHP de Tarbes où les Gilets jaunes ont demandé le soutien des militaires avant de se coucher au sol au pied de la statue du maréchal Foch, pour rendre hommage aux victimes du mouvement dans le pays (morts et blessés dont les portraits ornaient les premiers rangs).

Une déambulation dans les rues du centre-ville, dans le calme et sous bonne escorte policière, avant un retour place de Verdun à Tarbes. «Avant nous manifestations à Bagnères mais on s'est rallié à un mouvement plus important, claironnent Juliette, Manon, Mélina et Maeva, toutes étudiantes. On est ici pour notre avenir, car pour l'instant on n'en a pas vraiment... J'aimerais devenir professeur mais quand je vois qu'on veut supprimer le statut des fonctionnaires. Comment construire une vie? Quand on voit aussi les aides qui baissent, les bourses qu'on ne peut plus toucher. Déjà qu'on a du mal à trouver une filière, si l'université devient inaccessible... On ne veut pas de ce monde élitiste.»

Ensuite les manifestants se sont dispersés. Certains ont pris la direction du centre commercial Méridien, d'autres se sont dirigés vers l'aéroport Tarbes-Lourdes-Pyrénées ou encore vers les péages de Tarbes pour de nouvelles actions.

Une seconde manifestation était prévue samedi soir à Tarbes à partir de 20 heures. «En nocturne, c'est une première» se félicitait Raphaël. Outre les Gilets jaunes des Hautes-Pyrénées, des renforts de manifestants en provenance de Pau et du Gers étaient attendus.

200 à Lannemezan

Une manifestation s'est également tenue à Lannemezan, à laquelle ont pris part près de 200 gilets jaunes, soit deux fois plus que le précédent rassemblement. Une trentaine d'entre eux a ensuite pris la direction du péage où les barrières ont été temporairement levées.

## **21 janvier, Gérard Vallès à la rencontre des Gilets Jaunes !**

A Montauban les manœuvres politiques autour des gilets jaunes suivent leur cours. Il y a bien eu une AG départementale pour clarifier les responsabilités mais dans les faits chacun va dans son sens. Il y a toujours l'histoire d'une salle au Marché-Gare qui avait été ouverte, puis fermée, puis ouverte etc. Sans que la commission communication se soit réunie, une radio est semble-t-il en place et le local sert de rencontres pour que La Dépêche puisse faire la promotion de ses amis. Avec, surprise, une rencontre avec des membres locaux de LREM ! A titre d'information, comme je le fais depuis le début du mouvement, je donne le compte-rendu du quotidien et le point de vue de l'élu Moissagais Gérard Vallès sur son blog. A chacun de juger.

### La Dépêche

Les responsables politiques se succèdent au local des Gilets jaunes, box n°24 du Marché-Gare. Après Sylvia Pinel la semaine passée, c'était au tour de Stéphanie Arakelian et Gérard Valles d'aller débattre pendant deux heures avec une douzaine de membres du mouvement de contestation. Les débats ont été plutôt calmes, même si la cacophonie a pu gagner à de rares moments, chacun voulant faire entendre sa voix un peu plus fort que son interlocuteur. Les questions des Gilets jaunes ont eu droit à une réponse des deux responsables tarn-et-garonnais d'En Marche ! Les deux responsables politiques ont le plus souvent défendu les actions de la majorité macronienne. «Tous les problèmes soulevés aujourd'hui, nous les avons relevés lors de la grande marche débutée en 2016 où nous avons rencontré plus de 400 000 personnes. Nous voulions remettre en route un pays qui était à l'arrêt», a ainsi plaidé Mme Arakelian. Les deux marcheurs ont aussi reconnu des erreurs, comme la baisse de 5 € des APL, qualifiée de «connerie» par Gérard Valles, ou encore l'augmentation de la taxe carbone faite dans un «mauvais tempo» pour la déléguée du 82. »

### Blog de Gérard Vallès 9 janvier 2019

Le gazole est au plus bas. Ils s'en moquent. Le gouvernement a mis 10 milliards sur la table pour le pouvoir d'achat des plus défavorisés. Peccadilles ! Il avait auparavant lancé un plan grande pauvreté, un plan Alzheimer. Déjà oubliés! L'orientation, la réforme du bac et le soutien aux élèves en difficulté. Bof! La transition énergétique, la lutte contre les pesticides, la promotion d'une agriculture paysanne... Qu'il s'occupe de nos fins de mois ! Les chantiers, retraites, chômage, dépendance, justice, ouverts avec les partenaires sociaux. Pas entendu parler !

C'est marrant, les ronds-points qui se servent à merveille des réseaux sociaux, et ceux qui par conviction ou panurgisme, qui en l'occurrence pourrait s'appeler pétoche face au jaune, font comme si, en 18 mois, il ne s'était rien passé. Comme si ces dernières semaines, le gouvernement n'avait rien fait pour répondre aux revendications aussi multiples que contradictoires. Pourtant, on peut comprendre, si l'on demeure un citoyen responsable, que la tâche est et sera rude et longue. Et que s'il faut changer des choses, il le faut, il sera nécessaire de s'assurer, par un dialogue le plus profond possible, que les citoyens dans leur ensemble approuvent les changements, en mesurent bien les tenants et aboutissants.

C'est certainement trop demander à ceux qui samedi après samedi s'exercent à la guérilla urbaine, aux techniciens de la manipulation de masse qui rêvent, pour reprendre le titre



d'un opuscule de Julien Coupat, le gourou de Tarnac, de « l'insurrection qui vient ». Mais en dépit des samedis de vitrines brisées, de mobiliers urbains pulvérisés, de voitures particulières incendiées, Mélenchon, Le Pen, les commandos en gilets jaunes et cagoules noires, ne voient toujours rien venir. Et pourtant, ceux-là n'économisent pas leur peine, saturent les réseaux, occupent les médias, justifiant tout, la haine antisémite, le racisme le plus crasse, la violence sans limite, sans objet. Voilà Mélenchon et consorts rendus en 1793, rêvant de la terreur qui sut si bien faire tomber les têtes et dévorer ses propres enfants.

Répetons-le, chacun a le droit de ne pas être d'accord avec la politique du gouvernement. Il a le droit de manifester son opposition, dans la rue, dans la grève et dans les élections. Mais nous faisons société parce que, tous autant que nous sommes, dans notre diversité, nous nous acceptons, nous nous sommes donné des règles, des lois, nous nous reconnaissons dans le pacte républicain qui repose sur la démocratie représentative. Certes, on peut améliorer la République, faire en sorte que les citoyens participent plus aux délibérations, soient régulièrement consultés. Par exemple, dans certaines communes, les maires qui sont élus, et révocables tous les 6 ans, ont mis en place des budgets participatifs, à la discrétion des citoyens.

Mais ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain. Ne cédon pas aux modes médiatiques qui passent de plus en plus vite, ne cédon pas aux injonctions de la toile, aux mises en demeure, aux manipulations politiques, aux menaces, à l'hystérie ambiante. Prenons le temps de la réflexion, de la discussion collective, pacifiée, organisée, émancipatrice. Soyons Républicains !

## **22 janvier, Gilets jaunes et Christophe Guilluy**

Au débat d'hier soir un ami a évoqué Christophe Guilluy et l'incompréhension de ses travaux venus des bonnes âmes de gauche qui l'ont renvoyé à l'extrême-droite. Que dans sa préface il fasse aussitôt référence à Michéa n'a rien de surprenant. Les nouvelles bastilles sont les métropoles par qui tous nos bonheurs doivent venir. A lutter depuis dix ans contre un projet de LGV qui est le symbole même de la métropolisation, je me retrouve tout à fait dans ses travaux. Je donne ici la préface à son dernier ouvrage publié en 2014 et réédité en poche en 2017 avec quelques commentaires entre parenthèses. J-P Damaggio

### LE CRÉPUSCULE DE LA FRANCE D'EN HAUT Christophe Guilluy PRÉFACE

Au son de la fanfare républicaine, la France a adopté toutes les normes économiques et sociétales de la mondialisation. D'« alternance unique[1]» en déni de démocratie (la farce référendaire de 2005), la France est devenue une société « américaine » comme les autres [je préfère dire nord-américaine et dans le cas présent une société à dominante nord-américaine], inégalitaire et multiculturelle. En quelques décennies, l'ordre mondialisé de la loi du marché s'est imposé. D'un modèle égalitaire [il y a bien écrit modèle et non société égalitaire], nous avons basculé en très peu de temps dans une société socialement inégalitaire et sous tensions identitaires. Ce basculement, désastreux pour les classes populaires, a provoqué un chaos social et culturel sans précédent. Un chaos couvert par le son de cette fanfare républicaine qui joue de plus en plus fort, mais aussi de plus en plus faux.

Comme dans l'ensemble des pays développés, le nouvel ordre économique n'a cessé de creuser les fractures sociales, territoriales et culturelles.

Comment un tel basculement a-t-il été possible ? Comment une classe dominante, par définition minuscule, a-t-elle pu imposer un modèle que personne, et surtout pas les classes populaires, n'avait choisi ? Comment, alors que la critique du « système » (des banques, de l'oligarchie, des riches) est omniprésente dans le débat intellectuel et politique, ce modèle a-t-il pu s'établir aussi facilement ?

En réalité, s'il y est parvenu, c'est d'abord parce qu'il est cautionné par une fraction importante de la société, constituée des gagnants de la mondialisation et de ceux qui en sont protégés [une fraction qui va bien au-delà du classique 1%]. Ce sont ces catégories, qui, sans être « riches » ni détenir le « capital », forment la « France d'en haut ». Sans elles, rien ne serait possible. Elles sont coresponsables des choix économiques et sociétaux qui plongent la majorité des classes populaires dans une nouvelle précarité. Elles valident une organisation territoriale, la métropolisation, qui participe à la relégation des plus modestes.

La mondialisation a en effet généré l'existence de nouvelles citadelles, les métropoles, où se concentre une nouvelle bourgeoisie qui capte l'essentiel des bienfaits du modèle mondialisé. Au nom de la société ouverte, elle accompagne et soutient ainsi les choix économiques et sociétaux de la classe dominante, dont la conséquence est de rejeter inéluctablement ceux dont le système économique n'a plus besoin dans les périphéries territoriales et culturelles.

Exclues du modèle mondialisé qui repose sur une division internationale du travail dans laquelle les classes populaires des pays développés (trop payées, trop protégées) n'ont plus leur place, les classes populaires se concentrent dans la « France périphérique », celle des petites villes, des villes moyennes et des territoires ruraux. De la France périphérique (celle du non à Maastricht et au référendum de 2005) à l'« Angleterre périphérique » (celle du Brexit) en passant par l'« Amérique périphérique » (celle de Trump) ou la « Suède périphérique », le modèle économique mondialisé produit partout la même contestation populaire.

C'est par ces périphéries que la France d'en haut est en train de perdre le contrôle. Maastricht a été le premier coup de semonce, le référendum de 2005, le deuxième. La déstabilisation ne viendra pas d'un hypothétique « grand soir », mais du lent processus de désaffiliation sociale et culturelle des classes populaires. De la classe politique au monde culturel et intellectuel en passant par les médias, l'ensemble de la classe dominante commence à redouter les conséquences du marronnage [terme fondamental chez Guilluy et qui fait référence aux esclaves marrons, ceux qui fuyaient l'esclavage et constituaient un autre monde dans diverses périphéries] des classes populaires. Car il rend visible un conflit de classes, aux soubassements désormais sociaux et identitaires, et dont on a longtemps prétendu qu'il n'existait plus.

## **22 janvier, Les syndicats et les gilets jaunes**

J'ai déjà évoqué l'annonce de la grève du 5 février lancé par la CGT et repris par les gilets jaunes sous le titre de grève générale. Je suis allé voir du côté des autres syndicats. Ils lancent une pétition... (cliquez sur le lien pour y accéder) JPD

Pétition lancée le 21 janvier

Monsieur le Premier ministre,

Il est urgent, juste et possible, de revaloriser les salaires des plus de 5 millions d'agent-es de la Fonction publique qui, au quotidien, travaillent au service de l'intérêt général et font vivre des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire.

Pour cela, nous exigeons :

- des mesures générales et immédiates qui passent par la revalorisation du point d'indice et l'attribution d'un nombre de points d'indice uniforme pour toutes et tous,
- des mesures indiciaires sur le moyen et long terme comme l'intégration de l'indemnitaire dans l'indiciaire afin que cela soit pris compte dans le calcul du niveau des retraites,
- des mesures pour améliorer les déroulements de carrières, harmoniser encore davantage les grilles de rémunérations et mieux reconnaître les qualifications.

Les premiers signataires de cette pétition sont :

Jean-Marc Canon (CGT Fonction publique), Mylène Jacquot (CFDT Fonctions publiques), Luc Farré (Unsa Fonction publique), Bernadette Groison (FSU), Gaëlle Martinez (Solidaires Fonction publique), Bruno Collignon (FA-FP), Nathalie Makarski (Services publics CFE-CGC), Denis Lefebvre (CFTC Fonction publique)

## **23 janvier 2019, Gilets jaunes, la répression par le PV**

Le cas a été signalé à Caussade. Cet article au sujet du Tarn est élogieux.

La Dépêche : Tarn : près de 400 PV adressés à des Gilets jaunes après des rassemblements  
De nombreuses contraventions ont été dressées près du rond-point de l'Hermet, à Lescure-d'Albigeois.

Plusieurs jours après avoir participé à des rassemblements de Gilets jaunes, certains d'entre eux ont commencé à recevoir chez eux des amendes suite à diverses infractions. Ils sont plusieurs dizaines dans ce cas et certains ont même été verbalisés plusieurs fois sur un même lieu.

« J'ai reçu une amende de 35 euros, pour stationnement très gênant au niveau du point de l'Hermet. C'était le 15 décembre et je n'ai pas été la seule dans ce cas », explique Sandrine. Ce même jour en effet, ils sont nombreux à avoir été verbalisés sans le savoir et à le découvrir quelques jours plus tard via le procès-verbal envoyé par la poste. « J'ai payé pour être tranquille car ce n'était que 35 € mais si ça avait été plus, je ne l'aurais pas fait », ajoute-t-elle.

Deux autres Gilets jaunes, qui avaient participé à une opération escargot sur la rocade ce même jour ont eux aussi écopé d'une amende. En tête du cortège, Christophe a reçu un PV de 135 €. Dessus il est écrit « arrêt d'un véhicule très gênant sur la voie publique, alors que je ne me suis jamais arrêté », proteste-t-il. Pour lui, contrairement à Sandrine, pas question de payer. Il a donc contesté son amende. Dans l'autre véhicule en tête de l'opération escargot, un autre Gilet jaune, qui s'appelle lui aussi Christophe, écope de la même peine. Assortie pour sa part d'un retrait de 3 points sur son permis de conduire. Un PV qu'il va lui aussi contester.

Cette démarche, ils sont nombreux à l'avoir suivie. « On est en train de référencer tous ceux qui ont reçu des amendes. Beaucoup ont déjà payé mais ceux qui ne l'ont pas fait on leur demande de contester. C'est très inquiétant. C'est de l'intimidation, de l'abus de pouvoir », estime-t-il. « On a contacté un avocat », précise-t-il.

9 PV en 6 minutes pour la même personne

Me Gosset, confirme en effet qu'il a échangé avec le collectif. « Les contraventions sont contestées individuellement et on ira discuter devant le tribunal du bien-fondé de ces verbalisations. Quand on me dit que quelqu'un a été verbalisé pour usage du téléphone au volant mais que l'on n'a pas relevé son identité, cela me semble juridiquement compliqué», s'interroge l'avocat.

Guillaume, très actif depuis le début du mouvement, fait partie des Gilets jaunes qui ont reçu des contraventions. Ce fameux 15 décembre au rond-point de l'Hermet, 9 PV lui auraient été adressés pour des infractions relevées « en moins de 6 minutes », souligne-t-il, selon les heures notées sur les documents. « Cela représente 900 € d'amende et un retrait de 15 points sur le permis », résume-t-il. Lui aussi va contester les amendes et s'est rapproché de Maître Gosset pour la suite de la procédure. « Cela renforce notre détermination », conclut-il.

Les chiffres de la préfecture du Tarn

À Albi, qui est en zone police, 250 contraventions ont été dressées du 17 novembre au 9 janvier à l'encontre des Gilets jaunes. Il s'agit majoritairement d'infractions au stationnement. En outre, 57 délits d'entrave à la circulation ont été relevés. En zone gendarmerie, 50 contraventions ont été dressées dont 25 pour stationnement gênant. De plus, 32 délits dont 19 pour entrave à la circulation ont été constatées.

À Castres, 2 PV pour délit d'entrave à la circulation ont été dressés et 3 pour dégradation de véhicules.

## **23 janvier, Gilets jaunes, l'heure des assemblées générales**

AG Clermont-ferrand :

<https://www.facebook.com/legros.mouth/videos/10218287428518163/>

J'essaie de suivre les assemblées générales des gilets jaunes. J'ai relayé l'une d'elles à Carmaux. Ici un élément de l'AG de Clermont-Ferrand.

Pour Toulouse j'ai eu des éléments des trois précédentes mais sur la quatrième je trouve seulement cette info sur un facebook qui indique chaque fois : (Nous ne sommes pas organisateurs, nous relayons l'appel, ceci n'est pas une incitation à y participer) :

« Suite à l'#AG4 du dimanche 20 janvier 2019 à Auzerville-Tolosane (31 Haute-Garonne, près de #Toulouse) nous saluons le travail des organisateurs. Néanmoins, compte tenu des retours de beaucoup, les administrateurs de la plupart des pages Facebook #GJ, #Telegram et sites #Web #giletsjaunesainsi que celles/ceux faisant partie des commissions Toulouse et alentours, sont invités à se réunir ce jeudi 24 janvier 2019 pour organiser la prochaine #AG5 (du 03 février 2019) dans le souci d'une meilleure cohésion. Il nous semble essentiel que l'#AG soit un lieu où le maximum de personnes puissent librement s'exprimer, dans un cadre #transparent et #démocratique. Bon début de semaine à vous tou(te)s. »

Il semble que le verdict est celui-ci : peut mieux faire !

Ceci étant une heureuse plateforme est en place :

[midi-pyrénées.plateforme.giletsjaunes](http://midi-pyrénées.plateforme.giletsjaunes.com)

Puis on peut tomber sur une autre plateforme gilets jaunes toulouse qui renvoie à la plateforme suivante : gilets-jaunes-occitanie qui a ses relais en Tarn-et-Garonne avec un facebook.

Pour moi, passer du facebook à une plateforme c'est passer de l'éphémère à du plus solide mais faut-il encore pouvoir suivre. Par exemple, que va-t-il se passer samedi et dimanche ? Il est question d'une chaîne humaine qui puisse traverser la France. Qui le sait ? Bref, à suivre, à l'usage.

## **24 janvier 2019, Gilets jaunes à Revel**

Voici un article de La Dépêche qui évoque le cas de Revel qu'un ami me passe. Je le vois présent sur la photo au premier rang et il considère que le compte-rendu est juste. Bravo.

### Revel, La Dépêche

Une nouvelle étape a été franchie dans le mouvement de protestation des Gilets jaunes, mardi soir, à la salle Claude-Nougaro, avec la première réunion du Collectif citoyen Lauragais-Revel-Sorézois. L'objectif : rassembler les habitants, avec ou sans Gilets jaunes, pour peser dans les décisions politiques locales mais aussi nationales, en rejoignant les autres Collectifs citoyens qui se créaient un peu partout en France. Comme à Commercy, une ville de la Meuse dont les 200 personnes (au plus fort de la soirée) présentes à la salle Nougaro, ont pu visionner une vidéo expliquant leur démarche. «Chaque collectif rassemblera les doléances et propositions pour les faire remonter, par des délégués élus, lors d'une assemblée générale nationale avant de les porter au plus haut niveau de l'Etat», expliquait une Gilet jaune de Commercy. C'est maintenant ce que compte faire le Collectif revéolois.

Avant cela, une des organisatrices ouvrait le débat, mardi soir, avec la présence discrète du maire de Revel, Etienne Thibault et de l'élue municipale d'opposition, Jean-Louis Clauzel. «Nous sommes sur le rond-point de l'avenue de Castelnaudary depuis le 17 novembre, pour des actions pacifiques. Nos rencontres quotidiennes et tous les soutiens des usagers que nous avons reçus mènent tout droit à cette première assemblée citoyennes et celles qui suivront», expliquait une des organisatrices avant de lancer le débat sur les trois thèmes revenant le plus souvent lors des discussions sur les ronds-points et manifestation : l'urgence sociale, écologique et institutionnelle. «Nous avons porté des revendications auprès du Gouvernement mais pour seule réponse nous n'avons obtenu que des miettes et une répression sans précédent dans les manifestations». La violence policière dénoncée lors de la réunion mais aussi, des prises de parole poignante dans le public.

«Chez moi je ne chauffe pas parce que je n'ai pas les moyens. Je suis invalide, fille de militaire, j'aime mon pays mais c'est sur les ronds-points que j'ai le plus chaud autour du brasier», confiait Martine. «Le handicap, les retraités, la santé, la lutte contre l'illettrisme, la sélection de classe dans l'enseignement supérieur... Ils ont tout détruit. À nous de redonner plus de solidarité sociale», ajoutait Marie-Françoise. «Je travaille en maison de retraite et je le vois tous les jours ces personnes âgées obligées de vendre leurs biens pour pouvoir payer les 2 500 € par mois de leur hébergement», expliquait Christine.

«Moi je suis brancardière à l'Oncopole et tous les jours je côtoie la misère, la maladie, les situations horribles des gens seules... C'est ça qui m'a ouvert les yeux quand j'ai rejoint le mouvement. Je ne m'occupais plus de politique car j'en avais marre des mensonges et de voter toujours contre», confiait Géraldine. Témoignage parlant aussi avec celui du maire de Saint-Amancet racontant son quotidien pour répondre aux injustices sociales subies par

des habitants venant à sa rencontre. Après tous ces constats, les discussions s'ouvraient sur l'urgence écologique avec deux interventions de spécialistes jugées trop longues par quelques personnes qui quittaient la salle à ce moment-là.

Émile Gaubert

## **24 janvier, La Conf et les gilets jaunes**

Le directeur du journal de la Conf vient de publier un article sur les gilets jaunes qui reprend l'essentiel du mouvement. Juste une question : où la Conf a-t-elle appelé à participer aux actions de gilets jaunes ? En tout cas pas dans l'article ci-dessous ! C'est un discours que j'entends de plus en plus de la part de personnes qui refusent de porter le gilet jaune : nous sommes d'accord avec vous ! Et des paroles pourquoi ne pas passer aux actes ? Ce numéro du journal indique par ailleurs au moment des élections à la Chambre d'agriculture : «Durant ces années 2011 à 2014 lors de la présentation du budget était clairement mentionnée l'attribution de subvention de l'ordre de 30 000 euros (20 000 pour la FNSEA, 10 000 pour les KA) et 100 euros pour la Confédération paysanne dans la droite ligne du mépris exercé envers les minoritaires.» C'est beau le syndicalisme ! Et du côté de France 3 Midi-Pyrénées le reportage sur les élections à la Chambre d'agriculture a donné le résultat suivant : l'essentiel pour la FNSEA et concernant la Conf juste un écho de l'union réalisée en Haute-Garonne avec la Coordination rurale. Il est facile de comprendre que cette union tient au mode de scrutin. Celui qui arrive en tête rafle l'essentiel des sièges.

He oui, ils l'ont fait les gilets jaunes (Echo Paysan n°159)

La taxe carburant c'est l'étincelle qui a mis le feu à cette poudrière qu'est la paupérisation du pays. Une taxe destinée à la transition énergétique et aux mesures écologiques, alors n'en croyons pas un mot, c'était tout simplement un prétexte pour remplir les caisses de l'état vidées pour faire des cadeaux aux plus nantis et la liste est longue de ces cadeaux !

Un pouvoir qui n'a plus de légitimité dans le pays, soutenu seulement par une petite minorité de riches dont fait partie Monsieur Carlos GHOSN. C'est une crise économique mais aussi une crise politique sans précédent.

Le président de la République est au volant mais c'est la puissance financière et libérale qui programme le GPS de navigation, et le pistolet de la commission européenne sur la tempe il conduit aveugle et sourd aux rumeurs de la rue. Il donne l'image d'être tout puissant mais il est l'otage et la marionnette du capitalisme que d'autres appellent le libéralisme. Des comptes de campagne un peu bizarres, le 80 Km/h, l'affaire Benalla et en tout dernier des interpellations et des garde en vue abusives et tout y est pour que ça chauffe. Peut-être pas si intègre que ça notre président, son arrogance, sa vanité et son mépris des petits est indigne, et on découvre un peu tard qu'il n'a pas une stature de président. Sa réponse aux gilets jaunes lors de son intervention avec un air ébahi et étonné, sont des mesurette avec ce que j'appelle l'argent de poche et les fonds de tiroir de l'économie française, sans toucher bien sûr à la puissance financière et à la richesse confisquée du pays. Le coût de ces promesses: 10 Milliards d'euros, au regard de l'évasion fiscale c'est bien peu, c'est ce que j'appelle payer avec de la monnaie de singe ! Le tout est que le compte n'y est pas.

Monsieur Macron est allé tourner sur les ronds points des gilets jaunes pour brouiller les pistes et il est reparti par où il était venu. Il n'y a pas de changement de cap ni de tournant social. Il reste le président des riches. Pas un mot sur la transition écologique qui n'est pas son principal souci.

Au point où nous en sommes le pays n'a pas besoin de réformes profondes, mais seulement d'une bonne révolution et comme le ministre de l'intérieur avec l'état d'urgence je n'ai pas de tabous. Ce mouvement a porté à la connaissance du public des chiffres insupportables, 7 millions de citoyens ont froid l'hiver et 10 millions ne mangent pas à leur faim tous les jours parce qu'ils ne peuvent payer le chauffage et la nourriture. Ces événements montrent que ce ne sont plus les politiques et les syndicats qui sont dans l'action, mais la puissance citoyenne, cela montre bien la cassure énorme et irréparable entre la société et la classe politique qu'il faudra bien un jour dégager ! Ce mouvement même si provisoirement il s'arrête, ne doit pas être oublié, il est l'espoir, il doit renaître et plus fort encore.

Monsieur Carlos GHOSN main dans la main avec notre cher président lors d'une visite en région et patatras, corruption fiscale de dizaines de millions d'euros au Japon, et c'est là que nous apprenons que cet extra-terrestre gagne 17 millions d'euros par an soit 45 mille euros par jour, c'est à dire ce qu'un salarié au SMIC met trois ans à gagner, cela veut dire que cet abruti gagne mille fois plus qu'un smicard, mais rassurez-vous, il n'est pas le seul, ni celui qui fait le mieux ! Que Bercy nous assure que sa situation fiscale en France est régulière, rien de moins sûr et quel crédit accorder à la parole d'un ministre ! 1:optimisation fiscale est un véritable dédale de tricheries.

Voilà Renault dans la tourmente, l'action est en baisse, il va falloir peut-être indemniser les pauvres actionnaires pour le manque à gagner !

A l'heure où la mondialisation est maudite il serait bien que Nissan et Mitsubishi reviennent intégralement dans le giron Nippon, et peut-être que cette arrestation à un lien avec cette éventualité, mais après tout ...

Le centenaire de la grande guerre, des dépenses somptueuses, 77 chefs d'état venus pour la plupart par avion privé, un bel exemple de transition énergétique et de lutte contre la pollution. Ces mêmes chefs d'état et bien d'autres se retrouvent avec le même scénario pour la COP 24 en Pologne, c'est outrageant, insultant, pour les classes laborieuses à qui on veut faire payer la facture climatique et écologique en taxant les carburants. 5 % des plus riches sont responsables de 50 % de la pollution.

Si le pouvoir est en panne de mesures je lui suggère quelques propositions, outre le pactole qui dort dans les paradis fiscaux, taxation des transactions financières, taxation du kérosène et du fioul lourd des bateaux, la mise en place d'une taxe proportionnelle à la cylindrée sur les grosses voitures. Avec la limitation de vitesse à 80 Kms/Heure une voiture de faible cylindrée fait aussi bien l'affaire qu'une grosse berline. Une dernière proposition pour réduire de façon significative la consommation et la pollution c'est de réduire la vitesse sur autoroute à 110 Km/h mais là ça risque de ronfler avec les sociétés autoroutières et c'est bien là qu'on voit où est le pouvoir !

Lors de la commémoration de 14-18, notre président a magnifié la paix, mais il vend dans le même temps sans état d'âme des armes. Un célèbre écrivain disait « La guerre c'est faire se massacrer des gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent bien, trop bien parfois mais qui ne se massacrent pas ».

La France est un pays riche, très riche, immensément riche et de plus en plus riche quoi que l'on en dise, mais où la richesse est très mal répartie et de plus en plus mal distribuée et tout simplement confisquée, et les fins de mois difficiles des gilets jaunes en sont la plus pure illustration. Aujourd'hui le monde est gouverné par un système qui organise et met à profit les mauvais travers et les faiblesses de l'homme (orgueil, vanité, égoïsme, insatiabilité, naïveté et ignorance). Les fins de mois difficiles et la fin du monde possible sont dues à cette gouvernance apocalyptique ! RENE TEYSSÉDOU

## 25 janvier, Gilets jaunes 2019 face à ceux de 2018

Au cours du débat sur les premiers cinquante jours de 2018 je vais retenir quelques éléments.

### 1 ) La répression

A été mentionné l'écart entre les flics du départ et ceux de la suite à partir d'exemples montalbanais. Je peux confirmer le même phénomène à Castelsarrasin (où il existe encore un Commissariat). Pour la prise du péage le 17 novembre, aucun problème et à un moment, un conducteur irascible est descendu de sa voiture furax, et un flic en deux secondes l'a remis dans sa voiture. Chez les flics comme ailleurs il y a tous les tempéraments mais l'essentiel c'est d'obéir aux ordres et les ordres ont changé. Pourquoi ? Certains diront, chassez le naturel il revient au gallot.

Au départ le pouvoir a-t-il été déstabilisé par un mouvement totalement inimaginable ? Il y a un peu de vrai mais surtout le pouvoir avait besoin de la violence des casseurs pour justifier sa propre violence auprès d'une opinion favorable au mouvement ! Il a donc attendu le 24 novembre et même les semaines après. En déclenchant sa propre violence le pouvoir atteignait deux objectifs ! décourager certains et en tromper d'autres en faisant croire que c'est par la violence qu'on obtient des résultats, quand en fait pour Macron seul le nombre compte ! Bilan, on a eu les gilets jaunes de 2018 occupant les ronds-points et ne déclarant pas les manifs, puis ceux de 2019 chassés pour l'essentiel des ronds-points et déclarant les manifestations !

### 2 ) La réponse à la répression

Des répressions sans cris de colère des forces démocratiques (ou si peu) a fait observer un participant. Je n'ai jamais pointé cette passivité. Des dizaines de comparution immédiate, des centaines de PV, des blessés à la pelle et globalement aucun grand mouvement de dénonciation ! Un militant syndical qui arrache une chemise est poursuivi mais ça fait du foin. Des dizaines de gilets jaunes avec de la prison ferme et on n'a même pas les noms, même quand ils sont du département ! Des milliers de personnes sont entrés dans la lutte sans imaginer les suites judiciaires et le mouvement des gilets jaunes n'a pas pris la mesure d'une riposte organisée. C'est à la réunion que j'ai appris qu'à Valence d'Agen aussi cette répression a frappé (voir article sur le cas du Tarn). Bilan, des manifestations en hommage aux morts (pourquoi avec des croix dont au moins d'un d'eux aurait refusé qu'on y écrive son nom ?) ont été mises en place ici ou là, mais pas contre la répression elle-même (je rappelle que les morts ne sont pas l'effet de la police).

### 3 ) Le cas de facebook

L'exemple du boxeur est un des témoignages considérables de l'effet facebook. Alors qu'il y a peu de solidarité envers des victimes proches, là une cagnotte nationale est lancée et les organisateurs en très peu de temps sont submergés !

Ce rôle de facebook a été évoqué sous deux formes : le bouche à oreille est plus fort que facebook, des recherches aux USA démontrent qu'en fait, pour l'essentiel sur le long terme facebook avantage surtout la soumission aux puissants.

Le public présent n'était pas représentatif des fans de facebook pour bien analyser le phénomène. En conséquence beaucoup sont surpris de voir arriver dans le débat le cas du RIC. Or c'est un effet facebook par les deux grands dirigeants du mouvement Eric Drouet et Fky Rider. Le mouvement se prétend sans chefs sauf que quand ces deux jeunes parlent aux 200000 personnes qui les suivent l'effet est considérable. Et pourquoi ils utilisent la vidéo ? Car pour eux ça leur coûte beaucoup d'écrire le français ! (voir texte d'Eric Drouet)



En Italie le Mouvement Cinq Etoiles et en Espagne Podemos sont nés sur internet, plus sur une plateforme que sur facebook. Je l'ai étudié pour le cas italien mais je reste sur ma fin concernant ce point.

#### 4 ) Un débat sur le RIC

La mise en doute du RIC comme revendication majeure en a surpris plusieurs. En France le plébiscite s'invente en décembre 1851. Comme c'est un deuxième plébiscite qui va donner naissance au Second Empire, la République va se méfier du référendum. A juste titre, car pour l'essentiel tous les référendums ont été pour ou contre le pouvoir en place sans le moindre souci de la question. En 1969, la question posée ne comptait pas : ce fut le Non à de Gaulle si bien que pour une part, ensuite, la Régionalisation demandée est mise en place (pas la remise en cause du Sénat cependant). En 2005, c'était un Non au TCE mais c'était tout autant un NON à Chirac que Sarkozy utilisera et il reste à Macron de trouver la question qui évitera que son cher référendum (je suis qu'il cherche cette porte de sortie) soit Oui ou Non à Macron (par un choix multiple). Le cas de la Suisse a été évoqué pour aller dans le sens du RIC. Le cas du parking en projet à Montauban a aussi été évoqué : si la population pouvait être consultée il y aurait au moins le débat. Mais bon je ne reviens pas sur le sujet je l'ai souvent traité.

#### 5 ) Un débat sur la structuration

Comment conserver le côté foisonnant sans tomber dans l'organisation classique ? Entre ceux qui se méfient de toute organisation et ceux qui veulent noyauter le mouvement, nous aurons toujours les deux extrêmes. Sauf qu'une recherche sur ce point est due à la mutation imposée par la répression. Là aussi les gilets jaunes de 2019 ne peuvent être ceux de 2018 sous peine de sous-estimer les dégâts que vont causer les élections européennes qui sont de plus en plus à l'ordre du jour. Pour moi ça va être l'épreuve la plus difficile à franchir. Et elle ne le sera que si les travaux équivalents à ceux du secteur de Revel et donc de Commerçy sont popularisés mais là pas question de compter sur les médias. Des médias qui ont été seulement évoqués en lien avec le RIC. Sans changement du fonctionnement des médias, pas d'espoir d'avoir un RIC possible. Le cas des réseaux mis en place par la lutte pour les droits civiques aux USA ont été évoqué. Je confirme que cette lutte a été la plus victorieuse des USA allant jusqu'à détruire les écoles des ghettos. Ce fut une révolution que j'ai vécue de près mais qui est à présent totalement effacée (les écoles des ghettos sont redevenues des écoles du ghetto) et si cette victoire a conduit à la formation d'une bourgeoisie noire ayant assuré le succès d'Obama, elle a été vidée de son contenu. La lutte des mouvements plus violents n'a pas fait mieux. D'où mon idée de l'invention d'un contre-pouvoir ou pour reprendre une parole entendue d'une invention du contrôle du pouvoir. A ceux qui aiment la référence à la Révolution française je les renvoie à la création des comités de surveillance que j'ai étudiés de très près à Montauban dans un livre sur les sans-culottes.

#### 6 ) Un débat sur les oubliés affichant leur dignité

L'émergence des oubliés a été rappelée. Je ne l'ai pas dit, je le pense seulement à l'instant mais la décision de quelques-uns de manifester à Paris a permis la mise en place de la violence (les gilets jaunes avaient contre eux la police mais aussi la population de la ville) et la... marginalisation des ronds-points. Ce sont des raisons médiatiques qui ont rendu le passage par Paris inévitable sauf que le 17 novembre a été considérable sans manif à Paris. Les oubliés sont dans la pensée de Guilly qui a été évoquée. Quand la gauche traditionnelle a renvoyé ce chercheur et Michéa vers l'extrême-droite elle a annoncé par avance son incompréhension du phénomène des gilets jaunes.

7) L'avenir du mouvement ?

Le tournant du 5 février avec la grève des syndicats ? Quels syndicats appellent exactement à la grève ? Mais alors les syndicats c'est l'avenir ?

Entre ceux qui pensent que le spontanéisme fera l'avenir et ceux qui pensent que seule l'organisation fera l'avenir, je laisse l'avenir trancher.

8) Les discussions d'après réunion

Sur les ronds-points les discours en petits groupes ont pris le dessus sur celles en grand groupe et c'est de toute façon la réalité de chaque fin de réunion. J'ai retenu ce commentaire avec un participant au débat de Montech : si à la fin la parole n'a pas été donnée à la salle (sauf à trois élus) c'est que les intervenants craignaient de ne pouvoir répondre ! Je doute que ce soit là une démarche gilets jaunes si tel est le cas. Quant à la vidéo de ce soir là après vérification elle faisait une belle place à l'extrême-droite sur le fond et dans la forme... même si, j'en conviens, tout le monde ne l'a pas entendu ainsi !

## **25 janvier, Le Progrès de Lyon et Shahinyan**

Voici deux articles du Progrès de Lyon qui présentent Hayk Shahinyan très souvent évoqué sur ce blog.

Le Progrès de Lyon 24 janvier

Nous vous en parlions la semaine dernière. Hayk Shahinyan, présenté dans les médias comme "Gilet jaune lyonnais", sera le directeur de campagne de la liste Gilets jaunes pour les Européennes : Ralliement d'Initiative citoyenne.

Sur les réseaux sociaux, les réactions n'ont pas tardé à pleuvoir. «C'est une manipulation grossière», peut-on lire sur la page Facebook Gilets jaunes département du Rhône. Une pétition «retrait du nom gilets jaunes sur la liste de Mme Levavasseur», circulant sur le Net, a recueilli déjà plus de 6 000 signatures.

Fabrice, cofondateur de «Gilet jaune le mouvement», réagit : «Verticalité et manque de transparence qualifient cette liste. Personne n'a élu ces représentants. C'est une personnification du mouvement assez regrettable »

Hayk Shahinyan avait cofondé cette association (Gilet jaune le mouvement) localement, avant de s'en retirer il y a quelques jours. Lui, se défend sur la chaîne BFM TV: «Les eurodéputés seront au service des citoyens.»

LYON – DÉCRYPTAGE Qui est ce Gilet jaune lyonnais qui fait le tour des plateaux télé ? Véritable coqueluche des médias, Hayk Shahinyan est présenté comme l'un des leaders des Gilets jaunes. Et serait commerçant à Lyon. Mais entre Rhône et Saône, le personnage et ses engagements intriguent.

Le 17/01/2019 à 05:00

Il est partout. Depuis le début du mois de décembre, Hayk Shahinyan enchaîne les plateaux télé : BFM, LCI, Cnews, France télévisions, sans oublier un détour sur Europe 1. Hayk Shahinyan, au discours rodé et au calme olympien, est un "bon client".

Sonia Mabrouk, présentatrice de l'émission Les Voix de l'Info sur Cnews, l'a invité trois fois. «Il a un discours très construit. Ses interventions sont préparées. Son parcours est réfléchi et ses ambitions politiques affirmées. Il s'est présenté à moi comme un petit

artisan, un commerçant lyonnais», nous confie-t-elle. Des attaches lyonnaises bien difficiles à cerner.

Un restaurateur?

À 29 ans, il serait propriétaire d'un restaurant du 6e arrondissement. Au 32 de la rue Boileau, les rideaux métalliques de La Bohème sont fermés depuis un mois et demi... Depuis le début des Gilets jaunes. L'entreprise ne compte aucun salarié. Des voisins confient avoir aperçu le jeune homme ici pour des travaux. Puis, plus rien. À quelques mètres, les responsables d'une petite boulangerie n'en savent pas beaucoup plus. «Nous ne l'avons jamais vu. Avant, il y avait un dépôt de pain, le Boileau Gourmand, puis nous avons vu la devanture changer.» Antoine, voisin du restaurant, a déjà échangé avec Hayk Shahinyan. «Il vit à Paris. Il est sympathique. Pour moi, il s'est sacrifié pour les Gilets jaunes.»

Investi dans le mouvement, le manifestant a-t-il suspendu son activité ? Le restaurant n'a en tout cas jamais ouvert ses portes. L'homme serait également entrepreneur à Paris. Une seconde société, qui là encore, ne compterait aucun salarié.

« Récupération politique »

Au sein du mouvement des Gilets jaunes, un flou similaire persiste. Qui est Hayk Shahinyan ? Personne ne peut vraiment répondre à cette question alors que près de 4000 internautes "likent" sa page Facebook officielle. Ses interventions sont saluées par bon nombre de Gilets jaunes. Comme son sang-froid. Sa prestance.

Localement, les avis sont plus mitigés. Les administrateurs de la page Gilets jaunes Lyon Centre ne l'ont jamais vu. Idem pour bon nombre de militants lyonnais que Le Progrès a contactés. «Il n'est jamais venu sur nos ronds-points ou à TEO», s'agace Yacine. «J'ai essayé de contacter Gilets jaunes le mouvement, son association. Je voulais y adhérer. Je n'ai eu aucune réponse.»

Abdelazize Boumediene, l'un des organisateurs des rassemblements de Lyon Croix-Rousse, explique l'avoir croisé une fois lors d'une manif. Puis il n'en a plus entendu parler. «Il y en a toujours qui se servent de nous pour accéder à des postes prisés ou pour lancer des campagnes. Nous le répétons : nous sommes un mouvement apolitique», affirme le militant.

Hayk Shahinyan aurait cofondé l'association Gilet jaune le mouvement. Et il aurait été choisi par ses pairs pour être "le communicant" du groupe. Un porte-parole qui enchaînerait donc à Paris les interventions médiatiques. Rôle qu'il a joué à merveille.

Jusqu'à ce qu'il fasse «cavalier seul», nous renseigne Fabrice, autre fondateur de Gilets jaunes le mouvement, qui dénonce «une surmédiatisation complètement folle.» «Plusieurs fois, on lui a demandé de stopper les interventions télévisées. Il a refusé», raconte son ancien associé. Ce mercredi 16 janvier, Hayk Shahinyan annonçait son départ de ce groupe. Il souhaiterait «créer une nouvelle structure.» Le "bon client" intrigue. Qui représente-t-il à part lui-même ? Sollicité depuis deux jours, Hayk Shayninan n'a pas donné suite à nos demandes d'interview.

## **25 janvier, Lettre ouverte à Hayk Shahinyan**

Depuis début décembre je découvre votre ton paisible sur des dizaines de plateau télé et pourtant je ne suis pas un acharné du petit écran, mais même ceux qui veulent vous éviter ne le peuvent.

Je ne doute pas que votre auto-désignation comme directeur de campagne d'une liste aux européennes va vous valoir des tonnes de fausses informations. Mais que vous soyez ou pas un sous-marin de Bernard Tapie m'importe peu. On va aussi vous reprocher cent fois de faire le jeu de Macron mais tout le monde a le droit de se présenter à une élection.

Ce qui me vaut cette lettre ouverte c'est une évidence plus honorable : vous accédez à une tonne d'émissions et quand vous ne pouvez vous dédoubler vous envoyez le copain Barnaba, comment est-ce possible ?

Je ne doute pas un instant que d'autres gilets jaunes étaient disponibles mais non, c'est vous le chouchou des journalistes. Est-ce que votre ton paisible est jugé télégénique ? Ou la raison est-elle plus politique ?

Le phénomène je l'ai analysé minutieusement en 2007 quand les médias ont fabriqué le candidat José Bové (que j'ai soutenu un temps). Certains ont dit qu'il s'agissait de diviser encore plus la gauche. J'ai découvert que cet effet collatéral ne devait pas faire oublier l'essentiel. Les médias veulent fabriquer eux-mêmes les candidats aux élections ! Autrefois leur honneur venait de leur capacité à informer. Il existe encore un peu, mais est marginal. Aujourd'hui leur honneur est de fabriquer de grandes quêtes publiques, de grands films et de grands politiques. D'où cette contradiction : les grands médias ont fabriqué Macron qui se présente comme une victime des grands médias !

Avec le mouvement des gilets jaunes le même paradoxe se produit : des médias qui font la promotion du mouvement et l'insultent en même temps. Une façon de se donner des airs d'objectivité ? Non, c'est une façon de jouer dans la classe des décideurs et non dans la classe des informateurs... sans se donner la responsabilité d'assumer les décisions ! Bref, votre liste a été fabriquée par les médias, à la merci de qui vous allez rester !

Un jour de 1994 un grand Mexicain a eu les honneurs de la presse internationale puis un autre jour de 2002, les médias l'ont renvoyé dans sa forêt. Je veux parler de celui qui se faisait appeler le Sous-commandant Marcos dont beaucoup de gens pensent qu'il a disparu or il mène exactement la même lutte au Chiapas !

Vous devez donc le savoir : en 68 les politiques commandaient aux journalistes qui se sont lancés dans une grève historique et à présent les journalistes commandent aux politiques dont le bras droit de référence est appelé conseiller en communication ! Vous êtes leur jouet et, oui, là ce n'est pas sans rapport avec les bénéfices que vous apportez à Macron.

Notez bien la différence : Mitterrand a créé Génération écologie, ou la candidature de Tapie aux européennes de 1994, mais pour vous, ce miracle, ce sont des journalistes qui l'ont créé d'eux-mêmes, peut-être parce qu'à présent ils baignent tellement dans la société d'en haut, qu'ils parlent le plus souvent comme elle.

Un jour, il vous faudra éclaircir ce lien aux médias. José Bové a fait de la prison pour devenir un enfant chéri des caméras mais vous, qu'avez-vous fait ? En attendant une réponse qui ne viendra jamais, recevez toute la colère que m'inspire votre démarche.

## **26 janvier, Gilets jaunes : un historique à Lyon**

Je reprends un historique du Progrès de Lyon. Comme à Toulouse on découvre que les mutations du mouvement font que les manifestants quittent les ronds-points pour les métropoles. Le phénomène ne eut que changer la sociologie des présents et par là même le rapport aux revendications. A suivre. JPD

L'acte II, samedi 24 novembre 2018

Les ronds-points sont occupés un peu partout (Feyzin près de la raffinerie, Saint-Romain-de-Popey, péage de Téo à Caluire)... A Villefranche, où l'A6 est envahie et coupée (elle le restera plusieurs jours). Les gendarmes, qui ont reçu le renfort de forces mobiles et de CRS et ont fait face à des gilets jaunes virulents. Un gendarme a été blessé et au moins cinq personnes ont été interpellées. Du côté de Givors, les Gilets jaunes ont essayé de bloquer, le matin, l'accès au centre commercial de Givors 2 Vallées. La police est intervenue pour stopper l'opération. A 14h30, la situation était revenue au calme. Les manifestants bloquent par intermittence. A Lyon seulement 150 Gilets jaunes ont manifesté dans les rues du centre de Lyon entre Bellecour et les terreaux, le cortège a repris ensuite la direction de la Préfecture.

#### L'acte IV, samedi 8 décembre 2018

Depuis le précédent samedi, les lycéens ont rejoint le mouvement. Des événements violents ont émaillé les manifestations lycéennes de la semaine. Les Gilets jaunes n'auront pas réussi à faire annuler la Fête des Lumières de Lyon, qui se tient sous haute sécurité. Ils sont plusieurs centaines à manifester à Lyon. Démarrée dans le calme à Bellecour, la manifestation s'est durcie vers 16h30 et des incidents sont aussi relevés à la Guillotière.

A Lyon, le rassemblement des Gilets jaunes s'est terminé dans une ambiance très tendue, à Bellecour. Des fauteurs de trouble se sont invités dans le cortège, qui a rassemblé des centaines de personnes, et ont caillassé les forces de l'ordre. Ces dernières ont répliqué en faisant usage d'une quantité importante de gaz lacrymogènes. Il aura fallu trois heures aux policiers pour stopper les troubles. 36 interpellations dans le Rhône. Plusieurs policiers blessés.

#### L'acte V, samedi 15 décembre 2018

À Lyon, un millier de Gilets jaunes ont défilé ce samedi 15 décembre dans le centre-ville. 9 personnes ont été interpellées et six policiers ont été blessés. À Villefranche, une "marche de l'espoir" a été organisée dans la matinée. Et à Saint-Romain-de-Popey et Beynost (Ain), des ronds-points ont été occupés. Des incidents ont éclaté juste avant la Fête des Lumières, qui a pu être maintenue.

#### L'acte VI, samedi 22 décembre 2018

Environ 800 personnes à Lyon, moins de monde mais toujours des tensions.

Pour le 6e week-end consécutif, les Gilets jaunes ont manifesté à Lyon. Le rassemblement principal s'est achevé par des tensions en fin d'après-midi aux alentours de la Part-Dieu, de la Guillotière puis de Bellecour. À la clé, six interpellations et quatre blessés, dont deux policiers. C'est un acte VI en deux scènes qui s'est joué samedi à Lyon : le calme du début d'après-midi a laissé place aux débordements vers 17 heures.

L'acte VI de la mobilisation des Gilets jaunes dans le Rhône a été marqué samedi par le blocage, plusieurs heures, du centre commercial de Lyon Confluence. Après un tour vers la Part-Dieu à 17 heures, les manifestants, moins nombreux, se sont retrouvés dans le centre-ville. A 20 heures, une poignée de manifestants s'en est pris aux vitrines des commerces de la rue Victor-Hugo.

#### L'acte VII, samedi 29 décembre

L'acte VII des Gilets jaunes a bien eu lieu dans le Rhône, quasiment dans tous les lieux "habituels". Si aucun incident n'a été déclaré en périphérie, la situation a commencé à se tendre en début de soirée au centre-ville de Lyon. Au total, 20 personnes ont été interpellées au cours de la journée. 10 étaient toujours en garde à vue ce dimanche. 7 ont été déférées au Parquet en vue d'une comparution immédiate ce lundi 31 décembre.

L'acte VIII, samedi 5 janvier 2019

La préfecture du Rhône indique que sept personnes ont été interpellées en marge des manifestations des Gilets jaunes ce samedi, dans le département. Toutes l'ont été à Lyon, notamment pour avoir caillassé les forces de l'ordre. Au moins 1 300 manifestants ont battu le pavé à Lyon samedi après-midi, selon un comptage de la police. Les Gilets jaunes étaient toujours mobilisés à Villefranche et Tarare. Alors que certains distribuent des tracts présentant leurs revendications et appelant à remplir le cahier de doléances, en mairie, au rond pont des Chantiers, au sud de Villefranche-sur-Saône, un groupe se rend pacifiquement à l'entrée de l'autoroute, vers Lidl. Une vingtaine de Gilets jaunes étaient également mobilisés sur le rond-point des Arthauds à Pontcharra-sur-Turdine. A la sortie 35 de l'A89 les barrières de péage ont été ouvertes.

L'acte IX, samedi 12 janvier 2019

Plusieurs groupes ont battu le pavé toute la matinée, de la Part Dieu à Bellecour en passant par les Terreaux. La situation s'est tendue aux alentours de 15 heures, plusieurs interpellations ont été réalisées. En fin de journée, le calme est revenu dans le centre-ville tandis que des Gilets jaunes prenaient la direction du musée des Confluences via l'A7. L'autoroute est restée bloquée une dizaine de minutes.

Après s'être rendus sur plusieurs ronds-points, les Gilets jaunes du Beaujolais ont entamé l'après-midi en distribuant des tracts devant un supermarché. Pendant ce temps, l'opération "péage gratuit" aux abords de l'A6 s'est déroulée dans le calme. À Vénissieux, une douzaine de Gilets jaunes ont distribué des tracts proclamant : "Stop au mépris de nos quartiers!". Un mouvement pacifique initié par l'ex-conseiller municipal, Mokrane Kessi. Il réclame la tenue d'états généraux des quartiers. À Givors, le rond-point nord de la zone commerciale du Gier a connu son neuvième samedi consécutif d'action entrepris par le mouvement des Gilets jaunes. À Tarare, une vingtaine de Gilets jaunes sont sur le rond-point d'accès à l'A89 à Tarare-Est. Comme chaque samedi, ils mènent une opération péage gratuit.

L'acte X, samedi 19 janvier 2019

A Lyon, cette nouvelle journée de protestation a rassemblé environ 1.800 manifestants sur la Presqu'île. La majeure partie s'est rassemblée place Bellecour, en début d'après-midi. Les participants ont ensuite défilé dans le calme, en faisant le tour de la Presqu'île.

Des incidents ont finalement éclatés dans l'après-midi. Sept individus ont été interpellés. Dix policiers ont été blessés, un fonctionnaire de la BAC a été plus sérieusement atteint.

A Villefranche, quatre-vingts Gilets jaunes ont défilé samedi matin, rue Nationale. Selon un des porte-parole du mouvement, une partie des manifestants a préféré se rendre à Lyon. Une opération "péage gratuit" a été mise en place l'après-midi.

A Tarare, une marche a réuni environ 130 personnes, dans le calme, "pour rendre hommage aux Gilets jaunes décédés", selon l'un d'eux. Les manifestants se sont arrêtés

chez les pompiers. Une plaque a été remise aux soldats du feu de Pontcharra, avec les noms des pompiers disparus lors de l'explosion au gaz de Paris.

L'acte XI, samedi 26 janvier 2019

Le mouvement ne semble pas s'éteindre malgré la grande concertation nationale qui a débuté.

## **26 janvier, Toulouse, en jaune et en grève ?**



Vu le nombre de manifestants le 19 janvier, 10000 selon la police, 20000 à mes yeux, un constat est fait ici ou là : Toulouse est l'épicentre de la révolte. (nous verrons pour aujourd'hui).

Je n'ai pas lu beaucoup d'explications et je ne vais que les effleurer.

D'abord pour dire que ce n'est pas un effet de la bonne organisation car, sans être toulousain j'ai pu apprendre que les Assemblées générales n'étaient pas une vraie réussite, que les quatre commissions (revendication, action, communication, organisation) étaient très actives mais ne peuvent expliquer la forte participation. Peut-être les liens recherchés avec les syndicats ? Peut-être les liens avec les manifs climats?

Pour la date cruciale du 5 février, Toulouse appelle à une grève générale pour les 4, 5 et 6 février, quand la CGT parle seulement du 5 ! (un appel pas très clair à ce jour)

Avec cette dernière phrase sur l'affiche : « Que Mai 68 nous serve d'exemple ! »

Ou celui qui a rédigé d'affiche rêve depuis des décennies de rejouer 68, ou le mouvement toulousain est atypique car dans les faits les gilets jaunes sont l'exact contraire de Mai 68 !

Le mouvement de 68 a reposé d'abord sur la lutte des étudiants qui dans une université qui s'est démocratisé représentait cependant la partie favorisée de la jeunesse française puis ensuite, l'occupation des usines a été mise en œuvre par les bastions syndicaux de l'aristocratie ouvrière. J'en conviens, la grève s'est ensuite étendue même dans des usines du Tarn et Garonne sans le moindre syndicat, mais globalement cependant ce ne fut pas une révolte de la misère.

Inversement, et à ce jour les enquêtes le confirment (mais il n'y a pas besoin d'enquêtes quand on croise les gilets jaunes) le mouvement actuel vient des oubliés de la société. Il n'a pas l'organisation de l'époque même si l'action repose sur les revendications sociales.

On peut saisir les différences entre les slogans «poétiques» de 68 et les slogans terre à terre des gilets jaunes. Je trouve d'ailleurs géniale l'idée d'utiliser le gilet pour y inscrire ses revendications !

Cependant la différence fondamentale à mes yeux est ailleurs. Elle concerne les médias et leur révolution.

En 68 le pouvoir politique dictait sa loi aux médias alors qu'à présent les médias dictent leur loi aux politiques. Qui peut imaginer aujourd'hui une grève à la télé de l'ampleur de celle de l'ORTF ? (grève souvent oubliée quand on évoque 68)

Quoi va-t-on me répondre, Macron et ses sbires ne dicteraient pas leur loi aux grands journalistes ?

Or voilà que les gilets jaunes confirment mon diagnostic : depuis le premier décembre les grands médias s'activent pour créer une liste gilets jaunes aux européennes et vont y arriver au-delà de leurs espérances. (voir lettre à Shahinyan)

Il existe bien sûr des constantes entre 68 et aujourd'hui (l'envie de se révolter) mais elles restent mineures par rapport aux différences.

Je prétends avec beaucoup d'autres que le mouvement de 68 pouvait être récupéré par le capitalisme conquérant et il l'a été (les anciens de 68 qui crachent sur les gilets jaunes font peine à voir) alors que le mouvement des gilets jaunes est la marque, de ce Guilluy appelle le «marronnage» des classes populaires (dans le sens des esclaves marrons qui hors de la société tentait de vivre une autre société), et de ce fait est irrécupérable, sauf à faire disparaître les dites classes populaires ! Sauf que la France ne pourra pas se réduire aux glorieuses métropoles !

Il reste à voir comment dans cette métropole qu'est Toulouse le mouvement va évoluer pour en comprendre les éventuelles mutations et persistance.



## **26 janvier, Les gilets jaunes et Kamel Daoud**

Il m'est arrivé de donner le point de vue d'un autre auteur algérien : Areski Metref, donc je tiens à faire référence aussi au texte de Kamel Daoud. Il ne parle pas explicitement des gilets jaunes mais de l'usage des mots qu'ils pratiquent et pour une part je rejoins sa mise en garde.

Déjà à 17 ans je refusais le slogan CRS=SS aussi quand j'ai vu surgir la photo, côte à côte, d'Hitler et de Macron doté d'une moustache, j'ai été estomaqué ! A cet ami qui la diffusait en notant que la ressemblance était frappante, j'ai seulement répondu que j'allais revoir mes connaissances historiques ! Ce cadeau à Hitler venant d'un antifasciste affiché c'est déroutant ! Mais le problème n'est pas seulement celui de l'exagération incongrue, mais du soutien que l'on apporte à l'adversaire dont un des combats permanents vise à détruire le sens de TOUS les mots !

Vendredi soir à la réunion de Montech, l'homme qui a bien parlé à la tribune de démocratie, a reconnu qu'il risquait de choquer mais pour lui nous vivons en esclavage ! Un ami aimait reprendre cette comparaison et il m'apporta, avant même que j'indique mes doutes, un argument incontestable : les propriétaires d'esclaves étaient contraints de les loger et nourrir. Vu le capital qu'ils représentaient, ils ne pouvaient trop les malmenager ! Or on peut jeter un ouvrier à la rue... C'est là bien méconnaître la réalité de l'esclavage !

Le problème n'est pas seulement celui de l'exagération incongrue mais c'est la négation de toutes les luttes sociales passées qui ont permis de faire de la France, un pays attrayant pour des millions de gens dans le monde.

Pour Kamel Daoud, le premier problème vient de l'usage du mot de «dictateur» à l'adresse de Macron. Il demande alors : Quel mot reste-t-il alors pour les dictatures du sud ? Quand les dictateurs d'Egypte, de Turquie, d'Iran prétendent que la répression des gilets jaunes est bien la preuve que Macron est un dictateur, que faut-il en déduire ?

Dans mon livre sur les gilets jaunes, le mot dictateur n'apparaît qu'une fois, dans la bouche d'une gilet jaune qui traite de dictateur non seulement Macron, mais tout la classe politique !

Il m'arrive d'admettre le mot pour la France, mais seulement avec cet oxymore : dictature démocratique. Quand la démocratie prétend qu'il n'y a plus d'alternative à une situation en place, alors elle rejoint la dictature. Mais jamais je ne vais m'aventurer à traiter un président français de dictateur. Je l'appelle Eminent Monarque en tant que méthode, mais là aussi c'est mal connaître l'histoire que de l'habiller en Louis XVI.

Il est possible de répondre à Kamel Daoud que le mot est dans le contexte français, mais je doute qu'il puisse accepter cette relativité.

Pour les violences policières Kamel Daoud se trompe car elles n'ont pas en France les mêmes fonctions qu'en Turquie par exemple. Parfois les gilets jaunes font penser à la révolte des vigneronns de 1907. Pendant des semaines, des dizaines de milliers de manifestants ont occupé les rues totalement pacifiquement, puis Clémenceau a fait appel à l'armée qui a déclenché les violences, pour susciter des ripostes violentes.

Dans une dictature, la violence policière est le fond du pouvoir. En France, les violences policières servent à masquer le fond du pouvoir.

Hier à Toulouse il y a eu 20000 personnes dans la rue et le soir à la télé, et le lendemain aussi, rien sur le cortège des 20000 mais, en boucle, deux actions des casseurs !

Voilà pourquoi, à mes yeux, parler de dictature en France joue le même jeu... que l'intervention policière : masquer le fond du pouvoir plutôt que de déchirer, comme c'est l'intention du mouvement, le voile qui le cache.

## 26 janvier, Pierre Perret et le gilet jaune



Je ne l'ai rappelé nulle part, ce qui fait que la référence aux Gaulois risque d'être mal comprise avec le temps qui passe.

Fin août 2018, au Danemark, Macron a eu une de ses petites phrases qu'il aime tant : *"Il ne s'agit pas d'être naïf, ce qui est possible est lié à une culture, un peuple marqué par son histoire. Ce peuple luthérien, qui a vécu les transformations de ces dernières années, n'est pas exactement le Gaulois réfractaire au changement ! Encore que ! Mais nous avons en commun cette part d'Européen qui nous unit"*, a-t-il plaisanté.

Ah ! Les Gaulois réfractaires au change-ment ! La petite phrase va donc ressurgir avec les gilets jaunes. Et fidèle à son habitude, il n'a pas oublié de faire de l'autosatisfaction :

*« Si pour le président, il s'agissait d'une simple plaisanterie, cette sortie rappelle une autre petite phrase de l'été 2017 sur les Français qui "détestent les réformes". Le président estime pourtant avoir réussi depuis son élection à provoquer un "changement culturel" chez les Français. "Vous verrez la France transformée par son peuple. Les gens changent d'état*

*d'esprit, ils sont beaucoup plus ouverts au risque", a-t-il déclaré devant le patronat danois.»*

Que ne ferait-on pas pour attirer les investisseurs !

Donc cette photo de Pierre Perret avec un Gaulois me semble riche de sens car le chanteur a toujours été plus ou moins heureux d'user de quelques «gauloiseries».

## 27 janvier, Gilets jaunes du Tarn

Voici un article de *La Dépêche* : Les Gilets jaunes du Tarn et de l'Aveyron défilent en nombre à Albi

Renforcés par les voisins aveyronnais, les Gilets jaunes ont défilé calmement dans les rues d'Albi, samedi. Malgré le débat national, la mobilisation est encore forte dans la rue.

Des «Macron démission» résonnent sous les fenêtres du préfet du Tarn. Samedi, après deux heures trente de marche dans les rues d'Albi, le cortège des Gilets jaunes a terminé sa manifestation devant la préfecture avant de se disperser dans le calme.

Cet acte XI du mouvement a connu une affluence bien plus importante que la semaine passée. 700, 800, 1 000 selon certains, si les chiffres du nombre de manifestants prêtent toujours à contestation, la mobilisation reste encore importante au bout de onze semaines.

Il faut dire que les Gilets jaunes tarnais avaient reçu le renfort des voisins aveyronnais ce samedi après-midi. Pour ceux qui avaient décidé de ne pas rejoindre le cortège toulousain et ses risques de dérapage. À Albi, la manifestation s'est déroulée de façon tout à fait pacifique. Les Gilets jaunes se sont rassemblés vers 14 heures à hauteur de la place de l'Amitié entre les peuples. Les drapeaux de la CGT flottaient également au vent même si les

troupes syndicalistes sont encore peu nombreuses. La FSU était aussi présente. Pour Solidaires qui avait lancé un appel à manifester, on n'apercevait qu'un petit drapeau. C'est de l'Aveyron que sont arrivés les renforts, salués par des applaudissements.

Pour une longue marche qui a commencé par la gendarmerie avant de passer par le commissariat. Chez les Gilets jaunes, les 400 PV reçus ne passent pas. Ils l'ont fait savoir avec des slogans hostiles à la police. Dans les interventions à la sonorisation, il est aussi questions des nombreux blessés et mutilés dans les rangs des Gilets jaunes.

Sur les pancartes, la diversité des revendications ressort toujours. Mais les demandes de plus de démocratie et moins d'inégalités, la mise en place du RIC reviennent le plus souvent. Dans les rangs des manifestants, on discute du grand débat national.

Pour Denis, retraité Gilet jaune, comme pour beaucoup d'autres, «ce n'est qu'une opération de communication du gouvernement».

D'autres, moins nombreux, comme ce monsieur de Puygouzon estiment «qu'il faut tout de même y participer». Même s'ils émettent beaucoup de réserves sur la façon dont la synthèse sera faite.

En tout cas, ce débat n'a pas fait rentrer chez eux tous les Gilets jaunes comme l'a prouvé la manifestation d'hier.

Près de 200 à Castres Sous la bannière «Nous sommes les oubliés», entre 150 et 200 Gilets jaunes sud Tarnais ont fait un tour de ville hier soir pour une marche nocturne destinée à rappeler : «Nous sommes moins présents sur les ronds-points mais plus que jamais mobilisés» indique l'une des coordinatrices de cette opération escargot qui a un peu perturbé (volontairement) la circulation. Un service d'ordre «GJ» était aussi déployé pour encadrer «au cas où». Entre *la Marseillaise* et le tube «*Gilet Jaune*» tourné d'ailleurs en partie à Castres, ce sont principalement les slogans anti-Macron qui ont eu la préférence des manifestants.

Le chiffre : 800 manifestants > Grâce au renfort des Aveyronnais. Les estimations oscillent entre 700 et 1 000 personnes dans les rues, hier. Quel que soit le chiffre retenu, il s'agit de la plus grosse manifestation de Gilets jaunes à Albi depuis le 17 novembre 2018. P. G

## **27 janvier, La liste Ingrid Levavasseur**

Derrière la tête de liste, voici les neuf autres membres, âgés de 29 à 53 ans, et qui sont comptable, cariste, commercial, juriste ou encore fonctionnaire territorial. Il s'agit de Côme Dunis, Myriam Clément, Frederic Mestdjian, Brigitte Lapeyronie, Ayouba Sow, Agnès Cordier, Marc Doyer, Barbara Turini et Geoffrey Denis.

Et les candidats suivants devront être validés par les dix. Dans un premier temps le projet supposait un tirage au sort des candidats !

Je suis surpris de ne pas y voir Barnaba et Christophe Chalença. Pour ce dernier, dès le 10 décembre je reprends cette info du journal Marianne : Christophe Chalença y donne des éléments utiles : «J'ai participé au mouvement Nous citoyens, et j'ai été candidat aux législatives de 2017 avec Génération citoyens. » Ce qui est tout à fait exact et nuance le propos précédent quand il dit qu'il n'a jamais été encarté politiquement. Il a obtenu 0,63% et vous pouvez lire sa profession de foi sur mon site internet. Elle confirme une part de son combat d'aujourd'hui (assemblée citoyenne) et en dément une autre : son soutien à Macron!

En fait c'est son chef de parti qui est là en la personne de Marc Douillet. Un parti qui a soutenu dès le premier tour Emmanuel Macron, qui a présenté sans grand succès des candidats aux législatives qui au second tour ont appelé à voter Macron. On a le droit de changer.

Le nerf de la guerre. Pour pouvoir présenter une liste aux européennes et assurer une campagne électorale, la liste Ralliement d'initiative citoyenne doit encore trouver les fonds nécessaires, d'un minimum de 700 000 à 800 000 euros, rappelle Le Figaro. "Nous avons pour l'instant à peu près 10% de cette somme, assure Hayk Shahinyan au quotidien. Nous allons lancer un appel aux dons et peut-être une campagne de crowdfunding."

Problème, le "guide du mandataire" pour les élections européennes, mis en ligne sur le site de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) le 11 janvier précise que "la pratique du financement participatif (crowdfunding) n'est pas conforme à la législation relative à la perception de dons pour le financement des campagnes électorales, dans la mesure où les fonds sont recueillis par un intermédiaire autre que le mandataire financier ou l'association de financement". Ce qui n'empêche pas de pouvoir récolter des fonds en ligne à condition de créer son propre formulaire sur le site de la campagne ou du parti, précise Le Parisien.

Comme je l'ai écrit par ailleurs mon problème majeur c'est le poids des médias dans cette décision qui apparaît un peu moins quand on regarde les dix noms sauf si on note qu'il fallait des femmes donc M. Clément a laissé sa place à Mme Clément !

Côme Dunis gilet jaune de Montargis habitué de BFM a eu les éloges du site Fdesouche le 10 décembre.

Dès le 20 décembre, plusieurs figures nationales et locales des Gilets Jaunes ou mouvements déjà structurés tels que les *Gilets jaunes le Mouvement* (Ingrid Levavasseur, Jérémy Clément, Côme Dunis, Jean-François Barnaba, Christophe Chalencçon, Hayk Shahinyan) et de nombreux soutiens des Gilets Jaunes (personnalités, associations et mouvements citoyens) se sont réunis à Paris pour affirmer leur volonté de travailler ensemble et de jeter les bases d'une structuration démocratique afin de se coordonner, et de construire l'avenir. » A suivre.

## **2 février, Gilets jaunes une semaine après**

J'ai quitté le département lundi matin et aujourd'hui je le retrouve sans manifestation gilets jaunes à Montauban ! Le rassemblement a été décidé je ne sais par qui, à Caussade. Ceux qui suivent ce blog savent toute l'attention que je porte au groupe de Caussade, depuis le début. Là comme ailleurs il y a eu un premier groupe facebook puis un autre qui s'est appelé le nouveau.

J'avais moi-même émis l'idée de manifestations tournantes sur le département mais la forme prise (c'est-à-dire avec peu d'informations) risque de virer au fiasco car comme tous les samedis quelques gilets jaunes vont se retrouver à Montauban sans savoir que le rendez-vous est à Caussade.

En étudiant les gilets jaunes à partir du Tarn-et-Garonne je peux mieux qu'ailleurs, sentir les effets de l'essoufflement, de la répression, de la division interne et des erreurs commises.

En commençant d'ailleurs par le cas de Caussade, ville auxquelles m'attachent des raisons sentimentales.

Au cours d'une première assemblée générale à Montauban, tenue au Marché Gare où des hommes tenaient le haut du pavé, une voix féminine s'est fait entendre pour contester l'idée d'un collectif rassemblant des délégués de chaque groupe car a-t-elle-dit : A Caussade tout le monde veut être chef alors comment choisir une représentant !

Sur le facebook des divisions internes se sont affichées suite à la décision de première assemblée citoyenne. Et en une semaine ce n'est pas la seule nouveauté que ce déplacement de la manifestation.

Mais j'y reviendrai plus tard après quelques discussions sur la manif de Caussade.

## **2 février, Et la FSU pour le 5 février ?**

Reprenant mes marques, après une semaine loin du dossier gilets jaunes, je me tourne vers les syndicats pour voir où en est la préparation de la grève dite générale du 5 février. Donc je vais voir du côté du syndicat FSU et c'est le néant. Enfin, pas tout à fait puisqu'il y a une longue lettre adressée au président de la République dans le cadre du Grand débat où je retrouve ce que le syndicat demande depuis des années sans rien obtenir. Bien sûr l'expression «gilets jaunes» est absente remplacée, au sujet du pouvoir d'achat, par «il est aussi aujourd'hui au cœur du mouvement social qui s'exprime». Or ce qui est au cœur du mouvement c'est la lutte pour une autre démocratie capable de satisfaire les revendications (même si je pense que le RIC est bien limité).

Bref, dans le cadre de cette longue lutte la FSU apporte sa contribution par le lancement avec d'autres d'une pétition et l'écriture très bureaucratique d'une lettre au président ! Et ensuite on s'étonnera que les gilets jaunes qui avaient eu l'illusion de compter sur un tel appui soient mécontents.

Je donne en pièce jointe le texte mais je défie quiconque d'aller jusqu'à la fin de la lecture des quatre pages !

Pour le 17 novembre les gilets jaunes ont avancé une petite revendication et les moyens de la satisfaire par l'appel au blocage ! Les syndicats énoncent une grande liste de revendications sans proposer le moindre moyen pour les satisfaire !

Cependant, parmi les multiples contradictions des gilets jaunes, ils s'orientent eux aussi vers une démarche syndicale en jugeant important d'établir la liste des revendications sans ajouter de nouveaux moyens pour les satisfaire ! Alors qui vivra verra !

## **2 février, Solidaires plus mobilisés ?**

Voici l'appel de Solidaires pour le 5 février et les jours suivants. Syndicat qui se veut le plus révolutionnaire nous verrons les effets réels de cet appel. Pour le Tarn-et-Garonne ça peut concerner au plus une dizaine de personnes (je parle pour les grévistes mais avec les retraités on peut multiplier le nombre par deux). Quatre exemples sont cités : Nantes, Dijon, Toulouse et Poitiers. C'est bien peu pour une grève dite générale.

P.S. Quant à l'expression posons des actes forts elle me sort par les yeux.

## **Tous-Tes dans les rues et en grève le 5 février et les jours qui suivront : Posons des actes forts !**

Depuis novembre la colère sociale que nous sentions bouillir depuis plusieurs mois s'est répandue dans le pays. Elle porte principalement des exigences de justice sociale et fiscale dans un contexte où les inégalités et l'accaparement des richesses par quelques un-es deviennent tout simplement insupportable à une large majorité de la population.

Cette colère est juste face à une violence sociale qui plonge beaucoup dans une immense précarité. Elle est juste face à un débat confisqué depuis de trop nombreuses années par les néolibéraux de toutes chapelles. La réponse ne peut pas être la violence des forces de maintien de l'ordre qui a déjà fait de trop nombreux mutilé-es et blessé-es. La réponse ne peut pas être non plus de tenter de noyer le poisson dans un faux débat qui pose en postulat de ne rien changer à l'ordre économique actuel. La réponse n'est pas plus dans le rejet de l'autre, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'exclusion.

La responsabilité du mouvement syndical est importante et il se doit de poser des actes forts. Depuis plusieurs mois, Solidaires propose aux autres organisations de s'unir sur des bases revendicatives fortes et de construire une grève générale reconductible pour peser dans le rapport de force et arracher des augmentations de salaire et des droits sociaux. Même si l'union reste difficile nous ne souhaitons ni tomber dans la posture, ni renoncer à la construire.

Nous essayons dans le même temps dans nos services, dans nos entreprises, avec les forces du mouvement social de construire la grève et amplifier ainsi les mobilisations et le blocage de l'économie. Dans le même temps, depuis plusieurs semaines, dans de nombreux endroits, nous participons aux actes proposés par les gilets jaunes qui se succèdent chaque samedi et nous manifestons pour tracter, discuter, échanger, lutter ensemble.

Nous appelons à manifester les prochains samedi et à poursuivre la construction des convergences qui sont en cours dans un nombre de plus en plus important de villes entre les gilets jaunes et le mouvement social, comme par exemple à Nantes, Dijon, Poitiers ou Toulouse.

Ces convergences se saisissent aussi ces derniers jours de la date du 5 février posée par la CGT. Pour Solidaires il ne peut s'agir d'une date isolée. Elle doit servir de point d'appui pour être toujours plus nombreuses et nombreux dans les manifestations, sans les opposer et pour amplifier encore le mouvement en débattant ensemble d'une grève générale reconductible.

L'Union syndicale Solidaires est disponible pour travailler avec toutes et tous, dans les lieux de travail, les assemblées et dans la rue. Soyons massivement dans les rues et en grève pour les prochains actes, le 5 février et les jours qui suivront.

## **2 février, La CGT à l'offensive ?**

Un appel utile puisqu'au-delà de la grève du 5 il propose les mardis de l'urgence sociale. La CGT cheminot a bien déposé un mot d'ordre de grève. Je crains que l'agitation soit surtout en lien avec le Congrès de la CGT comme nous avons noté une certaine agitation au moment des élections professionnelles. Mais bon qui vivra verra.

P.S. L'expression : les conditions de la gagne me sort par les yeux.

### **Déclaration du Comité Confédéral National : ensemble pour gagner, le 5 février 2019 grève nationale de 24h publié le 30 janvier 2019**

Depuis de nombreux mois, les salarié-es, les retraité-es, les privé-es d'emploi et la jeunesse se mobilisent dans notre pays. Depuis la fin de l'année 2018, le mouvement dit des Gilets jaunes mobilise les attentions et révèle un regain de confiance en l'action collective. La

démultiplication des mobilisations s'oppose à la profonde injustice sociale et exige une autre répartition des richesses créées par le travail...

Cependant, plus le temps passe, plus le patronat et le gouvernement méprisent les revendications pour les détourner en détruisant les solidarités, plus les revendications sociales débordent.

Parti de la hausse des carburants, le mouvement des gilets jaunes a évolué. Des exigences nouvelles rejoignent désormais celles exprimées par les salarié-es, les retraité-es, les privé-es d'emploi, avec la CGT. C'est pourquoi, partout où cela est possible, la CGT continuera à travailler les convergences avec les Gilets jaunes. Elle sera présente auprès des assistantes maternelles (Gilets roses) et de toutes celles et ceux qui se mobiliseront le samedi 2 février contre la dégradation de leurs droits au chômage.

Pour la CGT, patronat et gouvernement doivent entendre immédiatement les revendications. Il y a donc urgence à les exprimer encore plus fortement et encore plus nombreux dans les entreprises, les services et dans la rue et à favoriser leurs convergences.

Ensemble, nous voulons créer les conditions de la gagne pour :

- une augmentation du Smic de 20% (1800 euros brut), du point d'indice, de tous les salaires et pensions ainsi que des minima sociaux ;
- l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- une réforme de la fiscalité par un impôt sur le revenu plus progressif et une TVA allégée sur les produits de première nécessité, le rétablissement de l'ISF et une imposition plus forte des plus hauts revenus et de la détention de capital ;
- le contrôle et la conditionnalité des aides publiques aux grandes entreprises ;
- le développement des services publics ;
- le respect des libertés publiques, tel que le droit de manifester remis en cause par le gouvernement ;
- le renforcement des droits et garanties collectives, des droits au chômage, de la sécurité sociale, notamment de la retraite ;
- une transition écologique juste et solidaire.

Dans ce cadre, le Comité confédéral national (CCN) de la CGT s'engage à créer toutes les conditions pour favoriser l'expression des besoins des salarié-es, des retraité-es, des privé-es d'emploi et des jeunes et plus largement des citoyens. Il les appelle à se saisir notamment des Cahiers d'expression revendicative populaire et les incite à s'engager dans l'action collective et dans la CGT.

Aussi, le CCN de la CGT appelle les syndicats et ses militants à proposer aux salarié-es de cesser le travail le 5 février 2019, dans le cadre d'une journée nationale de grève de 24h.

Elle organisera des assemblées générales dans les entreprises et services et mettra à disposition des salariés qui le décident, des appels à la grève dans tous les secteurs professionnels.

Afin d'élever encore plus les mobilisations, de les étendre, le CCN propose d'organiser chaque semaine les «mardis de l'urgence sociale».

À l'issue du pseudo «grand débat national» organisé par le président de la République, la CGT propose d'organiser une nouvelle journée nationale d'action mi-mars qui pourra être un moment fort pour remettre les cahiers d'expression revendicative populaire.

Dans ce calendrier de luttes, le 8 mars 2019, journée internationale pour le droit des femmes, permettra à toutes et tous d'agir ensemble pour gagner l'égalité par le haut entre les femmes et les hommes.

En ce début d'année 2019, la CGT, à l'offensive, dynamique, visible et disponible, se déploie pour construire une année de luttes et de conquêtes sociales dans l'unité la plus large.  
Montreuil, le 30 janvier 2019

## **2 février, le 5 février à Montauban**

Aujourd'hui sur la manif de Caussade, j'ai eu le tract concernant le 5 février à Montauban. Je m'en fais l'écho aussitôt. Il y aura donc un rassemblement puis une assemblée générale citoyenne à Montauban à 11 h devant le siège du MEDEF. L'appel est lancé par la CGT, Solidaires et SNUipp FSU 82 pour le 5 février, Journée nationale interprofessionnelle de grève. Pour le SNUipp liberté est laissée à chaque section donc c'est l'appel à la grève pour le SNUipp 82. Petite discussion sur la manif au sujet des rapports gilets jaunes / syndicats. Pour moi les deux ne parlent pas la même langue et au sein de chaque groupe chacun ne parle pas la même langue. La CGT ne parle pas la même langue que la CFDT et certains gilets parlent bien autrement que d'autres. Cette difficulté pour se comprendre vient cependant de beaucoup plus loin. Elle est philosophique. Face à une parole devenue pyramidale, il existe la parole horizontale où tout le monde est à égalité. Le gilet jaune sert d'uniforme et comme tout uniforme il masque les différences, et le drapeau syndical sert de point de ralliement historique et remet chacun à sa place. L'histoire a démontré que la grève générale ou la convergence des luttes n'étaient qu'un mythe. A un moment le syndicalisme a été remis en cause par des coordinations chez les instits, les infirmières, à la poste. Les syndicats SUD ont capté cette aspiration mais très vite eux aussi sont tombés dans une routine sans lendemain. A ne pas comprendre que depuis quelques années nous avons changé d'histoire, sous l'impulsion d'un capitalisme qui par la bouche de Macron ose user du mot révolution, il devient impossible de penser de nouvelles luttes sociales. J'ai cru moi aussi que l'échec de la grève des cheminots assurait un chemin glorieux pour Macron. Je me suis trompé mais va-t-on me répondre : que vont gagner les gilets jaunes ? Voilà une autre discussion qui viendra en son temps.

P.S. : J'apprends qu'en fait il y aura manifestation des syndicats du siège du Medef (rue du général Sarrail) à la place nationale et un cortège Gilets jaunes à la même heure du parking d'Eurythmie à la Place nationale. Avec ensuite une assemblée citoyenne.



## 2 février, Gilets jaunes à Caussade

Peut-être une fois ai-je eue l'occasion de manifester à Caussade, une ville où j'ai fait tant et tant de choses, jusqu'à y rencontrer voici deux ans, chez lui, Jean Bonhomme. Ma présence sur le marché pour vendre des légumes, ma première fois au cinéma pour voir Don Camillo, mon premier plongeon dans une piscine et ma longue vie au collège.

Comme, de samedi en samedi les manifestants finissent par se connaître j'ai croisé un actif de Moissac qui m'a donné quelques infos sur la réunion de Valence la veille, ceux de Castelsarrasin et quelques autres.

Marie-France parce qu'elle portait l'inscription ISF a eu l'occasion de discuter avec une dame qui ne savait pas ce que c'était, et qui en a profité pour se renseigner sur bien d'autres sujets.

Je suis de ceux qui souhaitent que le mouvement puisse rester proche des citoyens dans les petites villes, tout en étant clair dans l'organisation, pour éviter un genre de dispersion nuisible par manque d'information.

Par exemple La Dépêche a annoncé aujourd'hui la manif à Montauban qui en principe n'avait pas lieu !

Discussion aussi avec une personne sur les rapports gilets jaunes / syndicats.

Le cortège a emprunté calmement les rues de la ville et pour reconforter chacun à la fin de la marche, quelques boissons étaient offertes par les gilets jaunes à la mairie (je suppose, à la halle juste derrière la mairie, car nous n'avons pas attendu cette conclusion du parcours pour vérifier).

Autour de 250 personnes sont encore mobilisées et la belle organisation témoigne d'un groupe qui fonctionne correctement.

Quelques « Macron démission » « Castaner nike ta mère » et « Tous ensemble ». Beaucoup de pancartes.

Alors que la manif précédente de Montauban (quinze jours en arrière car samedi dernier nous avions de la famille) m'avait semblé plutôt triste celle-ci a gardé la fraîcheur du départ, visible sur des gilets jaunes parfaitement bien décorés. Je reconnais que je trouve génial d'inscrire sa particularité sur "l'uniforme" commun.

Le dessin du tableau de Delacroix, *la Liberté guidant le peuple* (beaucoup pensent que c'est en référence à 1789 alors qu'il s'agit du Gavroche de 1830) qui a été décliné de tant et tant de manières, me réjouit chaque fois que je le croise.

Bref, un bravo aux organisateurs.

## 2 février, La prochaine manif de Toulouse

Info surprise, les gilets jaunes de Toulouse s'organisant fortement ont décidé pour samedi prochain de décentraliser la manif suivant la carte ci-contre.

Personnellement je trouve l'idée juste même si je comprends qu'elle ne peut satisfaire tout le monde. De toute façon chez les gilets jaunes les contradictions sont multiples.

Je reprends par exemple cette critique : « Vous faites chier avec vos idées de décentrer les manifs. Dispersez-vous si vous voulez mais ne demandez pas aux autres de le faire. D'autant que sur les parkings, il y a des voitures, des automobilistes hostiles, des gens ordinaires. Vous cherchez à être impopulaires ? Rien à foutre des petits commerçants. Je ne suis pas poujadiste !!!! »

Cette critique fait l'impasse sur deux aspects de la proposition :

- Eviter ainsi la violence
- Donner à plus de gens la possibilité de manifester.

En fait je soupçonne celui qui a fait la critique de ne pas dire le fond de sa pensée : il pense que la violence est le moyen de gagner.

J'ai même lu un homme, ce qu'il y a de plus sérieux, prônant un coup d'Etat militaire !

P.S. Ajoutons que les parkings sont lieu de rendez-vous et non lieu de manifestation.

## 3 février, Gilets jaunes, Quatre assemblées à Montauban

La question des assemblées est liée à la question simple : qui décide chez les gilets jaunes ? Il y aura une confusion entre une assemblée des gilets jaunes décidant pour le mouvement, et une assemblée citoyenne ouverte à tous les citoyens. Nationalement c'est le terme d'assemblée citoyenne qui est retenu dans le sens où les participants sont des citoyens mais tous sont-ils là pour faire avancer les gilets jaunes ou pour les faire reculer ?

Bref, j'ai fait effort pour les suivre toutes.

1) celle suite à l'obtention d'une salle au marché gare le 6 décembre. Pour résumer, cette salle permettait un rassemblement à l'abri mais à l'écart et l'assemblée qui a réuni des personnes des divers groupes du département a abouti à une première coordination sans lendemain. Le facebook organisateur (Gilets jaunes du Tarn-et-Garonne) a été fermé deux jours après faisant ainsi le « bonheur » du facebook des durs (blocage national du Tarn-et-Garonne) tenant le rond-point d'Aussonne. Le lieu, la date et l'heure avaient été annoncés le matin même.

2) **celle du 20 décembre.** Cette fois le groupe d'Aussonne a lancé cette nouvelle assemblée, juste à côté du rond-point, qui a mis au point une nouvelle coordination départementale. Animée par Mika elle a été efficace, ouverte et comme à la précédente, pas l'ombre d'un dirigeant politique quelconque. Mika quittera ensuite le mouvement (je n'ai plus la date exacte) suite à une répression et c'est lui qui obtiendra sur facebook le plus vaste soutien avec 100 personnes qui lui disent leur admiration.

3) **celle du 13 janvier** va s'intituler 1er assemblée citoyenne du Tarn-et-Garonne. Elle nous ramène au point de départ si on note qu'une des décisions majeures a été l'ouverture d'une radio gilets jaunes installée... à la salle du marché-gare.

### **Voici le compte-rendu officiel de la 1<sup>ère</sup> Assemblée Citoyenne Département Tarn et Garonne**

Environ 250 personnes ont participé à cette réunion. Merci à vous d'être venu participer à cette première assemblée citoyenne.

Elle a duré à peu près 2h30, ce qui nous paraît un peu long, nous nous en excusons, mais la structuration du mouvement semble nécessaire pour continuer la mobilisation de façon efficace.

Présentation des modalités et du déroulement de l'assemblée:

Rappel. Les personnes qui organiseront l'AC prochaine seront différentes, se rapprocher auprès de junior. 3 Volontaires. L'AC aura lieu tous les 15 jours, elle aura donc lieu le Dimanche 27 janvier.

M6 avait répondu à notre invitation.

Êtes-vous pour ou contre la présence des médias lors de cette 1ère assemblée ? Vous avez répondu majoritairement oui, et le soir même nous faisons la 1 du 19h45 sur M6.

Êtes-vous pour ou contre l'élection d'un représentant unique pour notre département ?

Vous avez été une grande majorité à voter contre l'élection d'un représentant unique dans notre département.

Êtes-vous pour la structuration du mouvement ?

Là aussi, la majorité a voté pour la structuration du mouvement.

### **Présentation des 3 groupes de travail :**

Mise en place d'un groupe d'action, explication et rôle : 20 personnes répondent volontaires à participer à ce groupe de travail

- Proposer et préparer des actions sur les 15 jours à venir
- Analyser les avantages, les inconvénients et la faisabilité de chaque action. Cibler les risques si besoin
- Proposer les actions au vote si besoin
- Création cahier de propositions à disposition pour remonter des idées

Mise en place d'un groupe revendication, explication et rôle : 20 personnes répondent volontaire à participer à ce groupe de travail

- Regrouper les revendications
- Etudier et connaître les revendications
- Classer les revendications par thèmes
- Création cahier de propositions à disposition.

Mise en place d'un groupe de communication, explication et rôle : 20 personnes répondent volontaire à participer à ce groupe de travail

- Lancer les appels à la mobilisation
- Lier la communication entre groupe
- Organiser les réunions
- Créer des moyens de communication interne et externe
- Création cahier de propositions à disposition.

Débat et prise de parole.

Beaucoup d'idées sont venues spontanément de l'assemblée, tant de votre dialogue que par écrit. Elles sont toutes enregistrées. Il nous faut un peu de temps pour les analyser en groupe, et nous ne manquerons pas d'y répondre. Par contre certaines peuvent être mises en place le plus rapidement possible.

- Problèmes de communication réseaux ou autres a été évoqué
- Effacer l'image négative et néfaste des gilets jaune auprès de la population. Travail de chacun
- Faire travailler au maximum les petits agriculteurs régionaux, BIO et petits commerces.

Travail de tous

- Boycoter les grandes surfaces. Travail de tous

- Dénonciation des violences policières
- Proposition de création de banderoles.
- Information sur une radio gilets jaunes 82 (soumis aux votes)
- Différentes propositions d'actions

Les sujets n'ont pas tous été cités.

Suite à ce débat des questions font surfaces soumis aux votes de l'assemblée citoyenne

Etes-vous pour ou contre sur la création d'une radio concernant les gilets jaunes du 82 ? La majorité a voté pour.

Etes-vous pour ou contre sur la liste des élections européennes?

Vous avez répondu à la majorité contre. »

**4) celle du 27 janvier.** Organisée par des volontaires qui se sont manifestés le 13 (ils étaient trois seulement mais quatre à la tribune), elle a eu lieu à la Maison du Peuple. Depuis le début un groupe dirigeant existe sous le nom de «commission action» à côté des commissions, communication, et revendication. Ce découpage n'est rien d'autre que celui de Toulouse, une gilet jaune de la ville était venue le 20 décembre pour expliquer brièvement la modèlè dans sa ville. Là nous n'y étions pas du tout, pour cause de voyage, donc nous nous référons aux messages de participants. Le 13, Junior qui semble le pilier de tout l'édifice avait invité M6, et le 27 je ne sais qui a invité France 3 qui, le soir même, a présenté un reportage. Pour résumer, elle s'est mal déroulée, ce qui n'a rien de surprenant vu les tensions à Montauban entre les diverses forces politiques souhaitant contrôler le mouvement, après les déclarations tonitruantes de Brigitte Barèges. Pour le moment je n'ai pas de compte-rendu officiel.

Bilan ? De telles assemblées ont permis à la fois de mesurer la dispersion du mouvement à travers les multiples groupes facebook, mais aussi sa persistance. Des personnes ont pris un visage réel après le virtuel de l'internet. Mais ceux qui œuvrent dans les couloirs ont continué à y œuvrer avec des alliances se nouant ou se dénouant suivant les moments. Un débat récurrent a concerné la forme de l'action : violente ou pacifique que certains ont traduit en illégale ou légale, la frontière n'étant pas claire.

A partir de la mi-janvier est venue l'heure des réunions publiques classiques, en même temps que la décision macronienne du Grand débat.

Est-ce que les gilets jaunes peuvent donner à de telles réunions un ton peu classique ? Comme l'occupation des ronds-points qui ne fut pas classique ?

### 3 février, Gilets jaunes : Baisse de participation dans la région

Ce qui s'est passé en Tarn-et-Garonne (*La Dépêche* compte 70 manifestants à Montauban et 150 à Caussade où je penche plus pour 250 mais tout dépend quand le calcul est fait) s'est déroulé un peu partout dans la région.

Même une place forte comme Tarbes a souffert des divisions.

*La Semaine des Pyrénées* indique : Il y aura bien un acte XII des gilets jaunes à Tarbes samedi 2 février à Tarbes. Au programme un rassemblement à 9h30 et une nocturne à 20h. « Cette manifestation est organisée en dehors du collectif de Tarbes et a pour but de remotiver les troupes », explique Totof. « Car cela fait deux samedis que le collectif a organisé la manifestation et ils ont eu que des retours négatifs des citoyens Gilets Jaunes. Nous prenons la relève ». Il y aura donc du nouveau annonce Totof. « Nous proposerons une marche courte et musicale pour arriver place de mairie. Une collation sera offerte (café et gâteaux sous deux chapiteaux). Nous organisons ensuite une petite assemblée citoyenne, afin de donner la parole au peuple ». Finalement, le froid aidant ils étaient seulement 500 à manifester.

Même phénomène à Pau.

Gilets jaunes: 400 manifestants dans les rues de Pau, par J-M Faure.

Environ 400 personnes ont participé ce samedi à la marche des gilets jaunes dans les rues de Pau. Venus du Béarn mais aussi de Bayonne, des Landes et du Gers, environ 400 gilets jaunes ont défilé ce samedi après-midi dans les rues de Pau. Cette marche blanche était destinée à rendre hommage aux victimes enregistrées depuis le début, mi-novembre, de ce mouvement social inédit. Le cortège (chiffré à 350 par la police), caractérisé une nouvelle fois par son aspect composite et sans réelle cohésion, s'est scindé en deux peu après son départ de la place de Verdun. Un groupe a préféré se rendre devant le commissariat de Pau. Une longue station sur la place de la Libération, devant le palais de justice a permis d'entendre des extraits de l'adresse "Indignez-vous" de Stéphane Hessel. Un texte qui n'a rien perdu de son actualité salué par une Marseillaise. Le défilé a ensuite rejoint la mairie de Pau après avoir rejoint la place Clemenceau et la mairie par le boulevard des Pyrénées. Devant l'hôtel de ville une nouvelle station a été ponctuée de gestes et de déclarations peu structurés et pas toujours compréhensibles. Les manifestants, après une nouvelle station au Parlement de Navarre, se sont ensuite dispersés à leur retour sur la place de Verdun. Un nouveau cortège, féminin cette fois est prévu ce dimanche, même endroit, même heure. » Pour Toulouse personne n'a voulu donner de chiffre. Une manifestation avait été déclarée mais n'a pas rassemblé plus de 50 personnes, le gros des troupes préférant toujours les manifs non déclarées. Comme déjà indiqué, samedi prochain les rendez-vous sont dispersés.

Inversement Paris, avec 15 000 personnes a mieux réussi sa journée mais il faut tenir compte que cette fois, la manif était "unitaire" puisque les trois dirigeants connus, Eric Drouet, Fly Rider et Priscillia Ludovsky avaient décidé de s'unir. A suivre.

### 3 février, Gilets jaunes, la revendication et l'action

Le succès populaire des gilets jaunes tient au fait qu'ils ont proposé côte à côte une revendication et une forme d'action pour la satisfaire. La revendication : empêcher la hausse du carburant. L'action : occuper les ronds-points.

En 68 la nouveauté n'a pas été la grève plus ou moins générale, mais l'occupation des usines. Comme en 2018, la forme occupation a donné naissance à une nouvelle sociabilité. Là oui, je fais la comparaison mais pour aussitôt marquer la différence. L'occupation des usines a permis à des collègues de travail de se connaître et ils vont faire la « fête » ensemble sur le lieu même de leurs souffrances ! Ils partageaient une même activité en un lieu qui a été détourné de sa fonction. C'était le modèle de 1936. Une grève sans occupation et une grève avec, ne sont en aucun cas la même chose.

L'occupation des ronds-points avec la construction des cabanes a permis la rencontre de personnes qui ne se connaissaient pas et qui s'inventèrent un lieu à eux, sans confort mais avec tant de chaleur humaine ! Un mouvement social n'a de valeur que par l'inattendu qu'il provoque. Voilà pourquoi les appareils bien réglés sont mal préparés.

On va vers une fête des trois mois de gilets jaunes et il devient impératif pour le mouvement de lancer une autre forme d'occupation. Je pense, à titre seulement indicatif, que le 15 mars à la fin du Grand débat il faudrait appeler à l'occupation pacifique des mairies jusqu'à la satisfaction de quatre points : le rétablissement de l'ISF, un smic augmenté d'environ 20%, un geste en faveur des retraités, l'acceptation de principe du RIC (de principe car ensuite il faut discuter les modalités). Aussitôt, pour certains c'est trop, et pour d'autres, pas assez. Et que veut dire pacifique pour une occupation de mairie ? Comme pour les ronds-points on peut imaginer tous les cas de figure. N'étant jamais intervenu dans les réunions et débats (et n'ayant pas l'intention de le faire) je me contente de pointer une réflexion sans lendemain seulement pour faire comprendre que sans un nouvel appel genre 17 novembre le mouvement court vers une normalisation annonçant sa disparition.

## 4 février, Reporterre était à l'assemblée de Commercy

J'avais relayé le premier appel de Commercy. Je reprends donc ce reportage pour suivre le dossier.

Près de Commercy, l'assemblée des Gilets jaunes refonde la démocratie

28 janvier 2019 / Pascal Hennequin et Hervé Kempf (Reporterre)

À Sorcy-Saint-Martin, le 27 janvier, près de 75 délégations des Gilets jaunes de toute la France ont adopté un Appel. Mettant en avant la revendication du partage des richesses, l'assemblée ambitionne de donner un cadre au mouvement, tout en respectant scrupuleusement son exigence démocratique.

« C'est un moment d'histoire »: Patrick, de Paris XXe, rit de toute sa face, pleinement heureux, comme les trois cent personnes dans cette salle qui s'étreignent et se félicitent. Samedi 26 janvier, l'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes a décidé qu'elle pouvait publier un appel. Elle s'est déclarée légitime, et dans l'enthousiasme général, on sent passer le souffle de ce qu'ont pu ressentir les délégués du Serment du jeu de Paume, le 20 juin 1789, quand ils décidèrent de ne plus se séparer jusqu'à l'élaboration d'une Constitution. Les Gilets jaunes ont donc une Assemblée. Ce mouvement épars, diffus, mais puissant, qui cherche sa voie depuis le 17 novembre, se voit proposer un cadre d'union face au pouvoir.

Quelques heures plus tard, Valérie, de Salvetat-sur-Agout (Hérault) m'explique. « Pourquoi est-ce un moment historique ? », lui demandai-je. « Parce que nous avons cherché à agir de la manière la plus démocratique possible, dans le respect de la parole populaire. Et parce que nous avons réussi à établir une coordination du mouvement ».

Revenons en arrière. Dans l'immense mouvement des Gilets jaunes, une plante originale s'est épanouie à Commercy, dans la Meuse, dès novembre. Ici comme dans de nombreux coins de France, ronds-points occupés, manifestations, blocages, puis construction d'une cabane permanente sur la place principale de cette ville de 6.000 habitants, ont ponctué une lutte ininterrompue. Mais dès l'origine, la volonté est née de donner une assise démocratique à cette lutte, en « créant partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières », ainsi que le proposait le premier appel de Commercy, début décembre. Chemin faisant, l'appel ayant reçu beaucoup d'échos à travers le pays, l'idée a germé d'organiser une « Assemblée des assemblées » locales, de se regrouper pour donner une unité au mouvement tout en respectant scrupuleusement l'autonomie de chaque groupe local. À Commercy même, la dynamique ne faiblissait pas, avec des assemblées générales quotidiennes ou tous les deux jours. Et si l'expérience de quelques militants anti-Cigéo (le projet d'enfouissement des déchets nucléaires est situé à 40 km) a été utile, c'est bien un mouvement animé par des Gilets jaunes sans expérience militante qui s'est développé.

À la suite de l'appel, les liens avec des groupes locaux se sont établis, et le projet d'Assemblée des assemblées s'est engagé, conduisant à ce rassemblement dans la salle des fêtes de Sorcy-Saint-Martin, un bourg à quelques kilomètres de Commercy. Une belle organisation, avec hébergement chez l'habitant, repas à prix libre par la cantine La Marmijotte, documents préparatoires soignés, garderie d'enfants, sono et automédia vidéo. Et samedi 26 janvier, très pluvieux, près de 75 délégations se sont retrouvées, dont une cinquantaine avec mandat et les autres en « observatrices », sans délégation explicite de leur assemblée locale. Les délégations étaient le plus souvent en binôme – avec une parité homme-femme -, voire en groupe plus nombreux.

En ouverture de l'assemblée, l'animateur, Claude Kaiser, de Commercy, a posé le principe des discussions : « On ne peut pas prétendre représenter les Gilets jaunes de France. On représente une idée. Il s'agit ici de s'engager dans un processus ». Puis, les groupes présents ont présenté chacun leur démarche et leurs principales actions : de Poitiers au Vigan (Gard), de Noisy-le-Sec (93) à Saint-Nazaire, de Crolles (Isère) à Flixecourt (Somme). Et partout, une détermination sans faille, et tenace, comme en Ardèche, où la cabane des Gilets jaunes a été détruite sept fois, rebâtie sept fois – « et maintenant, on la démonte le soir et on la rebâtit le matin ». Autre dominante : « Rarement on a vu autant de femmes dans un mouvement », dit la représentante de Conflans-en-Jarnisy (Meurthe et Moselle). Ce que les prises de parole confirmaient.

Après ce long tour de présentations qui donnait la jauge de l'énergie collective, le débat s'est engagé pour savoir si l'Assemblée pouvait publier une liste de revendications. Cette liste avait été établie par un questionnaire envoyé par ceux de Commercy aux assemblées locales des Gilets jaunes. Une quarantaine de celles-ci ont répondu, plaçant en tête des revendications un meilleur partage des richesses et le rétablissement de l'ISF (Impôt de solidarité sur la fortune), nettement devant la demande du référendum d'initiative citoyenne.

Le sujet central de la discussion : l'assemblée était-elle légitime pour décider la publication de ce document ? Celui-ci montre que la question du RIC, mise en avant par une partie des Gilets jaunes en France et par les médias, est peut-être moins importante que la revendication de justice sociale. Nombre de délégués jugeaient qu'ils n'avaient pas été mandatés pour prendre une telle décision, et qu'il fallait la soumettre à leur assemblée locale. Pour d'autres, ce processus interdisait l'efficacité. Ainsi Clément, d'Ivry, observait : « Si on va au bout du formalisme, on ne pourra jamais décider, parce qu'il faudra plein d'allers-retours. On peut dire que cette assemblée des assemblées est légitime pour prendre des décisions. » Légitime ? C'est précisément ce dont elle n'était pas assurée, la préoccupation de rester parfaitement démocratique dominant les esprits. Marco, de Dijon, expliquait : « Il y a un très gros complexe de légitimité ici. Nous avons la volonté de super bien faire, pour ne pas répéter ce que nous reprochons au pouvoir. Mais vous ne trahissez pas l'assemblée si votre texte correspond à ce qui s'est dit. » Alors, l'Assemblée était-elle décisionnelle ? Oui, disait Isabelle, de Strasbourg, « rien n'empêche de dire qu'on redescendra dans la AG pour validation ou rejet. » « Sur 150 délégués ici, lui rétorquait une autre, qui a un mandat sur ce point ? Personne. Donc on ne vote pas, point ! » Les esprits s'échauffaient, et il fallait l'humour du clown Cilasz - par ailleurs délégué de Die (Drôme) - pour ramener la sérénité : « Cou-cou ! Nous sommes mus par une urgence intérieure, mais nous prenons le temps, nous sommes là pour construire et il faut savoir que ça ne va pas être de la tarte. »

En chemin, l'idée de publier telle quelle la liste des revendications avait été abandonnée. De fait, le document, intéressant mais touffu, aurait été difficile à communiquer tel quel. C'est donc vers un appel, plus lisible, que l'Assemblée s'orientait. Voter ? Oui ! Et un vote presque unanime donnait le feu vert à l'écriture de cet appel. La liesse générale éclatait, l'assemblée des assemblées des Gilets jaunes existait ! Et d'aucuns, réjouis, parlaient de « moment historique ».

Repos ? Non. Studieuse, l'assemblée reprenait la discussion, sur le thème : « Comment s'organiser pour être le plus démocratique à toutes les échelles ? » Un souci émergeait : ne pas uniformiser les formes et les actions, laisser à chaque assemblée locale le soin de déterminer ce qu'elle avait à faire. La discussion roulait ensuite sur le point de savoir



quand on se réunirait de nouveau. Dans un mois, dans deux, plus tard ? « Ne nous pressons pas, disait la déléguée du Mas d'Azil (Ariège), la Révolution prend trois, quatre ans ». Mais il y a l'urgence, la loi anti-casseurs dès le 29 janvier, les lois que continuent à voter les députés du parti macroniste LREM. Et l'assemblée acceptait la proposition de Saint-Nazaire - où les Gilets jaunes occupent un bâtiment renommé « Maison du peuple » - de se réunir d'ici un mois et demi ou deux mois. Si possible, Montreuil (93) organiserait une assemblée d'ici un mois.

Le lendemain, dimanche, l'assemblée des assemblées, après divers ateliers de discussion sur des thèmes spécifiques, adoptait l'Appel. Un texte avait été préparé par une dizaine de délégué(e)s. La discussion partait, proposant moult amendements. Allait-on s'enliser ? Une représentante de Nantes emportait l'assentiment général : « Ce texte lu, on l'a tous salué, avec notre cœur. Après, on peut changer plein de choses. Mais... on va apprendre à travailler ensemble. Ce qu'on a vécu ce week-end est magnifique ? Il faut publier le texte le plus vite possible. Soyez fiers de vous, vous avez fait du beau travail. Merci Commercy ! ». Que répondre ? Des applaudissements. Le groupe du texte repartait intégrer quelques ajouts (par exemple, la mention de l'Outre-mer et de l'attention aux personnes handicapées), et le texte était adopté en début d'après-midi.

Et maintenant ? Le texte sera-t-il adopté par les assemblées de Gilets jaunes à travers la France ? On verra. Ici, à Sorcy-Saint-Martin, restait une conviction, exprimée par un délégué de Rennes : « Il ne faut pas que le mouvement des Gilets jaunes s'arrête en chemin. Nous avons un devoir envers ceux qui sont morts durant le mouvement ». À partir d'un sentiment simple et fort, exprimé samedi par une déléguée : « Qui on est, les Gilets jaunes ? Un mouvement populaire, émanation du peuple dans sa diversité. Que veut-on ? Vivre dignement, sans avoir peur du lendemain. »

## 5 février, Les contradictions des gilets jaunes : facebook

A revoir le tome 1 de mon livre sur les gilets jaunes j'ai fait le point sur la présence au mot «contradictions». D'abord pour préciser qu'il n'est pas négatif : le capitalisme vit par ses contradictions !

Les six contradictions des gilets jaunes mentionnées dans mon récit sont loin du compte mais donnent un aperçu de la question : contradiction politique des acteurs qui appartiennent à tout l'éventail de la société, contradiction entre la remise en cause majeure du président et le fait de refuser tout président pour les gilets jaunes, contradictions entre le rejet de la police et le souhait qu'elle rejoigne le mouvement, contradictions qui font la vie mais qui peuvent faire la mort du mouvement.

Aujourd'hui je veux revenir sur le rapport à facebook (où les autres éléments numériques). Nier l'importance du phénomène est ridicule quand, même de grands organismes, comme la CGT, qui ont leur site internet, usent de facebook. Pendant le mouvement le premier ministre s'est adressé à la population par le moyen de facebook !

Cette importance étant reconnue qu'est-ce qu'elle apporte ?

### **Le vieux monde et le nouveau monde**

Les gilets jaunes, porteurs de la France périphérique, défendent le vieux monde, avec entre les mains, l'agent majeur de la fabrication du nouveau monde. A l'apparition de l'ordinateur certains, sous prétexte révolutionnaire, ont refusé de le prendre en compte. Il était facile de répondre que l'outil n'est rien en soi mais que tout dépend de son usage ! Puis est arrivé internet avec les mêmes réactions. Avec le téléphone portable il me semble qu'on change d'univers. L'usage est de peu de poids par rapport à l'outil car l'outil connecté parle même quand vous ne dites rien ! Par exemple pour la géo localisation !

### **Le privé et le public**

Dans ce nouveau monde, facebook donne l'impression que c'est le monde de la vie privée or il n'y a pas plus public que l'outil ! Certains répondent qu'il suffit de bien paramétrer le compte pour qu'il reste entre les «amis», et non ouvert aux quatre vents. Ou alors vous êtes dans un groupe fermé puis subitement le groupe est ouvert à tous par l'administrateur tout puissant !

La grande question n'est plus l'outil mais les connections permanentes !

### **Un outil pour la démocratie**

Donc j'en arrive à la question majeure : les gilets jaunes luttent pour plus de démocratie avec un outil dont je considère qu'il existe pour en finir avec la démocratie ! Non que les inventeurs des prétendus réseaux sociaux aient eu au départ cette idée, mais cette idée est venue en marchant ! Nous sommes un peu comme un poisson pris dans la nasse. Il a faim, il se précipite pour manger et il est prisonnier ! Je n'écris pas qu'il faut bannir l'usage de facebook (ce que certains font) mais que sans réflexion sur la question on se fabrique sa propre prison !

### **Et sur le refus de toute réflexion ?**

Car là est le piège qui me sort par les yeux. Rares sont des instruments de réflexion sur le phénomène. Pire même : chez les gilets jaunes une information relayée sur facebook apparaît aussitôt plus crédible que celle des grands médias ! Or le nombre de fausses informations y est hallucinant ! Certains diront qu'avec un peu d'éducation on va résoudre le problème or je n'en crois rien. D'une part parce qu'en effet les grands médias truquent

l'information (et justifient ainsi les médias alternatifs) et d'autre part parce que l'outil vaut plus que son usage comme je l'ai déjà indiqué !

### **Qui est le maître ?**

Parce qu'à la fin tout tient dans cette question : qui est le maître ? Le marché publicitaire ? Dans le livre de Federico Mello, *Il latto oscuro delle stelle* qui date déjà un peu puisqu'il est de 2013 le sous-titre est : la dittatura digitale. Le livre démontre comment deux hommes Grillo (le carburant) et Casaleggio (la machine) conduisent une dictature numérique. Après avoir découvert sur facebook un Macron en Hitler, j'ai découvert un Macron en Pinochet, des détournements d'images aussi odieux l'un que l'autre. Faute d'analyser ce sentiment d'être dans une dictature, on se rabat sur les dictatures du passé qui empêchent de penser ! Le Mouvement 5 Etoiles, sans Grillo et Casaleggio est finalement arrivé au pouvoir en Italie. Sous les apparences d'une démocratie dite horizontale, numérique, une nouvelle classe politique est née. C'est dire la force du laboratoire italien mais je ne crois en rien que Di Maio soit Berlusconi souvent comparé à Mussolini. Suis-je loin de gilets jaunes ? Non car ils conduisent à revisiter l'ensemble de la vie sociale. D'où leur mérite historique.

### **5 février, Le 5 février à Montauban et ailleurs**

Environ 300 personnes dans le cortège gilets jaunes et autant dans le cortège syndical (seule manifestation annoncée par *La Dépêche*). Le point de rencontre était la Place nationale.

Côté syndical, sono et fumigènes. A l'arrivée de ce cortège les gilets jaunes n'étaient pas là. Arrivés un peu plus tard la jonction a eu lieu. Discours, annonces, et le Tous Ensemble slogan ancien qui n'avait pas réussi à faire fléchir le gouvernement en 2003.

Toulouse se distingue.

D'un côté 200 gilets jaunes bloquent l'accès à la rocade nord.

Et en ville environ 10 000 personnes manifestent.

#### **Le Tarn**

En ce jour d'appel à la grève générale, les Gilets jaunes mènent une action de ralentissement bloquant sporadiquement la circulation des camions au rond-point de l'Hermet dans les sens Carmaux-Albi et Albi-Carmaux. La manifestation place du Vigan à l'appel de la CGT et de la FSU. Elle devrait débiter à 14h30

En pleine période de contestation sociale tous azimuts, la CGT appelle à une journée de grève générale, mardi 5 février. En Aveyron, cinq villes sont concernées. Des points de ralliement sont annoncés à Saint-Affrique, à 14 h, devant l'Union locale ; à Rodez, devant le Medef, à 14 h ; à Millau, à 14 h, au Mandarou ; à Decazeville, à 13 h 30, au rond-point des Tuileries ; à Villefranche-de-Rouergue, à 12 h, aux Halles.

Voici quelques chiffres officiels (généralement je multiplie par 2)

À Marseille, 5.200 personnes, selon la préfecture de police, ont manifesté entre le Vieux-Port et la gare Saint-Charles. Si la CGT dominait très largement, plusieurs centaines de "gilets jaunes" étaient présents en milieu de cortège.

À Lyon, parmi les 4.300 manifestants selon la préfecture, environ 500 "gilets jaunes". "Cela fait trois mois qu'on est dehors et il faut aller plus loin alors on fait un pas : les syndicats ont appelé, on est là, maintenant on verra quand on appellera s'ils répondent", a constaté l'un d'eux, Fabrice.

A Strasbourg, le cortège d'environ 1.500 personnes, était ouvert par plusieurs dizaines de "gilets jaunes" scandant "Gilets jaunes dans la rue et samedi on continue". Ils étaient suivis

par des militants CGT brandissant une banderole réclamant une "augmentation du pouvoir d'achat, pour la défense du service public, pour l'emploi public".

Parmi les autres cortèges en régions, on recensait selon la police environ 2.500 personnes à Caen, 2.200 au Havre, 2.300 à Clermont-Ferrand, 1.300 à Tours, 500 à Rennes, plusieurs centaines à Sète et Boulogne-sur-Mer...

L'université de Bordeaux-Montaigne était bloquée par des étudiants. Des préavis de grève avaient été déposés dans la fonction publique, à la RATP, à la SNCF ou Radio France. Selon le ministère de l'Éducation nationale, 5% des enseignants étaient ainsi en grève mardi.

5% des enseignants en grève, selon l'Éducation nationale.

Il faudra un peu de temps avant de tirer les leçons.

## **6 février, Grand débat : Informer et critiquer**

Il devient de plus en plus difficile de distinguer l'information, de l'opinion. Et la révolte des gilets jaunes en est une évidente confirmation. Non que les médias maltraitent l'information (c'est connu) mais parce que les gilets jaunes en font autant, sauf que l'impact est différent.

Du côté des médias les plateaux télé sont devenus les champions du bavardage où tout et son contraire font bon ménage car l'expression du contraire accrédite celle du tout !

Après dix ans de lutte concrète contre un projet de LGV je peux dire que nous sommes quelques-uns à être concrètement vaccinés. D'un côté les autorités ont des informations sérieuses, mais de l'autre elles diffusent des mensonges conformes à leurs désirs. Le drame provient du fait qu'avec une telle pratique, les opposants sont poussés à aller dans le sens contraire et à user parfois de l'insulte en matière d'arguments.

Le Grand débat obtenu par les gilets jaunes qui ne le demandaient pas (ils demandaient de grandes décisions) est le sommet jamais atteint à ce point, de la fumisterie générale. La crise de notre démocratie ne réside pas dans l'absence de débats mais dans des décisions (et des absences de décisions) sans liens avec la dite démocratie.

Les gilets jaunes ont demandé l'abandon de l'augmentation de la taxe sur les carburants. Dans un premier temps le pouvoir démontre que cet abandon est impossible vu que les taxes sont là pour le bien de tous. Dans un deuxième temps les taxes sont reportées six mois en arrière. Dans un troisième temps elles sont reportées d'un an. Le simple citoyen constate que seul le rapport des forces intervient : qui va peser le plus, les lobbies ou les citoyens.

Mais pour qu'il intervienne faut-il encore connaître les tenants et les aboutissants sinon nous sommes sous le coup d'effets d'annonce. Et là arrive la question des médias. Il arrive que quelques émissions, articles, reportages, creusent sérieusement les sujets mais c'est l'exception.

Je ne sais si les intervenants des plateaux télé sont rémunérés mais dans tous les cas, le coût de C dans l'air n'a rien à voir avec le coût d'une heure de reportage à Envoyé spécial.

Parce que les chaînes d'info en continue doivent faire des heures d'émission politique elles compensent la quantité par une absence de qualité, et ce phénomène n'a rien à voir avec un accident de parcours.

Côté gilets jaunes, ils peuvent organiser une réunion importante à Montech sans produire nulle part le moindre compte-rendu comme si l'information était limitée aux participants. Facebook permet soit de relayer des infos venues d'ailleurs, soit de commenter en deux lignes ces mêmes infos mais très rarement le média en question produit sa propre information.

La version gilets jaunes 2018 a été efficace, et l'est beaucoup moins en 2019. En 2018 les projecteurs ont été braqués sur l'augmentation des taxes sur les carburants et plusieurs journaux ont alors creusé la question d'où il est ressorti que c'était une fumisterie et les gilets jaunes ont gagné.

Ensuite nous avons eu droit à un catalogue de revendications et au RIC, d'un côté la dispersion, et d'autre le recentrage. Toute revendication est noyée dans la masse et le RIC devient drapeau (une seule solution le RIC affiche un rond-point) alors qu'il est limité dans ses effets surtout face à l'urgence sociale. Plutôt que d'allonger le catalogue, il faudrait retenir deux points majeurs, afin de faire de l'information à ce sujet et obtenir satisfaction. Suis-je en train de faire de la critique ? C'est là que le bât blesse. Je prétends surtout informer et faiblement opiner.

Quand le Grand débat tue l'information puisqu'elle n'est pas en lien avec une décision, à l'opposé on n'avance que des opinions puisqu'il n'y aura pas de décision.

Le Grand débat renvoie au grand déballage issu des revendications des gilets jaunes et ce faisant il fausse toute quête d'information.

Prenons un exemple : le 80 km/h.

Le pouvoir invente que c'est le meilleur moyen pour éviter des accidents. C'est un des moyens certes mais pas le seul : l'alcool au volant n'est pas en France sanctionné comme dans d'autres pays. On braque le projecteur sur des données 2018 en comparant seulement avec 2017 et pas avec 2016. Le nombre de morts a baissé, vive le 80 km/h. Si le nombre de morts avait augmenté il y avait eu l'autre variante : la destruction des radars a fait augmenter la vitesse cause de l'augmentation des morts! Le pouvoir travaille à des situations où il a toujours raison !

Et qui plus est, il se sert de cette revendication comme moyen de détourner l'attention d'autres plus cruciales comme l'augmentation du SMIC.

Le Grand débat aurait pu prendre ce thème du pouvoir d'achat en promettant à la fin de décider en fonction des résultats du débat. Avec quatre thèmes précis il y aurait eu recherche d'informations et une discussion argumentée. JPD

## **6 février, le tract de la CNT**

### **7 février, 5 février tout le monde est content...**

Philippe Martinez est content : «Aujourd'hui c'est un succès qui en appelle d'autres». Je n'ai jamais entendu un autre type de commentaire de n'importe quel dirigeant de la CGT, après une manif.

30 000 manifestants à Paris selon la CGT, c'est un succès. Et de plus les revendications des gilets jaunes sont à présent celles de la CGT. Alors tout va bien ! Elles sont aussi celles de Brigitte Barèges, de LFI, du RN et de tant d'autres mais ce sont là des gens qui se trompent. Vais-je encore faire le rabat-joie ? Critiquer au lieu d'informer ?

1500 à Albi, 1800 à Tarbes, 1500 à Pamiers et 400 dans le Tarn-et-Garonne selon La Dépêche qui gonfle un peu les chiffres. A peine plus que les gilets jaunes seuls en janvier.

J'ai écrit 500 pour le Tarn et Garonne mais bon 400 ou 500 c'est un succès.

Heureusement, on n'a pas les chiffres de la police qui dirait 250. Pour une grève générale ! Qui pour certains comme Solidaires devaient être reconductible...

Des manifestations soutenues par le PCF, le NPA, LFI et même l'UNEF et qui rassemblaient cent fois plus de retraités que d'actifs en grève.

Selon la stratégie classique, la CGT renvoie la suite à dans un mois, quand les gilets jaunes la renvoient dans quatre jours.

Mais la suite des gilets jaunes, si c'est pour continuer les manifs devenues classiques, alors l'épuisement (ou le découragement) sera au rendez-vous.

Le Tarn-et-Garonne est un indicateur fiable pour sentir les prémices de cet épuisement, et chanter «On n'est pas fatigué» ne change rien à la donne. C'est vrai, à partir du moment où les gilets jaunes ne dénoncent pas une loi, le vote de cette loi, comme pour la loi travail ou la SNCF, ne peut pas siffler la fin du mouvement. Mais qui reste présent ?

Le succès du gouvernement a été obtenu quand il a eu les moyens de vider les ronds-points de tous les trouble-fêtes, situation qui a rendu les gilets jaunes fréquentables pour la CGT.

Le 5 février, au même moment, on a eu d'un côté 15000 manifestants dans les rues de Toulouse, et 200 gilets jaunes bloquant un péage. Qui provoque le plus de problèmes au gouvernement ?

Soit un appel est lancé pour faire du 17 mars un grand retour de gilets jaunes bloquant je ne sais quoi, soit c'est la fin, et faute d'organisation générale pour assurer une continuité, les gilets jaunes vont se disperser dans la nature sans pouvoir fleurir au printemps.

## **7 février, Encore Hayk Shahinyan**

Depuis début décembre je cherche à suivre les exploits de Hayk Shahinyan. Pour réaliser une liste aux européennes. La question n'est pas celle de l'individu en question mais ce qu'il représente. D'où la lettre ouverte à son adresse. Depuis coup de théâtre, il a décidé de prendre du recul. Il s'en explique ci-dessous. Les raisons qu'il donne étaient les mêmes il y a dix jours ! Veut-il se rendre indispensable ? Changer son fusil d'épaule. Sans lui la liste aux européennes est en panne grave. Sauf à tout faire pour s'unir avec l'autre liste qui est en marche. Ce document va compléter les précédents. A suivre.

Hayk Shahinyan Officiel, Hier, à 13:21 · Bonjour à toutes et à tous.

Comme j'ai annoncé dans mon dernier statut, massivement repris par tous les médias la semaine dernière, j'avais décidé de prendre une semaine de recul. Cette semaine de recul a été très productive sur le plan personnel, et a eu pour conséquence de remettre bien les idées en place, mais elle se prolonge un peu.

Je ne comptais pas faire quelque déclaration avant de revenir dans l'action mais vu vos très très nombreux messages, pour lesquels je vous remercie sincèrement car elles me ramènent à ce pourquoi je me suis engagé à la base, je suis obligé d'affirmer quelques éléments pour vous rassurer, et démentir quelques rumeurs, très rapidement :

- Je confirme que je me suis retiré de tous les projets auxquels j'ai pris directement ou indirectement part depuis deux mois.

- Je confirme que je vais bien et je démens les rumeurs selon lesquelles j'aurais subi quelque pression, au delà de la pression habituelle depuis deux mois que nous subissons tous ensemble.

- Je n'ai aucun conflit personnel ni avec Ingrid ni avec quelque autre personne de la liste aux européennes (RIC) mon choix de retrait était motivé uniquement par mes convictions politiques et différents éléments de cohérence avec moi-même et les choses que j'ai défendu publiquement. Il ne faut en faire aucune polémique, et avancer tous solidairement, quelque soit les choix des uns et des autres.

- Prendre du recul était devenu vital non seulement pour analyser objectivement la situation avec calme et sans précipitation, mais aussi tout bêtement pour mettre à jour certaines choses de ma vie personnelle et professionnelle complètement délaissée depuis deux mois et devenus chaotiques, car je le rappelle, nous sommes tous bénévoles et c'est pas notre métier.

- Enfin, non je n'abandonne pas et je ne "jette pas l'éponge" loin de là ! C'est pas vraiment dans ma nature !

L'histoire nous enseigne qu'il n'y a que les certitudes qui ramènent à la folie, les doutes et remises en question, ne peuvent que nous renforcer pour la suite.

En conséquence merci de votre soutien et compréhension, et je reviens dans les prochains jours, sans doute avant Dimanche, afin de vous livrer mon approche, mes propositions, et projets pour la suite, vous en serez les seuls juges. Si ces derniers auront votre soutien, et que vous souhaitez participer à leur construction, alors je me retrousserai les manches pour les défendre corps et âme.

Je reviendrai également sur tous les éléments de l'actualité, qui n'ont fait que renforcer en moi la conviction qu'il faut désormais un nouveau cap.

À dans quelques jours ! Je vous embrasse. Hayk

PS : Préparez vous à la lecture dans les prochains jours

### **8 février, Macron : contesté mais heureux**

Nous le savons, Mai 68 hante, à tort, les esprits, et la manifestation des foulards rouges devait reprendre la grande manifestation de mai 68 qui vola au secours de de Gaulle. Ce fut un échec mais par contre le sondage que vient de publier Marianne confirme que les événements confortent finalement le pouvoir en place. Je sais, ce n'est qu'un sondage qui n'a rien à voir avec ce qui se passera en 2022, (au même moment sous Hollande tout désignait Juppé comme futur président) mais je considère qu'il trace un juste portrait de la situation présente.

Macron ne gagne que par les échecs de ses adversaires. En cela il a repris une stratégie du FN-RN. Pour se faire élire, il a siphonné les voix du PS (avec l'aide du MODEM à qui il doit tout) puis une fois élu, il a nommé un homme de droite comme premier ministre pour siphonner les voix de la droite. Donc aujourd'hui il passerait de 24% à 30% vu que la droite passerait de 20 à 8%. En route une partie des voix de droite vont bénéficier au RN-FN qui passe de 21 à 27% (la droitisation des Républicains signe la mort de de parti) et dans une moindre mesure à Dupont-Aignan qui passerait de 4,7 à 6%.

Pour le FN-RN, Florian Philippot peut dire qu'il n'est pas dans la liste ce qui réduirait un peu la montée du FN-RN.

Du côté gauche la situation est catastrophique avec Mélenchon passant de 19,5 à 12%. Je sais, il peut invoquer le fait qu'en début de campagne en 2017 il était à ce stade, et que la campagne a fait le reste. Mais une fois de plus, il ne s'agit pas d'un sondage pour 2022, mais pour photographier le moment présent et malgré les actions de LFI, je pense que le 12% est juste. Le seul content est sans doute Benoît Hamon qui conserve le score du PS alors que le PS en tant que tel avec Olivier Faure est à 3% et Jadot à 2%.

C'est là qu'on voit que nous sommes bien face à une simulation «élection présidentielle» car les sondages pour les européennes sont bien différents. EELV s'en sort beaucoup mieux que Génération.s !

Pour les autres partis, LO, NPA, Asselineau le résultat reste le même (autour de 1%) sauf Jean Lassalle qui passe de 1,2 à 2%. Le PCF n'ayant pas été présent en 2017 il n'est pas dans le sondage.

On peut faire comme si cette photo de l'opinion était sans valeur, ou faire comme si les élections du mois de mai seront sans valeur, ou faire comme si Macron était au fond du trou, mais alors c'est se voiler la face.

La force de Macron – et il le sait – n'a rien à voir avec sa politique mais avec les échecs et divisions de ses adversaires, adversaires qui, pour faire oublier qu'ils sont dans le brouillard, tentent de s'agiter en tout sens.

Oui, il perdrait le fameux référendum révocatoire... mais serait réélu aussitôt après ! Exemple typique des limites d'un référendum !

Le problème de LFI n'est pas seulement celui de LFI. Mélenchon a défendu l'idée, ni droite ni gauche, et face au bilan catastrophique d'un gouvernement de gauche, la stratégie a fonctionné, mais face à Macron il a tenté un retour vers l'union de la gauche dont cette fois il serait le chef. Ce faisant il perd l'appui de ceux pour qui le refus du ni droite ni gauche est permanent. Podemos se retrouve face au même problème.

Avec les gilets jaunes Mélenchon a mis entre parenthèses le retour vers l'union de la gauche mais cette valse hésitation induit des échecs.

Que peut-on espérer pour demain ? Que les forces politiques tirent les leçons des secousses que traversent la France, pour élaborer une stratégie visant au-delà de la prochaine présidentielle, une stratégie alternative solide, capable de traverser les événements, pour s'inscrire durablement dans le paysage politique. J-P Damaggio

## **9 février, Toni Negri et les gilets jaunes**

Le mouvement des gilets jaunes pouvait-il apprendre quelque chose à Toni Negri ? Il est interrogé dans un utile article de Médiapart et si je peux me retrouver d'accord avec quelques idées (surtout quand il parle des gilets jaunes) j'observe surtout qu'il réécrit à son avantage sa propre vision de l'histoire (avec laquelle je n'ai jamais été d'accord).

Quand il pointe la fraternité au cœur des gilets jaunes, leur pacifisme à l'opposé de la vision que veut en donner le pouvoir, l'incapacité de la gauche à se saisir de sa réalité, les erreurs des syndicats, le choix à faire du contre-pouvoir, etc. je le rejoins. Mais revenons à sa philosophie profonde.

Il trouve dans les gilets jaunes la confirmation de son concept de multitude : «De mon côté, cela fait vingt ans que je parle de «multitude» précisément pour analyser la dissolution des anciennes classes sociales.»

La dissolution des anciennes classes sociales ne conduit pas forcément à sa chère «multitude» dont il préfère préciser le sens : «La multitude, ce n'est pas une foule d'individus isolés, renfermés sur eux-mêmes et égoïstes. C'est un ensemble de singularités qui travaillent, qui peuvent être précaires, chômeurs ou retraités, mais qui sont dans la coopération. Il y a une dimension spatiale dans cette multitude : ce sont des singularités qui, pour exister, demandent à être en contact les unes avec les autres. Il ne s'agit pas seulement de quantité. C'est aussi la qualité des relations qui est en jeu. »

Peut-être faudrait-il qu'il précise la «dimension spatiale» ? Je prétends qu'en chantant La Marseillaise et en brandissant et drapeau français, le plus souvent, les gilets jaunes n'ont pas ainsi affiché un nationalisme (auquel voudraient les réduire des membres des diverses extrêmes) mais une dimension nationale combattive. Ce n'est pas le drapeau de la régression mais celui de la révolution, une forme de révolution que Toni Negri a toujours



ridiculisé d'où son vote OUI au TCE car dans sa logique d'un monde multipolaire, il voulait une Europe capable de s'opposer aux USA.

Pour Toni Negri toute prise en compte de la nation c'est du nationalisme, alors que le nationalisme est le plus virulent adversaire des nations, surtout en France ! Le nationalisme est aujourd'hui celui qui sans cesse nous ramène aux vertus du modèle allemand (ou tout autre à partir du moment où il vient de l'étranger), comme en 1792 il venait des nobles exilés, ou en 1936 il disait «Hitler plutôt que le Front populaire».

Dans les gilets jaunes, Toni Negri trouve aussi la confirmation de son analyse des partis politiques : «Je suis convaincu depuis cinquante ans que la démocratie parlementaire est vouée à l'échec. J'écrivais déjà en 1963 un article où je critiquais l'état des partis politiques.» Je m'étonne seulement qu'il ne fasse pas référence à son livre majeur : Empire. J'ai surtout étudié Toni Negri en lien avec l'Amérique latine où ses idées ont un grand succès. Ce sous-continent des années 2000 jouant la partition du monde multipolaire face aux USA, il fallait le soutenir. Ainsi le vice-président de Bolivie s'est toujours affiché comme un admirateur de Toni Negri au nom de la défense de la nation Aymara, pour aller contre l'inutile nationalisme bolivien (le nationalisme corse contre le nationalisme français), ou au nom de la défense de l'unification bolivarienne, ce vieux mythe séculaire de l'Amérique latine.

**Et enfin la référence au fascisme.** Sur ce point un débat entre Negri et Guilluy serait très utile. Negri indique : « Au fond, Macron est dans la lignée de tous les gouvernements néolibéraux en crise : ils tendent vers le fascisme. » Et il termine ainsi : « Le fascisme est le visage politique du néolibéralisme en crise. Mais il y a une justice électorale : le M5S va perdre de nombreuses voix aux élections européennes de mai prochain.» Est-ce une justice électorale que l'éventuelle victoire de La Ligue (dite fasciste) sur le M5S ? Car il existerait une justice électorale ? Guilluy dans le crépuscule de la France d'en haut rappelle à merveille que l'antifascisme est l'arme de Macron et ses amis ! –à partir de la page 171 : «L'antifascisme, une arme de classe

L'insécurité sociale et culturelle dans laquelle ont été plongées les classes populaires, leur relégation spatiale, débouchent sur une crise politique majeure. L'émergence d'une « France périphérique », la montée des radicalités politiques et sociales sont autant de signes d'une remise en cause du modèle économique et sociétal dominant. Face à ces contestations, la classe dominante n'a plus d'autre choix que de dégainer sa dernière arme, celle de l'antifascisme. Contrairement à l'antifascisme du siècle dernier, il ne s'agit pas de combattre un régime autoritaire ou un parti unique. Comme l'annonçait déjà. Pier Paolo Pasolini en 1974, analysant la nouvelle stratégie d'une gauche qui abandonnait la question sociale, il s'agit de mettre en scène « un antifascisme facile qui a pour objet un fascisme archaïque qui n'existe plus et n'existera plus jamais[1]». C'est d'ailleurs en 1983, au moment où la gauche française initie son virage libéral, abandonne les classes populaires et la question sociale, qu'elle lance son grand mouvement de résistance au fascisme qui vient.» A méditer.

[1] L'Europeo, 26 décembre 1974, interview de Pasolini publiée par la suite dans le livre *Écrits corsaires*, Champs Flammarion, 2009.

## 10 février, La normalisation des gilets jaunes

Tout mouvement phénoménal a sa propre histoire faite de mutations, de ruptures, d'avancées et de reculs. C'est en ce sens qu'il existe. En conséquence parler de gilets jaunes comme un mouvement en soi est une erreur qui renvoie plutôt à la question : de quels gilets jaunes parlez-vous? De ceux de novembre, décembre, janvier, février etc. J'ai déjà évoqué cette question suite au débat tenu à Montauban à partir de mon recensement des évènements de 2018.

Pour moi le premier tournant majeur je l'ai vécu à Montauban le 20 décembre au cours d'une assemblée où un jeune Caussadais a dit sa douleur suite à la perte de leur cabane, cabane construite avec l'aide des Montalbanais. Au même moment celle de Castelsarrasin était détruite avant même d'être construite. Tous les ronds-points n'ont pas été «libérés» en décembre mais le tournant était en marche, je n'y reviens pas. Depuis, toujours à partir du cas du Tarn-et-Garonne, nous avons assisté à une normalisation du mouvement. Elle est plus ou moins avancée suivant les lieux mais elle est en marche. Elle est devenue évidente quand le mouvement a distingué les revendications et les moyens de les obtenir. Lister puis classer les revendications sans lister puis classer les moyens d'action conduit au découragement. Les revendications sont si nombreuses et les moyens si faibles...

Oui, le 5 février a été un nouveau tournant. Par des appels à la grève générale illimitée, des responsables des gilets jaunes ont atteint les limites de l'inconséquence. Qui pouvait croire à une grève générale et en plus illimitée ? Pas moi en tout cas !

Cette normalisation est bien sûr le fait de la répression mais on ne pouvait pas attendre du pouvoir qu'il déroule le tapis rouge (ou jaune).

Voici les moyens actuels : la réunion, la manifestation de rue, le tout organisé par une poignée d'acteurs qui décident sans discussion. Rien de plus que ce qui est disponible traditionnellement.

Les services de Macron peuvent-ils se réjouir à la lecture de mon témoignage de plus en plus pessimiste ? Non car ils savent parfaitement (Macron l'a dit !) que le monde de demain ne sera plus seulement le monde des râleurs incapables de passer à l'acte, mais celui d'acteurs pour qui la dignité, c'est de passer à l'acte. La lucidité à laquelle j'appelle toujours, n'est jamais considérée d'un bon œil pourtant c'est la valeur populaire la plus partagée même si les nombreux surendettements disent le contraire, sous pression de banques prêtent à tout pour égorger quiconque. Les manifs du Tarn-et-Garonne de ce samedi me conduisent à ce constat. Il n'y avait pas cette fois la concurrence de la manif départementale de Caussade en conséquence la présence de 200 personnes, après la grève de mardi signe comme un échec. A Toulouse aussi la baisse est importante alors que la grève devait relancer la participation. D'autant qu'une première décision avait été de décentraliser la manifestation ce qui ne s'est pas fait. L'idée de réaliser à Montauban une mise en théâtre des violences policières (reprise de l'exemple caussadais) ne pouvait rien apporter si ce n'est une mise au second plan des revendications.

## 11 février, Gilets jaunes, LGV et Toulouse

Beaucoup se demandent pourquoi Toulouse est devenu un épicode de la révolte des gilets jaunes ce qui me conduit à raconter une petite histoire.

### La métropolisation

Depuis dix ans nous sommes quelques-uns à lutter contre le «Tout LGV» et cette lutte a débuté dans nos villages en endossant spontanément pour les manifestations, les gilets jaunes !

Une révolte prévue par les féodaux qui nous gouvernent si bien qu'aussitôt a été mis en place dans les médias une opération classique : détourner une part de la révolte vers une impasse. Plutôt que de mettre en cause le «Tout LGV» il fallait mettre en cause le tracé pour envoyer la LGV dans le jardin du voisin. Je dis «opération classique» car elle se caractérise même par une formule en anglais.

Le «Tout LGV» est la forme visible de la métropolisation qui révolte les gilets jaunes.

Jusqu'en 1981 on parlait de la centralisation française ayant créé Paris face au désert français et depuis nous avons la décentralisation ayant créé la France des 25 métropoles face à leurs 25 déserts français. Et dans cette histoire Toulouse se trouve une ville totalement emblématique.

Or petite surprise : du temps du centralisme parisien il a eu le souci de créer un système ferroviaire qui a irrigué presque tout le pays par des petites lignes complétées même un temps par des tramways départementaux.

Avec la métropolisation le système ferroviaire doit seulement concerner les 25 métropoles d'où l'invention de la LGV et «coup de génie» des ingénieurs de la SNCF, du TGV. Vu ce système ferroviaire aux rares gares il fallait un matériel nouveau et le TGV a donc été conçu pour rouler à la fois comme une formule 1 sur une LGV mais aussi sur les lignes existantes, la formule 1 circulant alors sur des routes de campagne. L'aérotrain avait été inventé pour le bien de ce service mais il ne pourrait pas circuler sur les lignes existantes.

Bref, avec le «Tout LGV» TOUS les bénéfices pour les métropoles et AUCUN pour leurs périphéries... sauf à prendre la voiture pendant des kilomètres pour aller à la rare gare centrale !

### Les féodaux

Christophe Guilluy qui a étudié le phénomène considère que les métropoles sont les nouvelles cités médiévales et en effet elles génèrent une nouvelle classe de féodaux qui savent ce qui est bon pour tous, moderne à souhait, efficace toujours, et qui savent aussi qu'une part de la classe populaire ne peut mériter un tel bonheur. Le mépris de classe a toujours existé mais il s'est adapté au monde d'aujourd'hui. Il appelle «justice sociale» le fait de favoriser les mieux dotés. Ainsi, depuis toujours l'Etat participe au financement du pays et centralisme oblige ce fut sur un critère unique : une dotation de financement fondé sur le nombre d'habitants. Puis avec la création des communautés des communes, pour inciter à leur mise en œuvre, une carotte financière a été offerte : les dotations sont multipliées par deux si vous franchissez le pas. Puis avec la création des communautés d'agglomération, nouvelle carotte, toujours multipliée par 2. Puis avec la création des communautés urbaines nouvelle carotte multipliée par 2. Puis avec la création des métropoles nouvelle carotte multipliée par 2 !

De tels regroupements ont eu lieu à partir de la création de la classe des féodaux. Et sur le dossier LGV ils ont été en première ligne pour encourager la révolte de ceux qui pensaient pouvoir modifier le tracé afin de marginaliser ceux qui avaient le culot de regarder plus haut.

### Les féodalités

Les sondages indiquent que 70% des Français soutiennent les gilets jaunes. A mes yeux c'est un trompe l'œil car le sondage met dans le même sac celui qui veut modifier un tracé de LGV (fait impossible même pour les féodaux vu les contraintes techniques) et celui qui veut sortir du «Tout LGV». Et ce trompe l'œil a bien des conséquences pratiques.

En effet les gilets jaunes ne sont pas une avant-garde politique, syndicale, sociale, culturelle mais ils sont «la décence commune» ou le bon sens ordinaire ou le sens commun. Ils témoignent non d'une exception mais du quotidien. Ils sont de tous les partis, toutes les histoires et s'unissent sur un seul point, «la révolte du peuple». Or, si vous m'avez bien lu, cette révolte est aisément manipulable par les médias. Les médias ayant décidé que les gilets jaunes visibles étaient ceux qui manifestaient dans les métropoles (y compris Paris) alors de toute la région Midi-Pyrénées beaucoup font nombre à Toulouse. Ils usent de la métropole pour contrer la métropolisation ! Or ils devraient savoir que leur force est apparue le 17 puis le 24 novembre quand ils étaient loin des métropoles !

Nous l'avons expérimenté dans la lutte pour une alternative à la LGV, les premières victimes n'ont jamais été les plus clairvoyantes !

Les gilets jaunes ont montré une classe sociale qui est sortie des lamentations pour afficher une colère, colère que j'ai essayé de comprendre, d'analyser sans chercher à l'orienter. Suffit-il aux féodalités de faire l'expérience de la révolte pour tout apprendre d'elle-même ?

### La révolution

Ce capitalisme féodal met en œuvre chaque jour sa propre révolution d'où le fait que Macron ait intitulé son livre de campagne : Révolution.

En son temps Gorbatchev avait compris la nécessité d'une révolution dans la révolution, mais le propre du socialisme de son pays c'est qu'il manquait de la souplesse nécessaire pour une telle opération. Bizarrement par la chute de l'URSS qu'il a entraîné il a conduit le capitalisme à accélérer sa propre révolution et un des axes s'appelle, la vitesse (comme on retrouve la LGV). Les gilets jaunes, étant au cœur de cette mutation, voudraient de ce fait un changement à grande vitesse en décrétant dès le 17 novembre : «Macron démission». Je l'ai écrit dès le départ, la démission de Macron était un objectif impossible même s'il était bien de l'annoncer ! Le rôle de facebook ajoute à cette quête de rapidité. Sauf que, pour cette vraie révolution, plus que pour d'autres, il faudra de la patience et garder la mémoire de ce qui s'est passé.

## 12 février, Gilets jaunes et banlieues

Voilà une question que je n'ai pas traitée or dès le 1er décembre elle est posée ainsi : « Jusqu'ici, la France des quartiers sensibles ne s'est que peu associée à la grogne des gilets jaunes. Mais cela pourrait bien changer. Le collectif "Banlieues Respect" sera samedi sur les Champs-Élysées pour défendre la convergence des luttes. »

Encore un rêve sans lendemain ! Pourquoi ? Le slogan devenue classique, la misère engendre la colère pourrait tout autant être le cri des banlieues or il n'en est rien !

« Sur BFMTV, Hassan Ben M'Barek, président du collectif Banlieues Respect, qui regroupe 20 associations de banlieue, a déposé une requête pour manifester sur les Champs-Élysées samedi 1er décembre. Il a également prévu d'organiser une opération escargot sur l'A86, entre Gennevilliers et La Défense, ce vendredi après-midi. Ce militant originaire de Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, défend la "convergence des luttes" et la "solidarité" avec les manifestants, dont il partage les griefs. "On s'inscrit totalement dans la démarche des gilets jaunes (...) Quand on entre dans les quartiers, dans les territoires sensibles, il y a une concentration de gens qui sont pauvres, qui subissent le matraquage fiscal", explique-t-il. »

Voici un témoignage utile : « Ça fait plusieurs années qu'on est dans la merde en banlieue! Regarde les grands frères, les parents! J'ai écouté les histoires des anciens sur la drogue, les bavures policières, etc. Maintenant c'est eux qui se retrouvent dans la merde ! Le plus drôle c'est qu'ils se réveillent que maintenant! Ça fait trente ans que ce système c'est de la merde! Bonjour, bienvenue dans la réalité messieurs dames!» (24 ans, éducateur sportif dans un club de football, célibataire) ».

Pour certains il y aurait ce sentiment qu'on retrouve chez les syndicalistes : quand on se battait les gilets jaunes étaient ailleurs et absents alors aujourd'hui c'est la situation inverse. Et de toute façon La Marseillaise et le drapeau tricolore très peu pour les banlieues. Il existe aussi cette différence qui tient à la revendication de départ : la taxe sur les carburants qui n'est pas le cœur de la révolte dans les banlieues.

Christophe Guilluy va plus loin dans sa réflexion sur les banlieues qui ne sont pas des ghettos mais des sas. Ces territoires sont ceux où le taux de mobilité résidentielle est le plus élevé. On y entre beaucoup et on les quitte beaucoup. Il précise même : « A la différence des ghettos américains, où des populations noires et pauvres sont confinées de manière définitive, nos banlieues « créent de la classe moyenne ». Les jeunes, aussitôt diplômés, les quittent pour accéder à des zones d'habitat plus sûres. »

C'est un point que certains apôtres de la victimisation ne veulent pas entendre.

Il ose même ajouter : « De nombreuses « barres », construites dans les années 1960, ont été remplacées par des habitations modernes et dotées d'équipements collectifs de qualité. » Il suffit à Montauban de penser à la mutation de la cité des Chaumes. Pas pour dire que la vie en banlieue est idyllique !

En fait les banlieues appartiennent aux métropoles, de façon contradictoire : elles en sont la partie pauvre, mais elles en font partie tout de même ! La base de l'analyse tient dans le fait que les dotations pour les villes sont six fois plus importantes que pour le monde rural et les banlieues en récupèrent quelques bénéfiques.

Les gilets jaunes sont les victimes de la métropolisation. Ils sont la France pavillonnaire :

« Oui, des personnes veulent quitter les banlieues et les HLM pour s'offrir un pavillon, et croient accéder à un autre niveau de vie. En Seine-et-Marne, par exemple, se retrouve une population qui a quitté la Seine-Saint-Denis. Elles partent dans une idée d'ascension sociale... mais elles sont nombreuses à tenir le même raisonnement, et, au final, elles se retrouvent avec les mêmes personnes. De plus, le simple fait de quitter le logement social fait baisser mécaniquement le niveau de vie. Dans le logement social, on ne paie quasiment pas de loyer, presque tout est couvert par l'allocation logement. On parle de ghetto, mais c'est une chance d'habiter dans le parc social, quand il n'est pas trop dégradé bien sûr. On est dans une centralité urbaine, alors que dans ces zones, la pression foncière est importante. Le taux d'effort pour se loger est un critère fondamental pour évaluer le niveau de vie des ménages. Dans le public (HLM), il est de l'ordre de 20 à 25% des revenus. Dans le privé, il atteint 50%. »

Il précise même ce qui fera la révolte des gilets jaunes : «Les classes populaires sont invisibles politiquement et médiatiquement. En passant des cités au pavillon, elles sont passées d'une culture collective à une culture individuelle. Et elles ne sont représentées ni par des partis, ni par des associations.»

En fait la pauvreté dans les petites villes et villages est moins visible que celle des cités ! D'où la stupéfaction devant les cris des gilets jaunes les plus pauvres !

Une chose est sûre, la non participation des cités aux côtés des gilets jaunes confirme la fracture chère à Guilluy ! Ce fait me rappelle une anecdote. Pour les présidentielles de 2008 José Bové comptait sur les cités et un ami me disait que les sondages n'étaient pas justes car elles étaient oubliées, or les sondages étaient justes et Bové a reconnu que s'il était bien accueilli dans les cités, c'était pour s'entendre dire que le vote utile (pour le PS) était en fait le vote retenu. Les questions ne sont pas linéaires.

## 13 février, Lettre à de anti gilets jaunes

Il ne s'agit pas d'une lettre à Castagnette et ses amis. A ce jour je ne pense pas avoir écrit sur ce blog le nom du ministre de l'intérieur car il ne fait que son travail et je n'ai rien à écrire au sujet des forces dominantes.

J'ai toujours préféré me passionner plus pour les insurgés de 1851 que pour les mérites du Second Empire. C'est une forme d'insurrection car les forces dominantes veulent toujours nous obliger à les placer au centre de l'histoire.

Cette lettre s'adresse donc à des opposants aux gilets jaunes qui appartiennent au peuple de ce pays, et qui parfois sont de mes amis.

Je pense particulièrement à l'un d'eux qui se bat de belle manière contre la pollution de la pub qui envahit tout, mais qui considère depuis le début, que les gilets jaunes sont des gens soumis au système et qui votent à l'extrême-droite.

### **Le manipulateur et le manipulé**

J'ai décidé d'écrire cette lettre quand j'ai découvert qu'il me mettait dans le même sac que les antisémites qui viennent de taguer une vitrine parisienne. Aussitôt les gilets jaunes en ont été rendus coupables, puis le propriétaire de la vitrine lui-même a tenu à préciser que l'inscription odieuse n'avait rien à voir avec la manifestation des gilets jaunes. Alors l'ami en question a reconnu que son accusation n'était pas fondée mais, comme d'autres, il pense que la violence des gilets jaunes, si elle n'est pas directement responsable de l'acte en question, elle a ouvert la porte à toutes les violences !

Or, les gilets jaunes sont fondamentalement pacifistes et l'ami aurait pule vérifier à Montauban, ce qui n'empêche pas quelques excités de prôner la violence. Ils le font parce que le plus souvent, les grands médias relaient un million de fois la voiture qui brûle, que la foule paisible qui parcourt les rues !

D'un côté, l'œuvre de Castagnette qui sera toujours la même, diviser pour régner, et de l'autre des révoltés qui, parce qu'ils appartiennent à notre société peuvent parfois se faire manipuler. Mais dans tous les cas le manipulateur est plus coupable que le manipulé !

### **Le pluriel et le singulier**

Les gilets jaunes sont dès le départ un mouvement pluriel, une pluralité qui a souvent été ridiculisée. Or elle est au cœur même de toute révolte d'où, en face, la stratégie toujours efficace de division. Prenez une manifestation syndicale et comparez les drapeaux qui sont en main, demandez l'estime que le membre de la CFDT a pour celui de la CGT etc. Mais la pluralité des gilets jaunes s'affiche sous une même couleur, le jaune ! Parce qu'il est des revendications qui transcendent les opinions ! Mon ami qui se bat contre la pub pourrait très bien retrouver à ses côtés des électeurs sincères de l'extrême-droite !

Les gilets jaunes démontrent que pour développer un mouvement capable de faire trembler les forces dominantes il ne faut pas voir la bête noire là où les dites forces la désignent ! Que dans le peuple on puisse croire que le Front national est un vote qui exprime la révolte n'est pas une erreur plus grave que celle qui réduit ce peuple à de vils fascistes ! Revenons au point de départ : l'augmentation des taxes sur le carburant : était-elle juste ou injuste ? Ce n'est pas parce que l'Italien Salvini la trouve juste que je vais la trouver injuste d'autant que devenu ministre, il ne tient pas sa promesse de baisser les dites taxes. Dénoncer le double discours de Salvini peut mieux se faire de l'intérieur des Gilets jaunes que de l'extérieur ! Bref, l'avenir impose d'en finir avec les analyses à l'emporte-pièce, avec les catégories classiques, avec les images fixes, pour aller vers ce qu'on appelle la fraternité, à savoir la capacité à admettre le pluriel sous le singulier.

## 15 février, Du grand mouvement de 2003 à celui des gilets jaunes

En 2003 du 6 mai au 19 juin j'avais écrit le journal de cette lutte historique contre la loi sur les retraites et celle sur la décentralisation.

J'en avais repris une partie sur mon ancien blog. Je vais la recopier pour l'inscrire sur celui-ci.

J'ai pu vérifier que le sauvetage de cette mémoire de lutttes avait peu d'intérêt y compris pour des participants. Peut-être parce que ce fut un échec cuisant ? Parce que le 19 juin il fallait penser aux vacances ? Or cette lutte bouscula quelques vacanciers et en particulier ceux du Festival d'Avignon.

En reprenant ce récit je constate qu'encore au 33ème jour de lutte un sondage CSA-Marianne avait annoncé que 66% des Français soutenaient le mouvement.

Le lendemain, suite aux miettes lancées par le pouvoir le secrétaire général de la FSU a déclaré : « Nous avons enfin avancé ».

Les deux mouvements sont totalement différents pourtant les moyens d'action se ressemblent même si en 2009 la grève a été peu utilisée : les opérations escargots, les occupations, les manifestations, les assemblées.

A mes yeux le même thème fondamental est au cœur de la révolte à savoir la redistribution des richesses.

Au cœur de la lutte il y avait la question de la retraite, la plus capable à susciter l'unité aussi pour troubler les esprits il y a eu aussi la loi sur la décentralisation des personnels de l'éducation nationale comme les ATOSS qui sont devenus des éléments du personnel du Conseil général. La médecine scolaire devait suivre le même sort mais finalement le pouvoir a cédé sur ce point.

Quand je regarde l'affiche réalisée pour Rosendo Li je me dis que les noms ont changé mais que la bataille reste la même sans que pour autant tout le monde l'ait bien compris.



## 15 février, Gilets jaunes : l'appel qui me laisse sans voix !

Voilà le retour de la «grande gauche» celle, impuissante depuis des lustres qui veut faire céder Macron ! J'y retrouve même Paul Ariès qui a manifesté un soutien si peu actif en faveur des gilets jaunes, position que j'ai découvert en lisant sa revue le 4 janvier ! Un appel de plus camarades, quand depuis des lustres les appels ont été sans conséquences !

Voyez l'écart : un homme seul lance un appel à manifester le 17 novembre et bouscule le pays. Une tonne d'organisations lancent un appel comme un chant du cygne ! Sentez-vous le ridicule ?

Mais voyons le contenu : Commercy est à l'honneur et pourquoi pas. J'ai relayé un premier appel dès le 9 décembre mais depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Une eau qui rend nul et non avenu votre appel même si 2 millions de personnes le signent.

Et la date du 5 février ? Mais camarades ce fut un enterrement ! Je pensais que le samedi suivant dans les manifs gilets jaunes la participation serait multipliée par deux et elle a été divisée par deux ! J'ai découvert la plus grande grève générale à avoir été si peu générale ! La révolte des gilets ce fut contre ces mots si creux, si vides et sans lendemain.

J'apprends même, en conclusion, qu'Emmanuel Macron a perdu la bataille des idées ! Facile à décréter, difficile à démontrer ! Je me retiens de rire et j'imagine les tractations qu'il a fallu réaliser pour arriver à un tel texte commun.

P.S. J'ai cru dans un premier temps que cet appel était du 15 février. En fait il est paru juste avant le 5 février et depuis je ne sais combien de signatures rassemblées.

Appel unitaire : Macron doit céder devant les gilets jaunes et le mouvement social

"Ce n'est pas en menottant ou en éborgnant les Gilets jaunes et ses porte-voix qu'il étouffera la contestation. Le vrai débat populaire s'exprime dans les quartiers, les ronds-points, les assemblées communes, les entreprises. Emmanuel Macron a perdu la bataille des idées. Il doit faire droit aux revendications sociales et populaires !"

La France est bouleversée depuis 11 semaines par une révolte citoyenne et sociale sans précédent depuis Mai 68.

Depuis 11 semaines, malgré les caricatures et le mépris, les Gilets Jaunes exigent des mesures simples et immédiates et plus que légitimes de démocratie et de justice fiscale, sociale et environnementale.

Simple et immédiates, parce que l'annulation de la hausse des taxes sur le carburant aurait pu être compensée quasi immédiatement par le rétablissement de l'ISF. Parce que la remise en cause du CICE pourrait financer une augmentation immédiate du SMIC.

Plus que légitimes, parce que dans un pays devenu un paradis pour les millionnaires, la répartition des richesses est une urgence absolue pour en finir avec l'indécence de cette situation.

Le dimanche 27 janvier à Commercy, une assemblée de groupes gilets jaunes venant de toute la France a lancé un appel contenant des revendications sociales et écologiques fortes (augmentation immédiate des salaires, minimas sociaux, allocations et pensions, droit au logement, à la santé, à l'éducation, services publics gratuits et pour tous, éradication de la misère sous toutes ses formes, égalité et prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité, transition écologique...) ainsi que de grandes exigences démocratiques.

Pour la première fois depuis le début de la mobilisation, les Gilets Jaunes ont décidé de se joindre à une grève annoncée par les syndicats le 5 février 2019.

Nous voyons dans cette convergence une possibilité de victoire sociale majeure, en permettant un mouvement d'ensemble durable et reproductible incluant l'ensemble des salarié-es, la population des quartiers populaires et la jeunesse. Nous souhaitons que la grève et les manifestations soient les plus massives possible afin de faire aboutir ces revendications légitimes. C'est pourquoi nous apportons tout notre soutien à cette date.

Nous condamnons les tentatives de l'extrême droite de s'approprier ce mouvement et de l'utiliser pour promouvoir la haine des immigré-es, l'antisémitisme, le racisme, le sexisme et l'homophobie.

Au lieu d'écouter, le pouvoir se recroqueville sur son appareil répressif et sur un simulacre de débat. Il prépare même une loi qui restreint la liberté de manifestation. Nous nous y opposerons ! Nous exigeons du gouvernement qu'il abandonne la logique de criminalisation du mouvement social et populaire. Un président qui ordonne ou couvre de telles violences sur ses compatriotes perd sa légitimité de représentation du peuple. Nous ne nous habituerons jamais à ces visages cassés, aux centaines de blessures et mutilations et à ces dizaines de décès que le gouvernement s'échine à minimiser ou nier.

Ce n'est pas dans la dérive autoritaire que se trouve la sortie de crise. Ce n'est pas en menottant ou en éborgnant les Gilets jaunes et ses porte-voix qu'il étouffera la contestation. Le vrai débat populaire s'exprime dans les quartiers, les ronds-points, les assemblées communes, les entreprises. Emmanuel Macron a perdu la bataille des idées. Il doit faire droit aux revendications sociales et populaires !

Signataires :

Alternative Libertaire ; Diem25 ; Ensemble ; Gauche Démocratique et Sociale (GDS) ; Génération.s ; Groupe parlementaire FI ; Mouvement Ecolo ; Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) ; Parti de Gauche (PG) ; Parti Ouvrier Indépendant (POI).

Paul Ariés, politiste, directeur de l'Observatoire international de la Gratuité Judith Bernard, metteuse en scène, enseignante, directrice de publication de Hors-Série ; Thomas Coutrot, économiste ; Christine Delphy, sociologue, militante féministe ; Laurence De Cock, historienne ; Annie Ernaux, écrivaine ; Robert Guédiguian, réalisateur ; Aude Lancelin, journaliste ; Mathilde Larrère, historienne ; Gérard Noiriel, historien ; Willy Pelletier, sociologue ; Michèle Riot Sarcey, historienne ; Raphaël Schneider, réalisateur, co-fondateur de Hors-Série. ; Julien Théry, historien

Attac ; Le collectif "Les enseignants et chercheurs solidaires avec le mouvement des gilets jaunes" ; Collectif national pour les droits des Femmes (CNDF) ; Collectif la vérité pour ADAMA ; Fondation Copernic ; Union Départementale CGT 75 ; Sud PTT ; Solidaires

## 16 février, Gilets jaunes et contrôle technique

Une lectrice du blog fait observer que cette revendication a disparu des listes classiques des gilets jaunes. Bien sûr entre demander 20% de plus pour le SMIC et cette revendication circonstancielle il n'y a pas photo pourtant le mouvement des gilets jaunes a démontré que parfois c'est par le détail que le combat prend sens.

Pour certains, suspendue pour une durée de 6 mois par le Premier ministre, la nouvelle version du contrôle technique instaurant un volet anti-pollution supplémentaire a peu de chances d'être maintenue en l'état à l'issue du moratoire. Et pour cause, son application, initialement prévue à partir du 1er janvier 2019, viendrait contrarier une autre mesure du gouvernement : la prime à la conversion.

Pour le moment, le gouvernement a demandé aux professionnels du contrôle technique de « s'attacher à maintenir à un niveau constant les prix pratiqués », a indiqué vendredi dans un communiqué le Conseil national des professionnels de l'automobile (CNPA). Comme pour la prime : l'Etat renvoie la question à d'autres !

Cette demande a été formulée « compte tenu des attentes des Français en matière de pouvoir d'achat » dans le cadre d'un échange entre le ministre de la Transition écologique François de Rugy et le CNPA à la suite des annonces du Premier ministre sur le contrôle technique pour répondre au mouvement des Gilets jaunes.

Faudrait-il suivre l'évolution des prix ?

Les enseignes des réseaux de contrôle technique Auto Sécurité, Autosur, Autovision, Sécuritétest, Dekra, Norisko et Autocontrol ont pris l'engagement d'appeler leurs affiliés à une modération des prix en 2019, est-il précisé dans un communiqué.

À quoi sert le contrôle ?

Les professionnels représentés par le CNPA se sont également engagés à mettre en place en 2019 une plateforme d'information des consommateurs pour recenser les centres de contrôle technique, leurs prestations et leurs tarifs.

Le CNPA s'est par ailleurs engagé à participer au « grand débat national » afin de, au cas où on ne l'aurait pas compris, « mieux expliquer le rôle du contrôle technique », notamment en matière de fiabilité du parc automobile et de limitation des émissions polluantes.

Début décembre, le gouvernement s'était engagé à suspendre le durcissement du contrôle technique. Le renforcement du contrôle pollution des véhicules diesel, prévu au 1er janvier 2019, a notamment été reporté de six mois. Un dossier à suivre. JPD

## 16 février, Gilets jaunes à Chartres

Au cours d'un rapide voyage à Paris nous avons eu envie de faire le détour par Chartres. Et c'est là que nous avons croisé, à un rond-point, des gilets jaunes.

En conséquence, le hasard me faisant rencontrer cette affiche, je la reprends comme témoignage de la lutte en cours.

C'est donc une conférence citoyenne. Avec quatre thèmes et je retiens surtout le premier toujours oublié dans des réunions équivalents :

Pourquoi être gilet jaune aujourd'hui ?

Si on ne se pose pas cette question dans une réunion initiée par les gilets jaunes où va-t-on se la poser ? D'autant que les réponses d'hier ne sont pas forcément les réponses d'aujourd'hui !

Les trois thèmes suivants sont classiques avec un ordre à prendre en compte : le RIC, le pouvoir d'achat, les inégalités.

Etre gilet jaune hier ce n'était pas mettre le RIC comme première revendication.

Puis voici quatre intervenants :

Jérôme Rodrigues : il est désigné comme figure incontournable.

Laetitia Dewalle, port parole des gilets jaunes du Val d'Oise (d'où la vidéo de référence à la première assemblée générale du Val d'Oise)

Hakim Lowe, conférencier, spécialiste du RIC

Puis le responsable local.

Le logo représentant Chartres ce sont les deux clochers de la cathédrale.

Nous sommes moins qu'ailleurs dans la reprise des effets médiatiques du mouvement, sauf avec Jérôme Rodriguez.

Souhaitons bon vent à cette action supplémentaire.

## 18 février, Violence et gilets jaunes

Au moment de l'affaire des cocktails molotov à Montauban (dont depuis nous n'avons jamais connu les suites pour les personnes arrêtées) j'ai déjà évoqué la question de la violence pour rappeler que je ne suis ni du côté de la violence en soi, ni du côté de la non violence en soi (une des fausses alternatives offertes par le pouvoir).

Un commentaire m'incite à revenir sur le sujet qui conduit à tant d'autres.

Le constat fait est juste : depuis des années les manifestations pacifiques sont sans suite, des défilés qui sont presque un exutoire. D'où ma critique des stratégies syndicales : les réformistes finissent par l'emporter car ils sont cohérentes, face aux révolutionnaires qui s'épuisent car les discours ne correspondent plus aux actes.

Ceci étant je ne jette pas le bébé avec l'eau du bain. La France n'est pas un pays merveilleux mais dans le contexte mondial, ils sont des millions qui aimeraient avoir nos problèmes quotidiens, et de tels acquis ne sont pas les résultats de cadeaux d'un capitalisme éclairé, mais bien le résultat d'un rapport des forces où c'est vrai les syndicats se contentent de luttes défensives depuis les années 2000, mais sans ces luttes nous serions encore plus bas. Je ne pense donc pas que les milliers d'heures à se promener dans les rues ont été sans effets. La question est donc celle du rapport entre la revendication et l'action qui lui est liée.

Dans le cadre de ce rapport des forces si le combat des gilets jaunes ont démontré quelque chose c'est l'art de Castagnette dans sa manipulation de la violence, car il se sait aidé depuis des lustres par les médias. L'art de la provocation est devenu industriel ! Bien sûr il peut se révéler parfois contre-productif quand le provoqué devient un enragé. Mais nous sommes loin du compte.

J'ose donc écrire que les violences policières ne sont rien par rapport aux violences médiatiques. Pour tous les blessés du pays cela peut paraître une insulte sauf à bien se comprendre. Pourquoi les médias passent en boucle une poubelle qui brûle et jamais une foule qui défile ? Parce que cette poubelle qui brûle embarrasse le pouvoir plus que la foule qui défile ? Les médias deviendraient des agents de la révolution ? Je le sais, des gilets jaunes ont pensé que si Micron a reculé un temps, c'est par peur de la dite violence ! Franchement qui peut y croire ? Qui peut croire que des commandos bien entraînés peuvent prendre d'assaut le Palais d'hiver qui ici est celui de l'Elysée ?

A Castelsarrasin pour le premier blocage, il y a eu acte de violence quand les gilets jaunes ont rendu le péage gratuit, les forces de l'ordre n'osant pas intervenir. Par la suite, armées et protégées les forces de l'ordre ont maintenu l'ordre ambiant. Quand elles tenaient le péage, il fallait les affronter ? Autant je dis que dans le rapport de forces on peut bloquer une route, autant je dis que quand les CRS sont à l'œuvre inutile d'espérer faire mieux qu'eux, en termes de violence ! Le coup de génie d'Eric Drouet a été d'appeler à la prise des ronds-points, mais ce ne fut un coup de génie que parce que l'appel a été massivement entendu. Quand ensuite il a dit que, s'il était devant l'Elysée, il y entrerait, là il a eu tout faux ! Aucun combat de rue ne permettra jamais d'entrer à l'Elysée ! Ou alors c'est méconnaître notre société ! Est-ce à dire que plus aucune victoire n'est possible ?

La question de la violence renvoie toujours à l'autre : mais qu'est-ce qu'on a gagné ? En 68 beaucoup ont cherché ce qui avait été gagné par les uns (les syndicats) et par les autres (les étudiants). Mais le bouleversement ne se mesure pas seulement dans le concret de l'instant. Les années 70 ont permis des victoires nombreuses qui ont conduit à la victoire de Mitterrand en 1981... au moment où la gauche ayant perdu l'élan de 68 se fit juste gestionnaire bienveillante de son héritage. Pour moi, l'histoire des gilets jaunes a bousculé la société en place et les pouvoirs peuvent continuer leurs mauvais coups, chez les fonctionnaires, dans les hôpitaux, à la poste, dans les entreprises, nous savons que des forces insoupçonnées peuvent jeter des grains de sable dans leurs machineries. Je n'ai pas aucun espoir démesuré vu la formule bien connue, pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté mais des milliers de gens savent que plus rien ne sera comme avant malgré les déceptions que je ne néglige pas.

### **19 février, Gilets jaunes : conclusion finale**

Après cent jours de participation-observation du mouvement des gilets jaunes, je vais donc conclure mon propos avec la mise en ligne du tome 2 de mes écrits. Le mise en ligne permet d'accéder plus facilement aux divers textes par le moteur de recherche, pour y découvrir les mots qui y sont et ceux qui n'y sont pas, les moments visibles et ceux invisibles etc.

En guise de conclusion j'ai envie d'abord de pointer l'écart entre l'ordre et le désordre.

L'ordre n'est pas seulement celui imposé par le pouvoir dominant ; il existe aussi celui des syndicats, des partis et des dits corps intermédiaires. Micron, en tuant les corps intermédiaires a été un premier facteur du désordre, mais au bénéfice de son ordre à lui !

Les gilets jaunes ont indisposés tous les ordres existants, car ils ont mis en œuvre un désordre jamais prévu par aucun des ordres !

Ils ont voulu à chaque pas inventer leur propre marche.

Par définition ils sont pluriels. Les socialistes aussi sont pluriels mais membre d'une unité, comme les communistes, les cégétistes, etc. Pour les gilets jaunes la seule unité est leur gilet ce qui, pour certains ne va pas loin, sauf que dans les faits, ils créent une révolte qui entre dans l'histoire !

Il faut donc pointer l'écart entre les faits et les discours.

Les gilets jaunes redonnent aux faits leur priorité sur les discours. Ils ne disent jamais à la fin d'une manifestation qu'elle est réussie. Ils préparent la suivante... Ils ne mettent pas les faits en cage mais bien en mouvement et au fil des lieux, des jours, et des personnes le mouvement est polymorphe. Là où mls incohérences constituent une faiblesse, chez les gilets jaunes elles constituent une force.

Non pas discourir sur les faits mais faire que les faits fassent discours. D'où l'écart avec les plateaux télé qui sont les lieux par excellence de discours masquant les faits sous prétexte de les mettre en lumière !

Il faut donc pointer l'écart entre le réel et les médias.

Subitement, comme des barbares, les invisibles sont sortis du bois. Par quel mystère étaient-ils des invisibles ? Car depuis des lustres ils étaient les oubliés, les retardés, sans représentation. Historiquement, le PCF était leur voix puis le FN aussi. Ce fil s'est coupé sous pression des médias dominants. Il y a bien eu les sans logis, les sans papiers, les sans toit mais tous n'étaient que la marge compatissante d'un univers d'exclus périphériques. Ce mot de périphérie renvoie souvent à une marge, à une minorité or elle est la masse ! Les villes se sont entourées de périphériques (après Paris le terme s'est généralisé), se sont

données quelques banlieues mais l'essentiel est resté en dehors. Quand Toulouse fait moins d'un million d'habitants, la région en fait plus de quatre ! Mais les médias sont au petit soin du million en question !

Il faut donc pointer l'écart entre les gagnants et les perdants.

Dans cette course folle aux gagnants, la métropole s'est donné ses propres perdants, les banlieues. Ainsi la boucle était bouclée et tout tournait autour d'elle. Avec la révolte des ronds-points ce sont les métropoles qui sont devenues de simples verrues, dans un univers écrasé depuis tant de temps.

On a parlé de la révolte des canuts brisant non leurs chaînes mais les machines porteuses de modernité. Sauf que là aussi les canuts ont été caricaturés en adversaires du progrès alors qu'ils se battaient pour accéder aux bénéfices du progrès ! La destruction de machines n'était pas le but en soi mais le cri de douleur pour se faire entendre. Les perdants ne sont pas les perdus ! Ils ne sont pas réactionnaires face à un capitalisme en révolution permanente. Les gilets jaunes se sont retrouvés, en sortant du labyrinthe où ils étaient des perdants. Leur rond-point est devenu une lumière !

Il faut donc pointer l'écart entre la lumière et l'ombre.

Les plus sérieuses critiques contre les gilets jaunes sont venues des gilets jaunes ! Ne pas mesurer ce fait confine à l'enfermement dans les ordres en place. Je me souviens de l'un d'eux me disant : « ils passent au rond-point avec le gilet jaune sur le pare-brise, mais vous croyez qu'ils s'arrêteraient pour parler un peu ! ». Et l'autre : « vous croyez que la manifestation-promenade peut nous faire gagner ? Je ne crois qu'en la violence. » Et l'autre : « Les gilets jaunes ont oublié les revendications premières pour nous noyer sous des revendications globales. » Et encore : « Honte à ceux qui veulent créer un parti politique pour nous diviser ! »

Les gilets jaunes ne sont pas la lumière donnée pour tous et partout. Ils portent leur part d'ombre et la frontière entre les deux états devient mouvante quand pour d'autres elle est fixe. « Nous sommes la lumière et vous êtes l'ombre » est le slogan classique qui a pris l'eau depuis trois mois ! D'ailleurs les philosophes d'avant la grande révolution de 1789 n'étaient pas la lumière mais LES lumières ! Et Rousseau n'a pas braqué le projecteur utilisé par Diderot !

Il faut pointer l'écart entre Rousseau et Diderot.

J'aime autant l'un que l'autre à condition de ne pas prendre l'un pour l'autre ! Les gilets jaunes devraient aimer Rousseau plus que Diderot car sur le gilet commun tous, ils y inscrivent souvent leur personnalité. L'obsession de Rousseau a été de chercher comment dans le mouvement de tous chacun pourrait être d'autant plus lui-même Par le mouvement de tous !

Je combats depuis longtemps cette pratique qui voudrait que l'individu évite de critiquer son camp, pour ne pas faire le jeu de son adversaire comme s'il y avait un canyon entre les deux rives. J'ai cru longtemps que cette pratique était propre au PCF où toute critique de l'URSS consistait à faire le jeu des USA mais en quittant le PCF j'ai découvert qu'elle était largement partagée et portait tort, partout, aux forces démocratiques, car elle autodétruisait la capacité à convaincre le citoyen de base. Je préfère ne pas donner d'exemples dans l'actualité.

Les gilets jaunes, c'est le type de train qu'on ne pouvait pas prendre en marche. Si certains y sont montés pendant qu'il roulait c'est qu'il avait déjà trop ralenti.

Le Canard enchaîné pourra reprendre son dessin de 2003 en changeant Chirac en Micron. Demain restera un rêve.